

Janvier  
2015

*Les publications  
du Commissariat général  
au développement durable  
2008 - 2014*



**FICHAGE  
RONNEMENTAL**

RTIFIÉ  
**Bio**  
AGRICULTURE  
BIOLOGIQUE



Ministère  
de l'Écologie,  
du Développement  
durable  
et de l'Énergie

---

## **CRDD – Centre de ressources du développement durable**

Commissariat général au développement durable  
Bureau de la documentation  
Tour Séquoia 21-19  
92055 La Défense cedex

Tél. 01 40 81 17 93  
[crdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:crdd@developpement-durable.gouv.fr)

[www.crdd.developpement-durable.gouv.fr](http://www.crdd.developpement-durable.gouv.fr)

Ce recueil présente toutes les publications du Commissariat général au Développement durable (CGDD) du ministère, publiées depuis la création du CGDD en 2008 et éditées dans ses collections (voir ligne éditoriale page suivante) :

- Le Point sur
- Chiffres & Statistiques
- Études & documents
- RéférenceS
- Repères
- La Revue du CGDD
- Horizons 2030-2050
- Norm'actu

Les différentes publications sont classées selon les domaines d'activité du Commissariat :

- Politique du Développement durable et prospective,
- Recherche et innovation,
- Observation et statistiques,
- Économie et évaluation.

## Les publications sur internet

Ces publications sont aussi répertoriées et consultables en texte intégral sur le site internet du ministère :

- dans la rubrique Développement durable/ Publications

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-dernieres-publications-du.html>

- dans la base de données du Centre de ressources du CGDD, le CRDD

[www.developpement-durable.gouv.fr/Base-de-donnees-Temis.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Base-de-donnees-Temis.html)

- sur le portail SIDE (Système d'information du Développement durable et de l'Environnement)

<http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>

Les documents sont également consultables en version papier au Centre de ressources du Développement durable (CRDD).

---

*Les rapports d'études et de recherche, commandés à des organismes extérieurs par les services du CGDD (Direction de la recherche et de l'innovation et Mission prospective de la Délégation au Développement durable), ne figurent pas dans ce document. Ces rapports peuvent être consultés dans la base de données ou sur demande au CRDD.*

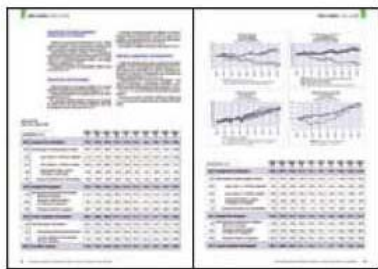
**1 le point sur** : Présentation d'un point succinct sur un sujet donné (thèmes d'actualité, sujet d'importance particulière par rapport aux enjeux du DD(4 à 8 pages maxi))



**Pour les sous-collections :**

- Économie et Évaluation
- Prospective
- Recherche et innovation
- Observation et statistiques
- « sans collection »

**2 Chiffres & statistiques** : Diffusion de chiffres et de statistiques soumis à l'obligation de diffusion - (protocole FMI et hors protocole FMI)



**Pour la sous-collection :**

- Observation et statistiques

**3 Études & documents** : Rapports d'étude, de recherche, résultats d'enquête.



**Pour les sous-collections :**

- Économie et Évaluation
- Prospective
- Recherche et innovation
- Observation et statistiques
- « sans collection »

**4 Références** : Documents de références sur des sujets divers : rapports, actes de colloques, guides et méthodes.



**5 Repères** : Diffusion de chiffres clés.



**6 La Revue du CGDD** : Revue type « annales » sur une thématique avec articles croisés (recherche,



**7 HorizOns** 2030 2050 : Lettre d'information dite prospective sur divers thématiques



**8 NORMACTU** : Lettre d'information sur la normalisation



## Sommaire

### Les Publications :

- I – Politique du Développement durable et prospective \_\_ p. 5
- II – Recherche et innovation \_\_\_\_\_ p. 23
- III – Observation et statistiques \_\_\_\_\_ p. 31
- IV – Économie et évaluation \_\_\_\_\_ p. 83



## I – Publications Politique du Développement durable et prospective

### AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- 20909 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
BAUDELLE (G), MORO (B)  
**Territoire durable 2030. Phase 1 : Enjeux et tendances.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Territoire-durable-2030-Phase-1.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 85 p., ann., cartes, bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 93*
- « Territoire durable 2030 » est un exercice de prospective du territoire français à l'horizon 2030 mettant en débat différentes visions – durables ou non – du territoire, prenant en compte les dimensions économiques, sociales, écologiques, climatiques, institutionnelles. Cet ouvrage est le premier d'une série de trois documents restituant cette démarche qui abordent successivement les enjeux et tendances (dans ce rapport), les scénarios et leur quantification à l'échelle nationale et la déclinaison territoriale des scénarios vers une prospective stratégique. Il reprend, en trois grands chapitres (environnement, économie, société), le fruit des réflexions du groupe de prospective où apparaissent les tendances lourdes, les incertitudes et les ruptures à cet horizon de temps. Une place importante est aussi donnée aux « paroles d'experts » qui ont nourri plus de deux années de débats prospectifs.*
- CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
ETAHIRI (N)  
**"Territoire durable 2030". Une prospective de développement durable à l'échelle des territoires.**  
« Sustainable Territories 2030 ». Sustainable development foresight at territorial level.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Territoire-durable-2030-une.html>  
Point sur - Prospective - Développement durable n° 124, p. 1-4  
01/04/2012
- 17745 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
SPOHR (C)  
**Innovier pour changer. L'expérience des directions régionales de l'Équipement et des directions départementales de l'Équipement au service de l'aménagement durable des territoires.**  
[http://www.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=article&id\\_article=5846](http://www.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=article&id_article=5846)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2008 - 115 p., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 7*
- La Mission prospective du ministère s'est associée à l'Association des architectes et urbanistes de l'État pour réaliser ce document sur l'innovation dans les services déconcentrés du ministère. Partant de situations concrètes, ce rapport présente des expériences innovantes menées dans une dizaine de directions régionales ou départementales, couvrant des enjeux diversifiés et des activités nouvelles : depuis les ateliers d'aménagement jusqu'à la modernisation de services, en passant par le fonctionnement de l'ingénierie d'appui territorial, la gestion de l'eau ou la politique de l'habitat.*

## AMENAGEMENT URBANISME – VILLES

- 21719 CGDD Délégation au développement durable  
VILLAR (C), BLAZZARD (H), MISSERI (A), NOUAILLE (P), SIMAND (N)  
**Villes résilientes : premiers enseignements tirés d'une synthèse bibliographique.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Villes-resilientes-premiers.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 57 p., ann., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 114*
- L'action "Villes résilientes", conduite par le CGDD avec l'appui du CERTU et des CETE de Lyon et de l'Ouest, vise à proposer des outils et des méthodologies pour construire et gérer des stratégies de résilience urbaine. La ville résiliente est une notion relativement récente dont le concept reste encore insuffisamment clarifié. Aussi a-t-il paru nécessaire, préalablement aux travaux engagés (études de cas, séminaires d'échanges...), de disposer d'un référentiel de connaissances théoriques et pratiques, pouvant être partagé avec les principaux acteurs de la ville.*
- Tel est l'objet de cette synthèse bibliographique qui répond à trois objectifs :*
- établir un état de l'art des différentes dimensions de la résilience, en particulier pour les villes moyennes confrontée à une fragilité économique.
  - éclairer le choix des territoires pour les monographies réalisées dans un deuxième temps,
  - aboutir à de premières conclusions.
- 21776 CGDD Délégation au développement durable  
DUFOUR (L)  
**Villes résilientes. Études de cas internationales.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Villes-resilientes-etudes-de-cas.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 69 p., cartes, bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 117*
- Ce document présente, sous l'angle de la résilience, l'étude de quatre territoires urbains européens et internationaux, confrontés à des vulnérabilités spécifiques : le Nord de la préfecture de Kyoto au Japon, la province de Limbourg aux Pays-Bas, la ville de Łódź en Pologne et le district d'El Bierzo en Espagne. Il met en avant l'existence de bonnes pratiques en terme de résilience, mobilisant divers leviers, et insiste sur les facteurs primordiaux à la mise en place de stratégies de résilience réussies.*
- La mise en perspective des quatre cas étudiés permet de souligner les liens étroits entre les pratiques observées à l'échelle internationale et celles identifiées en France, pour mieux cerner les contours de résilience urbaine, notion dont l'opérationnalité dépasse les frontières nationales.*
- 21770 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE  
CECUTTI-ETAHIRI (N), BROU (E), RIVIERE (A)  
**Repenser les villes dans la société post-carbone. Cahier de recherches.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Repenser-les-villes-dans-la.41568.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 395 p., tabl., graph., cartes, bibliogr., schémas  
Programme : Repenser les villes dans une société post-carbone
- Ce cahier de recherches regroupe l'ensemble des synthèses des projets de recherche du programme "Repenser les villes dans la société post-carbone" (voir le rapport final à la cote 20916). Il permet de parcourir les expériences des six villes (Lille, Mulhouse, Tours, Fontainebleau, Plaine de France et Grenoble) et d'approfondir les enjeux de gouvernance. Il regroupe aussi des recherches sectorielles inédites sur les modes de vie et de consommation, les inégalités et la précarité énergétique, l'habitat, etc.*



- 21771 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE VIDALENC (E), RIVIERE (A), THEYS (J)  
**Cities as key players for the transition towards a post-carbon society : a French perspective.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Cities-as-key-players-for-the.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 18 p., bibliogr., tabl., graph.  
Programme : Repenser les villes dans une société post-carbone
- Ce document est une synthèse scientifique du rapport final du programme "Repenser les villes dans une société post-carbone" (cote 20916).*
- 20916 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE THEYS (J), VIDALENC (E)  
**Repenser les villes dans la société post carbone.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Repenser-les-villes-dans-la.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 297 p., schémas, graph., tabl.
- Fruit d'une collaboration de plus de trois ans entre la mission Prospective du ministère de l'Écologie et le service Économie et prospective de l'ADEME, cet ouvrage propose à la fois un état des lieux des relations entre villes, énergie et climat et six scénarios contrastés de transition vers des villes post carbone. Il a la particularité de s'appuyer sur les réflexions d'un groupe de prospective, mais aussi sur les résultats d'une vingtaine de recherches et l'implication de six villes illustrant la diversité des situations urbaines en France. Partant des contraintes et des atouts du contexte actuel, de l'expérience des villes européennes et des réflexions récentes sur les politiques énergétiques et climatiques, il plaide pour une approche intégrée de la transition vers des villes "post carbone" prenant la juste mesure à la fois de la multiplicité des dynamiques de changement possibles, des obstacles à surmonter et des opportunités dans les trente-cinq prochaines années. En annexe, la liste complète des recherches et des séminaires du programme.*
- 20107 CGDD Délégation au développement durable CHARREYRON PERCHET (A)  
**Synthèses des travaux du groupe stratégique "Projets innovants pour des villes durables".**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Projets-innovants-pour-des-villes.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Projets-innovants-pour-des-villes.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 11 p., ann.
- Le groupe stratégique "Projets innovants pour des villes durables" s'est réuni en 2010-2011 avec l'objectif de favoriser la mise en œuvre de projets d'innovation dans différents domaines liés à la ville durable en identifiant, à partir de cas concrets, des points de blocage, des freins et des leviers sur lesquels s'appuyer. Il s'agissait également pour l'État de voir quel rôle il pouvait jouer, comment il pouvait intervenir pour atteindre cet objectif. Le rapport de synthèse présente le résultat des travaux de ce groupe.*
- CGDD Délégation au développement durable CHARREYRON PERCHET (A)  
**Les villes intelligentes.**  
Smart Cities.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-villes-intelligentes.html>  
Point sur - Développement durable n° 143, p. 1-4  
01/09/2012
- 20514 CGDD Délégation au développement durable DANIELOU (J), CHARREYRON PERCHET (A)  
**La ville intelligente : état des lieux et perspectives en France.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-ville-intelligente-etat-des.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 56 p., schémas, ann., web col. : *Etudes et documents du CGDD n° 73*

*Il n'existe pas, aujourd'hui de ville intelligente ("smart city") à proprement parler. Cela dit, l'introduction des TIC dans la ville ouvre la voie à de nouvelles fonctionnalités, de nouvelles manières de gérer, de gouverner et de vivre la ville.*

*Les objectifs de la ville intelligente se situent dans le prolongement de ceux de la ville durable, et auront les caractéristiques essentielles de :*

- répondre à un objectif de sobriété dans l'utilisation des ressources,*
- mettre l'utilisateur au cœur des dispositifs,*
- permettre un approche systémique de la ville.*

*Le présent rapport traite aussi des acteurs participant à la ville intelligente en les situant les uns par rapport aux autres.*

CGDD Délégation au développement durable Mission prospective

**Vers des villes post-carbone. Six sentiers de transition.**

Moving towards post-carbon cities. Six transition paths.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-villes-au-coeur-de-la.html>

Horizons 2030-2050 n° 2, p. 2-10, graph.

01/12/2009

## DEVELOPPEMENT DURABLE

CGDD Délégation au développement durable

DIDIER PEROT (S)

**Le club développement durable des établissements et entreprises publics.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-club-developpement-durable-des-32486.html>

Point sur - Développement durable n° 159, p. 1-4

01/04/2013

*Ce numéro est une mise à jour du Point sur n°78 - avril 2011. Il présente les activités du Club et la liste des organismes membres.*

20716

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS, INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES

**Gouvernance et développement durable : mode d'emploi.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Gouvernance-et-developpement.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 6 p.

col. : Guides Gouvernance

*Le Club Développement Durable des établissements et entreprises publiques a, pendant plus de deux ans, travaillé au partage de bonnes pratiques au sein des organisations membres du Club et à une veille normative, réglementaire et plus largement documentaire sur le thème de la gouvernance en réponse aux enjeux du développement durable.*

*Le résultat final de cette réflexion s'est matérialisé sous la forme de trois guides opérationnels pour mener à bien une politique de RSO (responsabilité sociétale de l'organisme) :*

- le guide du dialogue avec les parties prenantes (cote 20713) ;*
- le guide des indicateurs de gouvernance des organismes publics en réponse aux enjeux du développement durable (cote 20714) ;*
- le guide de mise en œuvre des principes, des visions et des valeurs de la responsabilité sociétale (cote 20715).*

20713

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS, INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES

**Guide du dialogue avec les parties prenantes.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Guide-du-dialogue-avec-les-parties.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 84 p., ann., bibliogr., tabl., schémas

col. : Guides Gouvernance

*Ce guide vise à accompagner les acteurs de l'organisation en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie de responsabilité sociétale et de développement durable. Il a pour but de créer les conditions de dialogue et de concertation avec les parties prenantes et en vue d'enclencher un changement des modalités de gouvernance de leur organisation en réponse aux enjeux du développement durable.*

- 20714 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS, INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES  
**Les indicateurs de gouvernance des organismes publics en réponse aux enjeux du développement durable.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-indicateurs-de-gouvernance-des.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 56 p., ann., bibliogr., tabl.  
 col. : Guides Gouvernance

*Ce guide vise à fournir une démarche de diagnostic de la stratégie de développement durable et de sa bonne gouvernance au sein des établissements publics et entreprises publiques. Ce diagnostic s'effectue dans un premier temps sur la base de l'identification d'un ensemble d'indicateurs de bonne gouvernance des organisations en réponse aux enjeux du développement durable et dans un second temps sur l'élaboration d'une méthodologie d'évaluation.*

- 20715 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS, INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES  
**Mise en œuvre des principes, visions et valeurs de la responsabilité sociétale des organismes publics.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Mise-en-oeuvre-des-principes.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 24 p., ann., bibliogr.  
 col. : Guides Gouvernance

*Ce guide a été conçu pour favoriser le partage de bonnes pratiques visant à accompagner l'enrichissement de la gouvernance de l'organisme en réponse aux enjeux du développement durable. Il fournit aux organismes publics une proposition d'actions concrètes pour la mise en place des sept principes de la responsabilité sociétale.*

- 19382 CGDD Délégation au développement durable  
 APPRIOU (P)  
**L'annuaire du mécénat d'entreprise pour l'environnement et le développement durable.**  
 – 2010-2011.- Édition 2011.- 222 p.  
 – 2011-2012.- Édition 2013.- 292 p.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-annuaire-du-mecenat-d-entreprise.30987.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013

*Cet annuaire dresse un panorama des actions engagées par le ministère pour favoriser l'essor du mécénat d'entreprise pour l'environnement et le développement durable. Il met l'accent sur les Trophées du mécénat organisés pour la première fois en 2010. L'annuaire présente également des acteurs du mécénat environnemental.*

- 20316 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE  
**Rio+20 : un panorama d'initiatives françaises.**  
**Rio+20 : a panorama of French initiatives.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Rio-20-Un-panorama-d-initiatives.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 39 p., index

*Lancée avec le comité Rio+20, l'initiative des cahiers d'acteurs français offre à chacun des acteurs, gouvernementaux ou non, une autre façon de s'impliquer dans la préparation de Rio+20, complémentaire de leurs démarches de mobilisation habituelles, en faisant connaître librement leurs propositions, bonnes pratiques ou positions en relation avec l'un des deux thèmes de la conférence. Ce document est une illustration du type d'information et de contenu que l'on peut trouver dans les cahiers et fiches d'acteur publiés en ligne.*

20296 CGDD Délégation au développement durable, CLUB DEVELOPPEMENT DURABLE DES ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS  
**Les avancées des organismes publics en matière de RSO (responsabilité sociale de l'organisme). Restitution de l'enquête menée dans le cadre du club DDEP.- Juin 2012.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-avancees-des-organismes.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 30 p., graph., ann.

*La présente étude a pour objectif de mesurer s'il existe une vision commune et transversale et son niveau de « maturité » en matière de RSO, au-delà de la diversité des différents organismes publics interrogés. Certains d'entre eux ont en effet un cœur de métier en lien direct avec les problématiques de la RSO qu'elles soient sociales ou environnementales.*

*Il existe ainsi une forte diversité de la prise en compte des enjeux de la RSO et du développement durable selon les organismes. Chacun développe sa propre vision en fonction des enjeux qui lui sont spécifiques, au regard de son domaine d'activité et des compétences qui lui sont attribuées. Les réponses des 50 membres interrogés attestent de cette diversité.*

CGDD Délégation au développement durable  
DUBOSC (A)

**La mise en œuvre du développement durable dans l'Enseignement Supérieur.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/La-mise-en-oeuvre-du-developpement.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-mise-en-oeuvre-du-developpement.html)

Point sur - Développement durable n° 99, p. 1-6  
01/09/2011

*Le dispositif "Plan vert" est destiné aux établissements d'enseignements supérieurs pour les aider à élaborer leur propre démarche de développement durable.*

CGDD Délégation au développement durable  
VERNAZ (N)

**Le club développement durable des établissements et entreprises publics**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-club-developpement-durable-des.22207.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-club-developpement-durable-des.22207.html)

Point sur - Développement durable n° 78, p. 1-4  
01/04/2011

*Créé en octobre 2006, le club développement durable des établissements et entreprises publics (CDDEP) regroupe en avril 2011 une soixantaine d'adhérents (soit environ 1,2 million de salariés). Il a pour but de favoriser la réflexion stratégique et la mise en œuvre du développement durable dans les organismes publics. Présentation de ses objectifs et de ses travaux.*

19146 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE  
**Principes et lignes directrices de la responsabilité sociétale des organismes publics.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Principes-et-lignes-directrices-de.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Principes-et-lignes-directrices-de.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 24 p., ann., tabl.

*Les organismes publics, membres du Club développement durable des établissements et entreprises publics, se sont volontairement emparés de la notion de responsabilité sociétale des organisations (RSO) pour tenter d'en définir un périmètre et un contenu liés à leurs propres spécificités. L'objectif est de protéger l'environnement, de gérer durablement la biodiversité et les ressources naturelles, d'assurer la performance économique et l'équité sociale, afin de répondre aux neuf défis de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013.*

CGDD Délégation au développement durable  
DENIS LEMPEREUR (J)

**L'éducation au développement durable au niveau international.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/L-education-au-developpement.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-education-au-developpement.html)

Point sur - Développement durable n° 58, p. 1-4  
01/06/2010

- 18741 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE  
**Un ministère au service de l'avenir : 36 mois d'innovations politiques pour que la France soit acteur de son avenir dans un monde en bouleversement.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Un-ministere-au-service-de-l.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Un-ministere-au-service-de-l.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 62 p., ann.  
*Bilan de la politique menée en France depuis trois ans pour un développement durable, du Grenelle de l'environnement à la stratégie nationale de développement durable et au pacte de solidarité écologique, de la création du ministère de l'Écologie à la modernisation de son administration centrale et de ses services déconcentrés.*
- 18782 CGDD Délégation au développement durable  
 APPRIOU (P)  
**Mécénat d'entreprise pour l'environnement et le développement durable. Guide pratique juridique et fiscal.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Mecenas-d-entreprise-pour-l.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Mecenas-d-entreprise-pour-l.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 129 p., ann.  
 col. : *Références*

## DEVELOPPEMENT DURABLE STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

- 20500 PREMIER MINISTRE, CGDD Délégation au développement durable  
**Mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013. Vers une économie verte et équitable.**  
**Premier rapport au Parlement - Octobre 2011.- 138 p.**  
**Deuxième rapport au Parlement - Edition 2012.- 139 p.**  
**Troisième rapport au Parlement - Edition 2013.- 79 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Troisieme-rapport-de-la-mise-en.38610.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - lexique, schémas  
*Structuré autour des neuf défis de la SNDD, le premier rapport a été élaboré à partir des contributions de tous les acteurs de la société ; les exemples variés, émanant des ministères, des collectivités, des entreprises, des associations et des syndicats montrent la concrétisation de cette stratégie dans les politiques publiques et dans la vie quotidienne.*  
*Le deuxième rapport au Parlement de mise en œuvre de la SNDD présente les initiatives publiques comme privées en faveur du développement durable au cours de l'année 2011 et rend compte de l'évolution de la situation de la France à travers une série d'indicateurs dans un document qui lui est annexé (cote 20122).*  
*Arrivant au terme de l'échéance de la SNDD 2010-2013, le troisième rapport souligne l'appropriation de la SNDD par les différents acteurs. L'actualisation des indicateurs nationaux de développement durable permet en outre de mesurer la prise en compte des enjeux de développement durable au niveau national.*
- CGDD Délégation au développement durable  
**Stratégie nationale de développement durable (SNDD) 2010-2013 et les agents du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE).**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de.29088.html>  
 CGDD plaquette, p. 1-4, photogr.  
 01/07/2012
- CGDD Délégation au développement durable  
**Stratégie nationale de développement durable 2010-2013. Le développement durable, au cœur de la mutation des organismes publics.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de.29087.html>  
 CGDD plaquette, p. 1-4, photogr.  
 01/07/2012

CGDD Délégation au développement durable  
JENSEN (N), LEMAITRE (V)  
**Le premier rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013. Vers une économie verte et équitable.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-premier-rapport-au-Parlement.html>  
Point sur - Développement durable n° 123, p. 1-6, graph.  
01/04/2012

CGDD Délégation au développement durable, MINISTERE DES SPORTS  
**Stratégie nationale de développement durable 2010-2013 et acteurs du sport. Une stratégie nationale de développement durable du sport.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de.27296.html>  
CGDD plaquette, p. 1-4  
01/03/2012

PREMIER MINISTRE, CGDD Délégation au développement durable  
**Stratégie nationale de développement durable 2010-2013 à l'international. La stratégie de la France pour une économie plus verte et plus équitable.**  
National sustainable development strategy 2010-2013 on the international field. France's strategy for a greener, fairer economy.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de.26873.html>  
CGDD plaquette, p. 1-4  
01/10/2011

CGDD Délégation au développement durable  
**Stratégie nationale de développement durable 2010-2013 et entreprises. Le développement durable, un atout pour l'entreprise.**  
National sustainable development strategy 2010-2013 and businesses. Sustainable development : a trump card for businesses.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de.26875.html>  
CGDD plaquette, p. 1-4  
01/10/2011

CGDD Délégation au développement durable  
**Stratégie nationale de développement durable 2010-2013 et collectivités territoriales. La stratégie nationale de développement durable prolonge le Grenelle de l'environnement.**  
National sustainable development strategy 2010-2013 and local authorities. The national sustainable development strategy prolongs the "Grenelle of environment" round table.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de.26877.html>  
CGDD plaquette, p. 1-4  
01/10/2011

CGDD Délégation au développement durable  
JENSEN (N), LEMAITRE (V)  
**La Stratégie nationale de développement durable 2010-2013. Vers une économie verte et équitable.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/La-Strategie-Nationale-de.22145.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-Strategie-Nationale-de.22145.html)  
Point sur - Développement durable n° 80, p. 1-6, cartes  
01/04/2011

- 19419 PREMIER MINISTRE, CGDD Délégation au développement durable  
**Stratégie nationale de développement durable 2010-2013. Vers une économie verte et équitable.- Édition 2010.- 54 p.**  
 National sustainable development strategy 2010-2013. Towards a green and fair economy.- Edition 2010.- 58 p.  
 Estrategia nacional de desarrollo sostenible 2010-2013. Por una economía verde y equitativa.- Edition 2011.- 58 p.
- Hors-série. Stratégie nationale de développement durable. Vers une économie verte et équitable.- Édition mai 2011.- 26 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Publications.25503.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - lexique, schémas, ann.
- La Stratégie nationale de développement durable 2010-2013, adoptée le 17 juillet 2010, propose une architecture commune à tous les acteurs de la Nation, publics et privés, pour les aider à structurer leurs propres projets de développement durable autour de choix stratégiques et d'indicateurs qui ont fait l'objet d'un large consensus. Elle s'articule autour de neuf défis stratégiques, pour aller vers une économie verte et équitable. Elle a notamment vocation à assurer la cohérence et la complémentarité des engagements internationaux et européens de la France et des politiques nationales, transversales ou sectorielles.*
- CGDD Délégation au développement durable  
**Le projet de stratégie nationale de développement durable 2009-2012.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-projet-de-strategie-nationale.5221.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-projet-de-strategie-nationale.5221.html)  
 Point sur - Développement durable n° 1, p. 1-2, schémas  
 01/01/2009
- CGDD Délégation au développement durable  
**Rapport final sur la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement durable (SNDD) 2003-2008.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Rapport-final-sur-la-mise-en.5940.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Rapport-final-sur-la-mise-en.5940.html)  
 Point sur - Développement durable n° 17, p. 1-4, graph.  
 01/06/2009
- 16372 CGDD Délégation au développement durable  
**5e rapport - Rapport final sur la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable 2003-2008.**  
 – Volume 1 : Rapport.- 73 p.  
 – Volume 2 : Tableaux de suivi des programmes d'action de la SNDD 2003-2008.- 31 p.  
 – Cédérom : Textes et références - documents juin 2002 à juin 2008.  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de.5946.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de.5946.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - tabl., graph., lexique  
 col. : Références
- Ce rapport clôt le premier exercice pour la France (la stratégie élaborée en 1997 était restée sans lendemain opérationnel). Il dresse un bilan global des dix programmes d'actions déclinés en 400 actions et complète la série des rapports annuels.*

## DROIT

CGDD Délégation au développement durable  
 BRYDEN (A)  
**Dimension internationale de la normalisation.**  
**Point de vue. Normalisation et mondialisation, par Alain Bryden.**  
 Norm' actu n° 6, p. 1-6  
 01/04/2013

CGDD Délégation au développement durable  
**Analyse de la participation des experts du ministère et du réseau scientifique et technique aux travaux de normalisation.**  
 Norm' actu n° 5, p. 1-8, graph.  
 01/09/2012

CGDD Délégation au développement durable  
**Normalisation et certification à l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS).**  
 Norm' actu n° 4, p. 1-6, graph.  
 01/09/2011

CGDD Délégation au développement durable  
**La normalisation à l'international : témoignage sur les Eurocodes.**  
 Norm' actu n° 3, p. 1-6  
 01/03/2011

CGDD Délégation au développement durable  
**Normalisation et accessibilité.**  
 Norm' actu n° 2, p. 1-6  
 01/09/2010

CGDD Délégation au développement durable  
**L'état des lieux de la normalisation au MEEDDM.**  
 Norm' actu n° 1, p. 1-6, graph.  
 01/05/2010

## **ENERGIE POLITIQUE DE L'ENERGIE**

CGDD Délégation au développement durable  
 CHARREYRON PERCHET (A)  
**Contribution des villes au Paquet Énergie – Climat. Engagements, actions, opportunités et freins.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Contribution-des-villes-au-Paquet.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Contribution-des-villes-au-Paquet.html)  
 Point sur - Développement durable n° 109, p. 1-4, graph., tabl., cartes  
 01/01/2012

*L'étude "Énergie et climat : le rôle des agglomérations" a été commandée par le CGDD et pilotée par le CERTU. Elle a été publiée dans les Dossiers du CERTU n°254 en juin 2012 (cote 20105).*

## **ENVIRONNEMENT CHANGEMENT CLIMATIQUE**

19395 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
 SPOHR (C)  
**Impacts à long terme du changement climatique sur le littoral métropolitain.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Impacts-a-long-terme-du-changement.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Impacts-a-long-terme-du-changement.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 70 p., ann., bibliogr., lexique, cartes, graph.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 55*  
*Cet ouvrage présente une quinzaine de fiches qui font le point des connaissances liées :*  
 – *aux phénomènes climatiques et physiques généraux (température, régime des tempêtes, précipitations, stratification marine) dont la transformation progressive est en partie tributaire du changement climatique ;*  
 – *aux effets physiques induits possibles (élévation du niveau de la mer, courants marins, vagues et surcotes, régime des fleuves et des apports sédimentaires) susceptibles d'avoir un impact sur le littoral ;*  
 – *aux effets induits sur les milieux marins, côtiers et littoraux (submersions marines, érosion-accrétion, acidification, salinisation, invasions biologiques, nouvelles toxicités).*



## ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

- 21361 CGDD Délégation au développement durable, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
ROUQUET (R), NICKLAUS (D)  
**Comparaison internationale des politiques publiques en matière d'économie circulaire.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Comparaison-internationale-des.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 53 p., schémas, ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 101
- Le concept d'économie circulaire donne lieu à des approches et priorités différentes selon les pays. L'étude de comparaison internationale menée par le Commissariat général au Développement durable a pour objectif de fournir quelques pistes de réflexion aux débats en cours sur ce thème.*  
*L'étude analyse les politiques publiques et les initiatives d'acteurs menées dans quatre pays précurseurs sur ce sujet : le Japon, pays le plus souvent associé au concept des 3R (réduction, réutilisation et recyclage) en matière de politique des déchets ; l'Allemagne, un des premiers pays à adopter une loi s'inspirant des principes de l'économie circulaire et un programme national sur l'utilisation efficace des ressources ; les Pays-Bas qui ont intégré une approche cycle de vie en matière de gestion des déchets ; et la Chine, puissance émergente, qui a promulgué une loi de promotion de l'économie circulaire*
- CGDD Délégation au développement durable  
DUBOSC (A), MARGONTIER (S), MARSAN (JP)  
**Les perspectives professionnelles des étudiants du supérieur ayant suivi une formation environnementale.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-perspectives-professionnelles.html>  
Point sur - Développement durable n° 167, p. 1-8, tabl.  
01/07/2013
- 20760 CGDD Délégation au développement durable  
**Les filières industrielles stratégiques de l'économie verte : enjeux et perspectives.**  
[http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-filieres-industrielles\\_32726.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-filieres-industrielles_32726.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 256 p., graph., tabl., cartes, bibliogr.  
col. : *Références*
- Le ministère de l'Écologie, en lien avec le ministère en charge de l'Industrie, a publié en mars 2010 un premier rapport sur le développement des filières industrielles (cote 17957). Ce rapport de synthèse réactualise et complète la précédente étude. Il présente de manière transversale les principales évolutions enregistrées depuis trois ans pour 19 filières industrielles stratégiques de l'économie verte, porteuses de croissance et d'emplois, ainsi que le positionnement des acteurs français dans une perspective internationale. Il comporte en deuxième partie un descriptif de ces filières et de leurs points-clés, opportunités, risques et enjeux.*  
*Sur la base des classifications de l'OCDE (1999) et des travaux conduits par la Commission européenne, les 19 filières de l'étude peuvent être regroupées en trois catégories principales :*
- Production d'énergie à partir de sources renouvelables : biocarburants, biomasse énergie, énergies marines, éolien, Géothermie, Solaire ;
  - Filières d'optimisation des consommations de ressources naturelles : bâtiment à faible impact environnemental, chimie verte, hydrogène et piles à combustibles, logistique et gestion de flux, matériaux biosourcés, optimisation des procédés industriels, réseaux énergétiques intelligents, stockage de l'énergie et batteries, véhicule décarboné ;
  - Gestion du cycle de vie des ressources naturelles : captage, stockage et valorisation du CO<sub>2</sub>, eau, assainissement et génie écologique, métrologie et instrumentation, recyclage et valorisation des déchets.

- 17635 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE  
**Grenelle environnement. Focus sur quelques faits et chiffres...- octobre 2011.**  
 Grenelle environnement. Focus on a few facts and figures...- avril 2010.  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Focus-sur-quelques-faits-et-24733.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Focus-sur-quelques-faits-et-24733.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - graph.  
 col. : Repères CGDD  
*Énergie, transports, bâtiment, économie verte, gouvernance, biodiversité... le Grenelle illustré par 15 chiffres clés.*
- CGDD Délégation au développement durable  
 FLAM (M)  
**Efforts en faveur de la croissance verte sur la scène internationale.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Efforts-en-faveur-de-la-croissance.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Efforts-en-faveur-de-la-croissance.html)  
 Point sur - Développement durable n° 69, p. 1-4, tabl.  
 01/12/2010
- 17957 CGDD Délégation au développement durable  
**Les filières industrielles stratégiques de l'économie verte.- Rapport.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-filieres-industrielles.15043.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-filieres-industrielles.15043.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 174 p., ann., schémas  
 col. : Références  
*Le rapport final d'analyse des 18 filières industrielles stratégiques de l'économie verte identifie pour chacune d'entre elles des objectifs de développement à moyen et long termes et des priorités d'action.*  
*Ces 18 filières identifiées portent toutes des enjeux importants en termes de potentiels de développement de marché et d'évolutions technologiques. Certaines d'entre elles contribuent à limiter les émissions de gaz à effet de serre (énergies renouvelables, gestion, captage et valorisation de CO<sub>2</sub>) ; d'autres visent à limiter les besoins d'énergie et à en améliorer la gestion (bâtiment à faible impact environnemental, véhicule décarboné, logistique, batteries, smart grids) ; d'autres enfin contribuent à une économie sobre en ressources (eau déchets, chimie verte, biomasse matériaux, métrologie, optimisation).*
- 17867 CGDD Délégation au développement durable  
**Les relances vertes dans le monde.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-relances-vertes-dans-le-monde.12000.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-relances-vertes-dans-le-monde.12000.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 28 p., graph., tabl.  
 col. : Etudes et documents du CGDD n° 11  
*En 2009, des plans de relance ont été adoptés dans plus d'une vingtaine de pays du monde. Si tous les plans disposent d'un volet vert, 85 % des investissements verts ont été engagés par quatre pays, qui ont fait le pari de la croissance verte : la Chine, les États-Unis, la Corée du Sud et la France. C'est avec leurs spécificités culturelles et leurs méthodes de gouvernance nationales respectives que ces gouvernements organisent la transition écologique de leurs économies.*
- CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
**L'économie verte en perspectives. Vers une mise en débat des modèles et scénarios de transition.**  
 Prospects for the green economy. Working towards a broader debate on transition scenario models.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Horizons-2030-2050-Numero-1.html>  
 Horizons 2030-2050 n° 1, p. 3-10, tabl., graph.  
 01/09/2009

## ENVIRONNEMENT MILIEU NATUREL

- 20770 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
SALA (P)  
**Biodiversité et Territoires 2030 : cinq scénarios d'évolution. Synthèse de l'exercice de prospective : volets 1 et 2.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Biodiversite-et-territoires-2030.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 32 p., ann., schémas, cartes  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 86*
- Afin de disposer d'une vision prospective de la biodiversité dans les territoires à l'horizon 2030, la mission Prospective du ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie a lancé en 2010 une démarche prospective « Biodiversité et Territoires 2030 ».*  
*Le présent rapport propose une synthèse des scénarios exploratoires d'évolution de la biodiversité dans les territoires à l'horizon 2030 ainsi que de leur territorialisation (volets 1 et 2). Les propositions de pistes de stratégie pour une gestion efficace et pérenne de la biodiversité feront l'objet d'une publication distincte (volets 3 et 4).*
- 20841 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
SALA (P), JANNES OBER (E), LAMBLIN (V)  
**Eau, milieux aquatiques et territoires durables 2030. Synthèse de l'exercice de prospective.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Eau-milieux-aquatiques-et.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 46 p., ann., schémas, ill.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 91*
- C'est pour apporter un éclairage sur les champs des futurs possibles de l'évolution de l'eau et des milieux aquatiques dans différents contextes territoriaux que la mission Prospective, avec un groupe d'une trentaine d'experts, a réalisé cette démarche prospective. Lancée en juin 2010, elle est centrée sur l'élaboration de cinq scénarios exploratoires d'évolution des relations entre eau, milieux aquatiques et territoires au niveau national, à l'horizon 2030.*  
*L'apport de cette prospective est moins de fournir des éléments quantitatifs sur les ressources et les demandes futures que de clarifier les différents enjeux, d'analyser les impacts territoriaux et de suggérer dès à présent des marges de manœuvre pour les politiques publiques.*
- CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
**La biodiversité au futur : quelles visions pour 2030 ?**  
Biodiversity for the future. Which visions for 2030 ?  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quels-scenarios-realistes-pour.html>  
Horizons 2030-2050 n° 3, p. 2-14, cartes, graph.  
01/09/2010

## POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

- 19052 CGDD Délégation au développement durable  
**Le Grenelle de la Mer.**  
- **Rapport d'étape 2009-2010 – 2011. -23 p.**  
- **Deuxième rapport d'étape 2009-2011 – 2012.- 32 p.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Grenelle-de-la-mer-deuxieme.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Grenelle-de-la-mer-deuxieme.html)  
Paris, Ministère de l'écologie 2012.  
col. : *Références*
- Rapport d'étape 2009-2010*  
*Deux ans après le lancement du Grenelle de la mer, la ministre chargée de la mer a réuni, le 10 février 2011 son comité de suivi, instance associant les cinq collèges du Grenelle, qui participent au processus depuis son origine.*  
*Après les 137 engagements pris en juillet 2009 et les propositions des 17 chantiers opérationnels, le rapport d'étape comporte à la fois les principales actions réalisées ou entreprises au cours de l'année 2010, et la feuille de route pour l'année 2011.*

Rapport d'étape 2009-2011

Après les deux premières années consacrées au processus du Grenelle, l'année 2011 a permis la mise en œuvre de la feuille de route et de nombreuses réalisations selon les 4 axes identifiés :

- la protection de la biodiversité marine,
- le développement de l'économie maritime, la « croissance bleue »,
- un programme de connaissance des océans,
- une gouvernance renouvelée.

17981

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE

**Rapport annuel au Parlement sur la mise en œuvre des engagements du Grenelle Environnement.**

- **Premier rapport.- 2009.- 97 p.**

- **Deuxième rapport.- 2010.- 89 p.**

- **Troisième rapport.- 2011.- 87 p.**

- **Quatrième rapport.- 2012.- 58 p.**

- Annual report to Parliament on implementing France's environment round table commitments.- 2009.- 92 p

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quatrieme-rapport-annuel-au.html>

Paris, Ministère de l'écologie 2012.

Edition 2009

Ce rapport fait le point sur la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement depuis son lancement à l'été 2007. En plus de la dimension législative, il dresse un bilan économique, budgétaire et fiscal, en accordant une attention particulière à son incidence sur les collectivités locales. Il montre que la dynamique du Grenelle est partagée au sein des cinq collèges (État, collectivités locales, entreprises, syndicats et ONG) et souligne l'engagement des acteurs extérieurs, allant des avis rendus par les instances consultatives à l'implication des services déconcentrés et des établissements publics, en passant par les conventions signées avec les acteurs économiques. Il détaille les bénéfices directs ou indirects du Grenelle Environnement sur les plans économiques, environnementaux et sociaux.

Enfin, ce rapport rend compte aux parlementaires, domaine par domaine, de la mise en œuvre des engagements du Grenelle, en rappelant pour chacun d'eux, les grands objectifs et ambitions, les textes d'application déjà élaborés, les réalisations entreprises jusqu'à mi-2009.

Édition 2010

Le rapport permet de constater que la dynamique du Grenelle s'est renforcée, avec le vote des lois Grenelle 1 et 2, et des lois de finances. Parallèlement à la transcription législative des engagements du Grenelle, de nombreuses initiatives ont été prises par l'ensemble des acteurs dans différents domaines, construisant peu à peu une économie verte et équitable.

Edition 2011

L'année 2010 a été essentiellement marquée par :

- un effort d'élaboration des décrets d'application de la loi Grenelle 2,
- un rythme soutenu d'évaluation du Grenelle puisque quatre évaluations indépendantes ont été lancées,
- un effort pour soutenir la recherche et l'innovation afin de développer une offre industrielle compétitive adaptée aux enjeux environnementaux à relever.

Édition 2012

Pour 2011, le suivi actualisé du Grenelle et les avis et rapports publiés mettent en valeur :

- l'intérêt du processus initialement mis en place reposant sur une forme de gouvernance facilitant la prise en compte d'intérêts communs,
- les avancées constatées dans certains domaines (bâtiment, recherche sur les filières stratégiques, santé-environnement, information des consommateurs, etc.),
- les difficultés sur d'autres domaines (report modal, fiscalité environnementale, filières photovoltaïques et éoliennes, absence de financement de nombreuses mesures, etc.),
- la nécessité d'amplifier les évolutions engagées et de les étendre à des aspects non traités par le Grenelle pour engager une transition écologique.

- 18612 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE  
**Le Grenelle environnement. Point d'étape par grands domaines thématiques. Février 2010.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-Grenelle-environnement-Point-d.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 41 p., cartes  
*Le rapport fait un tour d'horizon des grandes réalisations en 2008-2009 et des perspectives 2010 dans les treize domaines d'action du Grenelle de l'environnement et en Outre-mer.*
- 17354 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE  
**Le Grenelle Environnement : Mémento à l'usage des maires.**  
– **Version intégrale – 2010.- 69 p.**  
– **Synthèse des mesures – 2009.- 22 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Memento-a-l-usage-des-maires.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010  
*A l'occasion du Salon des maires 2010 le ministère du Développement durable met à la disposition des maires un mémento sur le Grenelle Environnement afin de les aider à tirer pleinement profit des opportunités du Grenelle.*  
*Les domaines abordés sont : le bâtiment, la biodiversité et l'agriculture, les déchets, l'eau, l'énergie, la gouvernance et les collectivités exemplaires, les risques et la santé, les transports, l'urbanisme.*
- CGDD Délégation au développement durable  
NICKLAUS (D)  
**L'étude d'impact ex-ante du projet de loi de programme Grenelle 1.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-etude-d-impact-du-projet-de-loi.html>  
Point sur - Evaluation - Développement durable n° 37, p. 1-4  
01/12/2009
- CGDD Délégation au développement durable  
DOUARD (P)  
**Le projet Réunion 2030 - GERRI (Grenelle de l'environnement à la Réunion).**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-projet-Reunion-2030-GERRI.html>  
Point sur - Développement durable n° 28, p. 1-4  
01/10/2009
- CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
SPOHR (C)  
**Vers une prospective territoriale post Grenelle de l'environnement. Questions et modes d'emploi.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Vers-une-prospective-territoriale.html>  
Point sur - Prospective - Développement durable n° 33, p. 1-4, tabl.  
01/11/2009
- 17956 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
SPOHR (C)  
**Vers une prospective territoriale post-Grenelle de l'environnement. Questions et modes d'emploi.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Vers-une-prospective-territoriale.12001.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 54 p., schémas, bibliogr., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 12*  
*Le défi de la "territorialisation de la mise en œuvre du Grenelle" introduit un besoin de visions à long terme du devenir des territoires pour faire face aux enjeux environnementaux, afin de s'engager ainsi dans les voies d'un développement soutenable. L'ouvrage présente les démarches et méthodes de prospective pour intégrer les enjeux du Grenelle et pour en montrer les avantages et les limites.*

## PROSPECTIVE

- 21655 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
THEYS (J), ETAHIRI (N)  
**Mémoire de la prospective.**  
**Tome 2. Vers une prospective du développement durable : 15 ans de travaux de prospective au sein des ministères de l'Équipement et de l'Environnement (1993-2007).**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Memoire-de-la-prospective-Tome-2.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 252 p., tabl., graph.  
col. : *Références*
- Ce document est le deuxième d'une série de trois ouvrages que la Mission prospective du ministère de l'Écologie a décidé de consacrer à la « Mémoire de la prospective » dans les champs qui étaient traditionnellement ceux de l'Équipement et de l'Environnement. Après un premier tome présentant vingt travaux majeurs des années 2000 (voir cote 20707), ce second tome couvre une période plus large allant de 1993 à 2007. Il est centré sur les recherches et publications de deux des unités dont est directement issue la Mission prospective actuelle : le Centre de prospective et de veille scientifique de l'ex-ministère de l'Équipement créé en 1993, et le Groupe prospective environnement qui lui a été associé de 1993 à 1997.*
- Sont présentés ici plus d'une centaine de travaux réalisés par ces deux unités, avec une structuration autour de six grands axes thématiques :*
- la veille scientifique et l'appui aux stratégies de recherche ;
  - les relations technique-territoires-risque-société ;
  - la prospective de l'environnement et du développement durable ;
  - la prospective des transports et de la mobilité ;
  - les futurs de la ville, de l'habitat et de l'aménagement du territoire ;
  - et les transformations de l'action publique.
- 20707 CGDD Délégation au développement durable Mission prospective  
THEYS (J), ETAHIRI (N)  
**Mémoire de la prospective.**  
**Tome 1. Vingt travaux majeurs de la première décennie 2000.- mars 2013.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Memoire-de-la-prospective-Tome-1.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 169 p., graph., tabl., schémas  
col. : *Références*
- Ce document est le premier d'une série de trois ouvrages que la Mission prospective du ministère a décidé de consacrer à la « Mémoire de la prospective », dans les champs qui étaient traditionnellement ceux de l'Équipement et de l'Environnement. Pour ce premier tome, le choix a été fait de présenter en détail quelques travaux majeurs réalisés pendant la période la plus récente, entre la fin des années 90 et 2007. Ont été privilégiées les études ou les démarches s'appuyant sur des données quantitatives, ce qui a conduit à englober les modèles de prévision. Les travaux sélectionnés ont été regroupés en six grandes catégories :*
- la prospective appliquée aux stratégies de recherche ;
  - la prospective socio-économique et des modes de vie ;
  - la prospective des transports ;
  - la prospective de l'énergie et du changement climatique ;
  - la prospective de la ville, du logement et de l'aménagement du territoire ;
  - la prospective de l'environnement.

## RECHERCHE – INNOVATION

- 20490 CGDD Délégation au développement durable  
DURAND (H), LARRIEU (C), HUBERT (C)  
**Étude sur la contribution du biomimétisme à la transition vers une économie verte en France : état des lieux, potentiel, leviers.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Etude-sur-la-contribution-du.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 156 p., graph., tabl., ann., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 72*

*Le terme de biomimétisme désigne l'imitation de propriétés remarquables du vivant dans les activités humaines. L'objectif de cette étude est de dresser un état des lieux de la recherche et de l'innovation françaises en matière de biomimétisme et d'en évaluer le potentiel dans la perspective d'une économie verte et résiliente. A partir de recherches bibliographiques et de rencontres avec de nombreux acteurs, elle brosse un portrait du biomimétisme en France et dans le monde :*

- en identifiant les acteurs et les enjeux du biomimétisme dans le contexte de l'économie verte,*
- en donnant des exemples d'applications industrielles du biomimétisme en fonction des filières vertes et en analysant leur caractère effectivement soutenable,*
- en présentant et illustrant l'écomimétisme comme un outil participant à la construction d'une agriculture plus durable.*

## **SOCIETE AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL**

CGDD Délégation au développement durable

**L'affichage des caractéristiques environnementales des produits. Un enjeu majeur du Grenelle Environnement en matière de consommation durable.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-affichage-des-caracteristiques,18539.html>

Point sur - Développement durable n° 39, p. 1-4, schémas

01/01/2010





## II – Publications Recherche et innovation

### AMENAGEMENT CONSTRUCTION – LOGEMENT

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
FRANZ (M)

**Le réseau "Bâtiment durable". 18 pôles de compétitivité porteurs d'innovation.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-reseau-Batiment-durable-18.html>

Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 154, p. 1-4, cartes  
01/02/2013

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
CREMONA (C), THUILLIER (H)

**C2D2 "Concevoir et construire pour le développement durable" 2009-2010. Un programme incitatif de recherche pour répondre aux nouveaux enjeux de la construction.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/C2D2-2009-2010-un-programme.html>

Point sur - Recherche et innovation - Logement-Construction n° 85, p. 1-6  
01/05/2011

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
PIERROUX (D)

**Recherche européenne et construction : participation et influence des acteurs français.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Recherche-europeenne-et.html>

Point sur - Recherche et innovation - Logement-Construction n° 31, p. 1-4, graph., tabl.  
01/10/2009

### AMENAGEMENT URBANISME – VILLES

20403

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
HEGRON (G)

**Modélisation urbaine : de la représentation au projet.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Modelisation-urbaine-de-la.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 324 p., graph., fig.  
col. : Références

*Quelque deux cents chercheurs et acteurs du projet urbain se sont réunis les 23 et 24 février 2011 à l'Ecole des Ponts ParisTech, pour établir, dans le cadre d'un colloque intitulé « La modélisation de la ville : du modèle au projet urbain », un premier bilan des connaissances et des pratiques scientifiques françaises dans le domaine de la modélisation de la ville.*

*Le présent ouvrage restitue les interventions et les échanges qui ont marqué le colloque, synthétisant et interrogeant les acquis constatés, les besoins recensés et les perspectives ouvertes en matière de modélisation, à des fins de planification, de conception, de construction et de gestion de la ville.*

## DEVELOPPEMENT DURABLE

- 20401 CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, CABINET CMI  
BASSOT (P), DEPRESZ (C), KERHUEL (B)  
**Guide du développement durable à l'intention des pôles de compétitivité.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Guide-du-developpement-durable-a-l.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 132 p., lexique, bibliogr.  
col. : *Références*
- Ce guide propose aux pôles de compétitivité des outils pratiques pour mettre en œuvre une stratégie de développement durable, au travers de cinq parcours interactifs adaptés aux thématiques que le pôle souhaite approfondir :*
- Gouvernance, territoires et parties prenantes
  - Préservation de l'environnement et gestion durable des matières
  - Emploi, formation, RH et intégration sociale
  - Recherche, développement et innovation
  - Exemplarité en Développement durable dans le fonctionnement interne.

## ENVIRONNEMENT ET TRANSPORT

- CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
MARTIN (U), PASQUIER (ML)  
**Transports et environnement : Un partenariat de recherche renforcé avec la Californie.**  
[http://www.developpement-durable.gouv.fr/Transports-et-environnement\\_11953.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Transports-et-environnement_11953.html)  
Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 32, p. 1-4  
01/10/2009

## ENVIRONNEMENT MILIEU NATUREL

- CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
FRANZ (M)  
**La mesure en continu. Etude technico-économique de la mesure en continu dans le domaine de l'eau.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-mesure-en-continu-etude.html>  
Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 194, p. 1-4, schémas  
01/10/2014
- CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
DURAND (L)  
**Biodiversité et évolutions des pratiques agricoles. Recherches et analyses pour l'action publique.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Biodiversite-et-evolutions-des.html>  
Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 171, p. 1-4  
01/08/2013
- CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
TANGUY (JM), RUYSSCHAERT (F)  
**Wikhydro : le wiki des hydrosystèmes.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Wikhydro-le-wiki-des-hydrosystemes.html>  
Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 163, p. 1-4  
01/06/2013
- CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
GUILLAUMIN (G)  
**Paysage et Développement durable : deux discours parallèles ou un véritable dialogue ?**  
[http://www.developpement-durable.gouv.fr/Paysage-et-developpement-durable\\_32996.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Paysage-et-developpement-durable_32996.html)  
Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 164, p. 1-4  
01/06/2013

- 20512 CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, ALLIANCE ENVIRONNEMENT VINCENT (P), KLOAREG (B), GAILL (F)  
**Le Programme Mer. État des lieux et enjeux de la recherche et de l'innovation en sciences marines.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-programme-mer-etat-des-lieux-et.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 97 p., ill., ann., lexique  
 col. : Références
- Le Programme Mer dresse un état des lieux de la recherche française sur les environnements marins et littoraux, leurs moyens d'étude et les développements technologiques qui s'y rattachent, et identifie les enjeux de connaissance et de politiques publiques correspondants.*  
*Construit autour de quatre piliers thématiques – la connaissance du système mer, l'exploitation durable des ressources marines, la gestion de l'espace côtier marin et le programme d'action pour les Outre-mer français – ce document aborde également deux axes transversaux dédiés aux grandes infrastructures de recherche et à la technologie et la construction navale.*  
*Le Programme Mer constitue ainsi une base de travail pour définir les orientations stratégiques françaises de la recherche en sciences marines au plan national et international.*
- 19512 CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE  
 BARDY (Marion)  
**Les matières organiques du sol : rôles, risques et enjeux. Colloque de restitution du programme GESSOL 2. Paris - 4 décembre 2008.**  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2008 - 57 p., bibliogr.
- Ce colloque a permis de présenter les résultats des recherches menées depuis 2005 dans le cadre de l'APR (Appel à Propositions de Recherche) GESSOL 2 ainsi que l'ouvrage de synthèse du programme et ses nouvelles orientations.*  
*Cet APR a ciblé plus spécifiquement les deux axes suivants :*  
 – *influence des pratiques agricoles sur la qualité des sols et leur gestion durable (gestion des matières organiques, fonctionnements biologiques, méthodes de protection des sols, devenir des composés biotiques et abiotique dans les sols) ;*  
 – *influence des pratiques agricoles et sylvicoles sur les transferts de la qualité des eaux souterraines.*

## ENVIRONNEMENT RISQUES

- 20956 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, ASSOCIATION FRANCAISE POUR LA PREVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES  
 TANGUY (JM), JUFFE (M), VILAR (C)  
**Approche intégrée de la résilience des territoires. Séminaire de travail AIRT du 5 février 2013.**  
[http://wikhydro.developpement-durable.gouv.fr/index.php/AIRT\\_:Approche\\_Int%C3%A9gr%C3%A9e\\_de\\_la\\_R%C3%A9silience\\_des\\_Territoires\\_-\\_S%C3%A9minaire\\_de\\_travail\\_5\\_f%C3%A9vrier\\_2013](http://wikhydro.developpement-durable.gouv.fr/index.php/AIRT_:Approche_Int%C3%A9gr%C3%A9e_de_la_R%C3%A9silience_des_Territoires_-_S%C3%A9minaire_de_travail_5_f%C3%A9vrier_2013)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 33 p.
- Dans le cadre de l'action « Approche intégrée de la résilience des territoires », le séminaire de travail du 5 février 2013 a été organisé par le CGDD avec l'appui de l'Association française pour la prévention des catastrophes naturelles (AFPCN), plusieurs directions générales, le Certu et les CETE Lyon, Méditerranée et Ouest. Il a constitué un temps de présentation et d'échanges à partir de la capitalisation et des synthèses des entretiens réalisés lors de la phase 1 (diagnostic territorial).*  
*Il a permis d'une part de présenter les premiers travaux relatifs à la résilience des territoires sur le plan conceptuel et opérationnel. Il a permis d'autre part de nourrir un dialogue entre les parties prenantes de la prévention des risques : services de l'État, collectivités et établissements publics, associations, bureaux d'études, opérateurs privés, universités... en vue de la constitution de groupes de réflexion thématiques et de la co-construction d'un guide méthodologique.*

20380 CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'AGRICULTURE RENOUF (Elodie), CHASTAN (Bernard), GRESILLON (Jean-Michel), CHARRON (Sylvie), MOULIN (Lionel)

**Risque inondation. Quels défis pour la recherche en appui à l'action publique ?**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Risque-inondation-quels-defis-pour.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 61 p., bibliogr., ann., lexique  
col. : *Références*

*Après avoir soutenu, pendant plusieurs années des travaux de recherche sur le risque inondation, le ministère chargé de l'écologie a lancé un travail collectif d'identification des besoins de recherche. Cette réflexion, conduite suivant plusieurs modalités, a permis de faire émerger des priorités de recherche :*

– *aider à objectiver les choix de priorités des actions publiques de prévention des inondations sur le territoire,*

– *faire avancer les connaissances sur la vulnérabilité et la résilience et sur l'adaptation aux "territoires" des politiques de gestion des inondations.*

*Au-delà de ces défis de recherche, d'autres problématiques apparaissent essentielles : la mise en place de la directive Inondation qui invite à une gestion plus équitable et durable des risques et qui privilégie l'approche par les enjeux et la résilience sociétale ; la prospective à plus long terme (changement global et évolutions de la société) ; la valorisation des recherches ; les comparaisons internationales, notamment avec les autres pays européens.*

## RECHERCHE – INNOVATION

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
VIGNAL (C)

**Apport des applications satellitaires. L'exemple de l'occupation des sols.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Apport-des-applications.html>

Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 183, p. 1-4, photogr.  
01/02/2014

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
PASQUIER (M)

**La vérification des performances des écotecnologies innovantes. Le dispositif ETV.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-verification-des-performances.html>

Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 155, p. 1-4, schémas  
01/02/2013

*ETV : Environmental technology verification*

20792 CGDD Direction de la recherche et de l'innovation

**La recherche en appui aux politiques du ministère : les programmes du service de la recherche.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-recherche-en-appui-aux.32845.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 51 p.

*L'objectif de ce document est de présenter l'ensemble des programmes de recherche financés par la Direction de la Recherche et de l'Innovation, ainsi que quelques programmes européens auquel le MEDDE participe. Ces programmes, à l'interface des différentes politiques du ministère et de plusieurs disciplines, évoluent dans leur contenu au fil du temps en lien avec les préoccupations des directions du ministère. Ils se concentrent aujourd'hui autour des risques sanitaires et environnementaux, de la lutte contre le changement climatique et la gestion de ses impacts, de l'amélioration de l'utilisation des ressources et enfin de la gouvernance du changement.*

20890 CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

**Recherches bio-inspirées. Une opportunité pour la transition écologique ? Actes du colloque du 10 décembre 2012.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Recherches-bio-inspirees-une.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 48 p., schémas  
col. : *Références*

*Cette journée d'échanges invitait à réfléchir sur les « réponses » possibles de la démarche bio-inspirée aux multiples défis du développement durable. Quatre séries d'exposés, deux tables-rondes et une « exposition posters » ont permis aux participants de jauger et d'interroger le potentiel d'innovation soutenable de certains travaux de recherche bio-inspirés dans des domaines aussi divers que la chimie, l'ingénierie des matériaux, la physique, l'agronomie et la mécanique.*

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
KEHR (JM), CHOQUERT (M)

**Le réseau "Eco-technologies". Une dynamique coopérative de filière pour 14 pôles de compétitivité.**

The « eco-technologies » network. A dynamic co-operation of 14 competitiveness clusters in a specific sector.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-reseau-Eco-technologies-une.html>

Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 141, p. 1-4, graph.

01/09/2012

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
PIRCHER (V)

**Vers un service public européen d'océanographie opérationnelle. Une priorité du programme GMES (Global Monitoring for Environment and Security).**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Vers-un-service-public-europeen-d.html>

Point sur - Recherche et innovation - Climat n° 120, p. 1-6

01/04/2012

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
CUGNY SEGUIN (M)

**Les réseaux européens de la recherche sur l'eau, vers plus de coordination.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-reseaux-europeens-de-la.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-reseaux-europeens-de-la.html)

Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 112, p. 1-4

01/03/2012

20351

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
BAGNATI (MC), BLATRIX (C), MERMET (L), RAOUL DUVAL (J)

**Renforcer la dimension internationale de la recherche sur la concertation dans le domaine de l'environnement ?**

**Séminaire international. 12 et 13 avril 2011. Wadham College, Oxford.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Renforcer-la-dimension.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 41 p., bibliogr., ann.

col. : *Références*

*À destination des praticiens de la concertation, des décideurs publics, des chercheurs en sciences sociales dans le domaine de l'environnement, ce document restitue les travaux du séminaire international organisé à Oxford en avril 2011 : il présente à la fois un état des lieux et des pistes de réflexion pour la recherche sur la concertation dans le domaine de l'environnement.*

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
GRIOT (A), PAGNY (R), ROSSO (R)

**Les applications satellitaires au service du développement durable.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-applications-satellites-au.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-applications-satellites-au.html)

Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 104, p. 1-4

01/11/2011

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
MERRIEN (F)

**La transposition de la directive européenne "Inspire", le développement d'une infrastructure d'information géographique.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-transposition-de-la-directive.22411.html>

Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 82, p. 1-4, cartes

01/04/2011

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
 GRIOT (A), KEHR (JM)  
**Projets de recherche et développement dans les pôles de compétitivité : une sensibilisation croissante au développement durable. Le ministère du développement durable, pilote et animateur d'une quinzaine de pôles.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Projets-de-R-D-dans-les-poles-de.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Projets-de-R-D-dans-les-poles-de.html)  
 Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 77, p. 6 p., graph., tabl.  
 01/03/2011

19095 CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE, INSTITUT DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT, ASSOCIATION FRANCAISE D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE  
**Information géographique. Innovations et développement : actes du séminaire du 5 octobre 2009.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Information-geographique.21845.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Information-geographique.21845.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 28 p.  
 col. : Références  
*Le CNIG, le Club International AFIGEO et l'ISTED ont organisé à Paris – La Défense un séminaire réunissant des acteurs économiques de très haut niveau (Google, Navteq, Centre commun de recherche de la Commission européenne...).*  
*Initié par le groupe de travail « Relations internationales » du CNIG, ce séminaire avait pour objectif de mieux cerner les évolutions en cours du domaine de l'information géographique et du marché de ce secteur à l'international.*

19485 CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
**Quelles applications satellitaires pour répondre aux besoins du MEDDTL à l'horizon 2015 ? Plan d'applications satellitaires.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quelles-applications-satellites.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 95 p., tabl., schémas, ann., fotogr.  
 col. : Références  
*Le Plan d'Applications Satellitaires 2011 du ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement a pour finalité d'améliorer la réalisation des missions de ses services par le recours justifié à des applications satellitaires. Il révisé le plan de 2007 pour l'étendre au nouveau périmètre du ministère. Il retient les actions proposées, structurées en quatre chantiers prioritaires : système d'observation global de la Terre, développement durable des territoires, gestion durable du littoral, mobilité durable.*

## SOCIETE

21649 CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
 BAGNATI (MC)  
**Programme Concertation Décision Environnement. Apports de 20 projets de recherche (2008-2013).**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Programme-concertation-decision.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 48 p.  
 col. : Références  
 Programme : Concertation Décision Environnement  
*Dans le cadre du programme Concertation, décision, environnement (CDE), le ministère en charge du Développement durable a soutenu de 1999 à 2005, puis de 2008 à 2013, près de cinquante projets de recherche. Ces projets ont porté, pour la première phase du programme, sur l'observation de dispositifs de participation, et dans la seconde phase, sur l'analyse, la critique et l'évaluation de la concertation et ses effets sur les enjeux environnementaux, les démarches de développement durable et les décisions de politique publique à différentes échelles territoriales.*  
*Vingt projets de recherche, sélectionnés en 2008 et 2009 dans le cadre de deux appels à projets, ont été financés par le ministère, avec, pour trois d'entre eux, le soutien de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).*

*Ces recherches ont mis en œuvre des démarches interdisciplinaires, avec des travaux portant sur l'étude approfondie de cas concrets en prise avec les territoires, parfois dans le cadre de comparaisons internationales. Ainsi les recherches explorent des thèmes d'actualité et font ressortir bon nombre d'interrogations, montrant la diversité et la complexité des défis qui s'attachent à la concertation au sein du processus de décision relatif aux différents objets des politiques publiques environnementales et de développement durable.*

- 21650 CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE MARESCA (Bruno), DUJIN (Anne), SIOUNANDAN (Nicolas)  
**Transition écologique, consommation et modes de vie durables.**  
**Notes de veille scientifique du programme MOVIDA.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Transition-ecologique-consommation.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 50 p., ann., bibliogr.  
 col. : Références

*Les notes réunies ici ont été rédigées par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), dans le cadre de sa mission d'animation scientifique du programme de recherche MOVIDA. Financé par le service de la Recherche du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, ce programme étudie les comportements des consommateurs et les modes de vie durables, dans la perspective de la transition écologique.*

*Chacune de ces notes porte sur un sujet particulier : la première propose un état des lieux des recherches sur les modes de vie durables, la deuxième interroge la notion même de « mode de vie ». On trouve ensuite un point sur la ville durable et les écoquartiers, puis une note explorant les nouveaux modèles économiques que sont l'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité. La dernière note examine les instruments des politiques publiques pour agir dans le champ du développement durable.*

## TRANSPORT

- CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
 MARTIN (U)  
**Coopération franco-allemande pour la recherche sur les transports terrestres.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Cooperation-franco-allemande-pour.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Cooperation-franco-allemande-pour.html)  
 Point sur - Recherche et innovation - Transport n° 83, p. 1-4  
 01/04/2011

## SECURITE DU TRANSPORT

- CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
 FLEURY (D), SANCHEZ (JF)  
**Disparités socio-géographiques du risque routier urbain.**  
 Socio-geographical disparities in urban road risk.  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Disparites-socio-geographiques-du.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Disparites-socio-geographiques-du.html)  
 Point sur - Recherche et innovation - Transport n° 103, p. 1-4, graph., cartes  
 01/11/2011

## TRANSPORT URBAIN

- CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
 BRUN (G), FAIVRE D'ARCIER (B)  
**Financement durable des transports publics urbains. De la prospective à l'aide à la décision.**  
 Sustainable funding for urban public transport. From forecasting to decision-making.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Financement-durable-des-transport.html>  
 Point sur - Recherche et innovation - Transport n° 140, p. 1-6, graph.  
 01/08/2012

## **ORGANISMES ADMINISTRATIFS**

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
MAOCEC (C)

**Horizon 2016 pour Météo-France. Les enjeux du climat.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Horizon-2016-pour-Meteo-France-les.html>

Point sur - Recherche et innovation - Climat n° 131, p. 1-4

01/07/2012

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation  
TANGUY (JM)

**Les Centres d'Études Techniques de l'Équipement au service du développement durable.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-Centres-d-Etudes-Techniques-de\\_26863.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-Centres-d-Etudes-Techniques-de_26863.html)

Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 111, p. 1-8, graph.

01/02/2012



## III - Publications Observation et statistiques

### AGRICULTURE

- 20924 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les surplus d'azote et les gaz à effet de serre de l'activité agricole en France métropolitaine en 2010. Chiffres et statistiques n° 448 - septembre 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1186/surplus-dazote-gaz-effet-serre-lactivite-agricole-france.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 11 p., tabl., graph., cartes  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 SNOUBRA (B)  
**L'analyse spatiale des pressions agricoles : surplus d'azote et gaz à effet de serre.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1186/analyse-spatiale-pressions-agricoles-surplus-dazote-gaz.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1186/analyse-spatiale-pressions-agricoles-surplus-dazote-gaz.html)  
 Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 113, p. 1-4, cartes, tabl., graph.  
 01/03/2012
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 ANTONI (V)  
**Le phosphore dans les sols. Nécessité agronomique, préoccupation environnementale.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-phosphore-dans-les-sols.5822.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 14, p. 1-4, schémas, graph.  
 01/06/2009
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 CHAPELLE BARRY (C)  
**L'enherbement, une pratique qui protège les sols. De la place pour l'herbe dans les vignes.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-enherbement-une-pratique-qui.5222.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 2, p. 1-4, graph., tabl.  
 01/01/2009

### AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- 20150 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 BLAUDIN DE THE (C), CALVET (L), CAVAILHES (J), CHARREYRON PERCHET (A), COLAS (S), FASQUEL (F), HASSAINE (Z), JACQUOT (A), KATOSKY (A), LANLANDE (E), LE JEANNIC (T), MAGNIER (C), MARICAL (F), NIRASCOU (F), PAGEAUD (D), ROY (A), YAICHE (T)  
**Urbanisation et consommation de l'espace, une question de mesure.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Urbanisation-et-consommation-de-l.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 102 p., cartes, tabl., graph., bibliogr.  
*Revue du CGDD – Mars 2012*
- Ce numéro de La Revue du CGDD dresse un bilan des connaissances en données et études récentes sur la mesure de la consommation des espaces naturels et agricoles due à la progression de l'urbanisation. Les causes de l'étalement urbain sont examinées, ses conséquences sur l'environnement, ainsi que les mesures prévues par le Grenelle de l'environnement.*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
ANTONI (V)

**L'artificialisation des sols s'opère aux dépens des terres agricoles.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-artificialisation-des-sols-s.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 75, p. 1-4, cartes, tabl., graph.  
01/02/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
CARRE (C), PAGEAUD (D)

**La France vue par CORINE Land Cover, outil européen de suivi de l'occupation des sols.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-France-vue-par-CORINE-Land.5623.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 10, p. 1-4, cartes, tabl.  
01/04/2009

## AMENAGEMENT CONSTRUCTION – LOGEMENT

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
VIGNOLLES (B)

**Les dynamiques locales dans le logement social de 1999 à 2011 : l'effet de la loi SRU.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2100/830/dynamiques-locales-logement-social-1999-2011-leffet-loi-sru.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 195, p. 1-4, cartes, graph., tabl.  
01/10/2014

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
CAICEDO (E)

**Dépense en logement en 2013 : les dépenses courantes restent à la hausse, l'investissement fléchit.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2100/752/depense-logement-2013-depenses-courantes-restent-hausse.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 181, p. 1-4, graph.  
01/01/2014

21373

CGDD Service de l'observation et des statistiques

**Performance énergétique des bâtiments : l'anticipation des entreprises en 2011. Chiffres et statistiques n° 486 - janvier 2014.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/848/performance-energetique-batiments-lanticipation-entreprises.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 10 p., graph., tabl.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*

21658

CGDD Service de l'observation et des statistiques

**Le parc des logements en France métropolitaine, en 2012 : plus de la moitié des résidences principales ont une étiquette énergie D ou E.**

**Chiffres et statistiques n° 534 - juillet 2014.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/1041/parc-logements-france-metropolitaine-2012-plus-moitie.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 9 p., tabl., graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

- 17628 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les conditions d'occupation des logements :**  
 - en 2009. Chiffres et statistiques n° 140 - juillet 2010.  
 - au 1er janvier 2010. Chiffres et statistiques n° 240 - août 2011.  
 - au 1er janvier 2011. Chiffres et statistiques n° 343 - août 2012.  
 - au 1er janvier 2013. Chiffres et statistiques n° 556 - septembre 2014.  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/logement-menages-france.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 8 p., tabl., cartes, graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*
- 17627 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les occupants des logements :**  
 - en 2009. Chiffres et statistiques n° 139 - juillet 2010.  
 - en 2010. Chiffres et statistiques n° 239 - août 2011.  
 - en 2011. Chiffres et statistiques n° 342 - août 2012.  
 - en 2013. Chiffres et statistiques n° 555 - septembre 2014.  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/logement-menages-france.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*
- 17604 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Commercialisation des logements neufs. Résultats au troisième trimestre 2014 - Chiffres et statistiques n° 583 - novembre 2014.**  
**Publication trimestrielle depuis février 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/promotion-immobiliere.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*
- 17600 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Construction de logements (France entière).**  
**Résultats à fin novembre 2014 - Chiffres et statistiques n° 593 - décembre 2014.**  
**Publication mensuelle depuis janvier 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/construction-logements.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 4 p., cartes, graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*
- 17601 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Construction de locaux (France entière).**  
**Résultats à fin novembre 2014 - Chiffres et statistiques n° 594 – décembre 2014.**  
**Publication mensuelle depuis janvier 2009 (interrompue entre juillet 2012 et octobre 2013).**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/locaux-non-residentiels.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 4 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques – Logement-Construction*
- À compter du 1er mars 2012, les surfaces indiquées dans les permis de construire sont exprimées en « surface de plancher » en lieu et place des précédentes Shon (surfaces hors œuvres nettes) et Shob (surfaces hors œuvres brutes). Les résultats mentionnés à partir du « Chiffres et statistiques n° 479 - décembre 2013 » sont tous exprimés selon cette nouvelle norme de mesure.
- Le passage de la Shon à la surface de plancher a introduit une rupture dans les séries de surface de construction publiées. Les surfaces collectées sont diffusées sur le site du ministère (<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/locaux-non-residentiels.html>).
- Les observations récentes ne doivent pas être comparées à celles de périodes antérieures à cette évolution réglementaire.

- 21656 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Conjoncture de l'immobilier. Résultats au deuxième trimestre 2014. Chiffres et statistiques n° 564 - octobre 2014.**  
**Publication trimestrielle depuis juillet 2014.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture/s/logement-construction-note-conjoncture-construction.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 7 p., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*
- 17618 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Le prix des terrains à bâtir :**  
 - en 2008. Chiffres et statistiques n° 54 - août 2009.  
 - en 2009. Chiffres et statistiques n° 143 - août 2010.  
 - en 2010. Chiffres et statistiques n° 279 - décembre 2011.  
 - en 2011. Chiffres et statistiques n° 363 - novembre 2012.  
 - en 2012. Chiffres et statistiques n° 473 - décembre 2013.  
 - en 2013. Chiffres et statistiques n° 576 - novembre 2014.  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/maisons-individuelles.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 6 p., tabl., cartes, graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*
- 17617 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Le parc locatif social au :**  
 - 1er janvier 2008. Chiffres et statistiques n° 41 - juin 2009.  
 - 1er janvier 2009. Chiffres et statistiques n° 111 - mars 2010.  
 - 1er janvier 2010. Chiffres et statistiques n° 184 - janvier 2011.  
**Le parc locatif des bailleurs sociaux au :**  
 - 1er janvier 2011. Chiffres et statistiques n° 271 - décembre 2011.  
 - 1er janvier 2012. Chiffres et statistiques n° 364 - novembre 2012.  
 - 1er janvier 2013. Chiffres et statistiques n° 482 - janvier 2014.  
 - 1er janvier 2014. Chiffres et statistiques n° 586 - décembre 2014.  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/831/parc-locatif-social-1er-janvier-2014.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 7 p., cartes, tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*
- Le répertoire du parc locatif des bailleurs sociaux (RPLS) a été mis en place en 2011. Il succède à l'enquête sur le parc locatif social (EPLS) qui a été réalisée pour la dernière fois en 2010. Cette évolution s'accompagne notamment d'un changement du champ des organismes et des logements.*
- 10386 CGDD Service de l'observation et des statistiques, COMMISSION DES COMPTES DU LOGEMENT  
**Les comptes du logement. Rapport de la Commission des comptes du logement.**  
**Comptes du logement 2007-2008 - Années 1989-2008. Premiers résultats 2009 - Édition 2010.- 316 p.**  
**Comptes du logement 2009 - Années 1984-2009. Premiers résultats 2010. Édition 2011.- 316 p.**  
**Note méthodologique du compte du logement. Édition 2011.- 98 p.**  
**Comptes du logement 2010 - Années 1984-2010. Premiers résultats 2011. Édition janvier 2012.- 275 p.**  
**Compte du logement 2011 - Années 1984-2011. Premiers résultats 2012. Édition décembre 2012.- 275 p.**  
**Compte du logement 2012 - Années 1984-2012. Premiers résultats 2013. Édition 2014.- 273 p.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-densemble/1923/753/ensemble-comptes-logement.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-densemble/1923/753/ensemble-comptes-logement.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014  
 col. : *Références*

*L'édition 2010 propose les résultats détaillés de 1989 à 2008 ainsi qu'une première évaluation des dépenses courantes et des logements achevés en 2009. Un dossier – les ménages propriétaires de plusieurs logements – enrichit ce panorama.*

*L'édition 2011 des comptes présente les résultats détaillés de 1984 à 2009 ainsi qu'une première évaluation des dépenses courantes, des logements achevés, des acquisitions de logements d'occasion et des travaux en 2010. Un dossier – Du bruit dans son logement : un Français sur trois concerné en 2006 – enrichit ce panorama.*

*L'édition 2011 de la note méthodologique actualise et remplace celle publiée en 1995. Elle intègre les importants changements méthodologiques intervenus, comme la prise en compte des locaux d'hébergement dans le service de logement, la nouvelle méthode d'évaluation des loyers, les nouvelles aides au logement. '*

*L'édition janvier 2012 présente les résultats détaillés de 1984 à 2010 ainsi qu'une première évaluation des dépenses courantes, des logements achevés et de l'activité immobilière en 2011. Un dossier – les logements locatifs aidés de 1995 à 2009 et leurs occupants – enrichit ce panorama.*

*L'édition décembre 2012 présente les résultats détaillés de 1984 à 2011 ainsi que des prévisions des dépenses courantes, des logements achevés et de l'activité immobilière pour 2012. Deux dossiers enrichissent ce panorama :*

- *Le poids des dépenses courantes de logement par quintile de niveau de vie.*
- *Économie, en termes de loyers, des locataires du parc social à travers la mesure du service de logement du parc social au prix du marché.*

*L'édition 2014 du compte du logement présente les résultats détaillés de 1984 à 2012 ainsi que des prévisions des dépenses courantes, des logements achevés et de l'activité immobilière pour 2013. Deux dossiers enrichissent ce panorama :*

- *Méthode de chiffrage de l'investissement en logements neufs à partir des données sur les permis de construire.*
- *Méthode de chiffrage de la filière des locaux d'hébergement collectif dans le Compte du logement.*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
VOLAT (G)

**L'habitat rural entre 1999 et 2009 : des évolutions contrastées.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/773/lhabitat-rural-entre-1999-2009-evolutions-contrastees.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 179, p. 1-4, tabl., cartes, graph.

01/12/2013

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
MENARD (S)

**Une fois sur deux, la vacance d'un logement est suivie d'une réoccupation rapide et durable.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/773/fois-deux-vacance-dun-logement-est-suivie-dune-reoccupation.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 170, p. 1-4, graph., cartes, tabl.

01/07/2013

17608

CGDD Service de l'observation et des statistiques

**Indices des prix des travaux d'entretien-amélioration de logements (IPEA) à la fin du deuxième trimestre 2013. Chiffres et statistiques n° 450 – septembre 2013.**

**Publication trimestrielle de mars 2009 à septembre 2013.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/prix.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 4 p., graph., tabl.

col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques – Logement-Construction*

*À compter des résultats du troisième trimestre 2013, l'indice IPEA est diffusé par l'Insee.*

20559

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**L'État du logement en 2010.- Édition 2012.- 56 p.**  
**L'État du logement en 2011.- Édition 2013.- 60 p.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2013/752/letat-logement-2011.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013, cartes, graph., tabl.  
col. : *Références*

*L'« État du logement » est un recueil synthétique d'indicateurs-clés sur le logement. Il reprend tout d'abord les principaux résultats issus du rapport annuel sur les Comptes du logement. Les principaux agrégats monétaires du domaine permettent de décrire l'économie du logement (prix, dépenses, investissements, aides...) et de restituer la part du logement dans l'économie française.*

*Le recueil présente également de nombreux indicateurs physiques à mettre en perspective avec les indicateurs monétaires. Au-delà du parc de logements et de sa décomposition par statuts d'occupation, des indicateurs permettent d'appréhender la qualité des logements, celle de leur environnement ou encore leur consommation d'énergie. Le document traite également des conditions d'occupation de ces logements par les ménages, y compris sous l'angle des difficultés financières et des inégalités d'accès à la propriété. La question de l'étalement urbain est abordée à travers des indicateurs sur les caractéristiques et la localisation des logements neufs.*

*Enfin, des données internationales permettent de comparer la France aux principaux pays industrialisés. En particulier, sont mobilisés des indicateurs construits sur la base des sources statistiques harmonisées au niveau européen et les agrégats macro-sectoriels collectés par l'OCDE.*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
CAICEDO (E)

**Dépense en logement en 2012 : rebond des dépenses courantes et maintien de l'investissement en logements neufs.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/788/depense-logement-2012-rebond-depenses-courantes-maintien.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 150, p. 1-4, graph.  
01/12/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
JACQUOT (A)

**La demande potentielle de logements à l'horizon 2030 : une estimation par la croissance attendue du nombre des ménages.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1539/demande-potentielle-logements-lhorizon-2030-estimation.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 135, p. 1-4, graph., tabl.  
01/08/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
GRESEQUE (F)

**Deux décennies d'aides au logement.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/756/deux-decennies-daides-logement.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 129, p. 1-4, tabl., graph.  
01/06/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BOUTIER (K)

**Durée de construction des logements : le rôle des tensions dans l'industrie du bâtiment entre 1990 et 2010.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/755/duree-construction-logements-role-tensions-lindustrie.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 122, p. 1-4, graph.  
01/04/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
ARNAULT (S), CRUSSON (L)  
**La part du logement dans le budget des ménages en 2010. Alourdissement pour les locataires du parc privé.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/774/part-logement-budget-menages-2010-alourdissement-locataires.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/774/part-logement-budget-menages-2010-alourdissement-locataires.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 117, p. 1-4, tabl., graph.  
01/03/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
MENARD (S), VOLAT (G)  
**Conditions de logement de 2005 à 2010. Légère amélioration, moins marquée pour les ménages modestes.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/774/conditions-logement-2005-2010-legere-amelioration-moins.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/774/conditions-logement-2005-2010-legere-amelioration-moins.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 116, p. 1-4, graph., tabl.  
01/03/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
MORER (N)  
**Dépense en logement en 2011. L'investissement renoue avec la croissance et les dépenses courantes ralentissent.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/798/depense-logement-2011-linvestissement-renoue-croissance.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/798/depense-logement-2011-linvestissement-renoue-croissance.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 110, p. 1-4, graph.  
01/02/2012

- 17626 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La structure du parc de logements :**  
- en 2009. Chiffres et statistiques n° 138 - juillet 2010.  
- en 2010. Chiffres et statistiques n° 238 - août 2011.  
- en 2011. Chiffres et statistiques n° 341 - août 2012.  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/752/structure-parc-logements-2011.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 4 p., tabl., cartes, graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*
- 20109 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les conditions de logement des ménages à bas revenus en 2010. Chiffres et statistiques n° 291 - février 2012.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/774/conditions-logement-menages-bas-revenus-2010.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 7 p., tabl., cartes  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
KWOK (P)  
**Les loyers pratiqués dans l'agglomération parisienne : principaux déterminants.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/774/loyers-pratiques-agglomeration-parisienne-principaux.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/774/loyers-pratiques-agglomeration-parisienne-principaux.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 101, p. 1-4, graph., carte.  
01/11/2011
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
LALANDE (E)  
**Les logements locatifs aidés de 1995 à 2009 et leurs occupants.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/774/logements-locatifs-aides-1995-2009-leurs-occupants.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/774/logements-locatifs-aides-1995-2009-leurs-occupants.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 102, p. 1-4, graph., tabl.  
01/11/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
JOSNIN (R)

**Logement HLM : les nouvelles générations moins présentes.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Logement-HLM-les-nouvelles.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 94, p. 1-4, graph., tabl.  
01/08/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
GRESEQUE (F)

**Le doublement du prêt à taux zéro (PTZ) dans le neuf en 2009 a attiré les familles et allégé le taux d'effort global.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-doublement-du-pret-a-taux-zero.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 93, p. 1-4, graph., tabl.  
01/08/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
COMBES (PP), DURANTON (G), GOBILLON (L)

**Le prix des terrains en France : la localisation, encore la localisation, toujours la localisation.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-prix-des-terrains-en-France-la.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 74, p. 1-4, cartes, graph.  
01/02/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
MORER (N)

**Les dépenses en logement : 22,6 % du PIB.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Hausse-de-la-depense-en-logement.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Hausse-de-la-depense-en-logement.html)

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 71, p. 1-4, graph.  
01/01/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
KWOK (P)

**Du bruit dans son logement : près d'un Français sur trois concerné en 2006.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Du-bruit-dans-son-logement-pres-d.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 68, p. 1-4, graph., tabl.  
01/12/2010

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
LALANDE (E)

**L'humidité dans les logements touchait un ménage sur cinq en 2006.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-humidite-dans-les-logements.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 61, p. 1-4, graph., tabl.  
01/09/2010

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
KWOK (P)

**Cinq millions de ménages multipropriétaires.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Cinq-millions-de-menages.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 49, p. 1-4, graph., tabl.  
01/04/2010

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
MORER (N)

**La dépense en logement ralentit en lien avec le repli de l'activité immobilière.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-depense-en-logement-ralentit-en.html>

Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 44, p. 1-4, graph.  
01/03/2010



18935 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BALAN (S), BERRET (P)  
**Travaux d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments existants (2007-2009). Marché de l'entretien-amélioration des bâtiments en 2007.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Travaux-d-amelioration-de-la.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 40 p., tabl., ann., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 29*

*L'évaluation de l'implication des entreprises de bâtiment dans les travaux d'amélioration de la performance énergétique dans le bâti est essentielle dans le contexte du Plan bâtiment Grenelle. En 2009, plus de la moitié du parc des résidences principales date d'avant la première réglementation thermique, soit plus de 8 millions de maisons et un peu moins de 8 millions d'appartements construits avant 1974 sont susceptibles de bénéficier d'une mise aux normes et de travaux d'économies d'énergie. L'État lui-même donne l'exemple, en lançant la rénovation des bâtiments publics d'ici à 2012 et celle de 800 000 logements sociaux les plus vétustes d'ici à 2020.*

*En vue d'améliorer la performance énergétique dans le bâti, près de 40 % des entreprises, qui effectuent des travaux d'entretien-amélioration sur les bâtiments existants, ont mis en œuvre dès 2007-2008 au moins un produit ou un procédé récemment apparu sur le marché de la construction.*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BECQUET (C)  
**Le mode de chauffage des maisons individuelles. Les énergies renouvelables en progression.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-mode-de-chauffage-des-maisons.6340.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 24, p. 4 p., cartes, graph., tabl.  
01/09/2009

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
JOSNIN (R), ROBERT (A)  
**Les conditions de logement des ménages à revenus modestes s'améliorent.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-conditions-de-logement-des.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 29, p. 1-4, cartes, tabl., graph.  
01/10/2009

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
JOSNIN (R), ROBERT (A)  
**La mobilité résidentielle progresse dans le parc locatif privé et diminue dans le parc social.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-mobilite-residentielle.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Logement-Construction n° 27, p. 1-4, cartes, tabl., graph.  
01/10/2009

## DEVELOPPEMENT DURABLE

21428 CGDD Service de l'observation et des statistiques, DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ATTRACTIVITE REGIONALE  
MORVAN (H), FIRDION (L)  
**Des indicateurs de développement durable pour les territoires.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2113/1346/indicateurs-developpement-durable-territoires-1.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 110 p., cartes, lexique, web  
col. : *Repères CGDD*

*Pour répondre aux enjeux de développement durable et permettre aux acteurs publics de les décliner localement, le Commissariat général au développement durable (CGDD) et la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar) ont construit un référentiel d'indicateurs de développement durable territoriaux.*

Ce "Repères" fournit la dernière mise à jour de chaque indicateur, présenté avec une brève analyse. Une analyse plus détaillée est disponible sur les sites de l'Observatoire des territoires (<http://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/> - Rubrique Indicateurs Développement durable) et du Service de l'observation et des Statistiques - SOeS (<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/> - Rubrique Indicateurs et indices Développement durable).

Depuis 2010 et la publication des premiers indicateurs (Etudes et documents n° 57 - cote 19420), les indicateurs de développement durable territoriaux sont mis à jour régulièrement.

20122

CGDD Service de l'observation et des statistiques, INSEE

**Les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013.**

- Édition 2010.- 44 p.

- Édition 2012.- 44 p.

- Édition 2013.- 120 p.

National sustainable development strategy indicators 2010-2013.

- Edition 2010. Highlights.- 44 p.

- Edition 2012. Highlights.- 44 p.

- Edition 2013. Highlights.- 120 p.

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2040/1329/indicateurs-strategie-nationale-developpement-durable-2010-2.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - lexique, schémas, ann.

col. : *Repères CGDD*

Ce "Repères" présente les indicateurs de la Stratégie nationale de développement durable 2010-2013 (cote 19419). Depuis octobre 2011, l'ensemble de ces indicateurs fait l'objet d'une mise à jour dans le cadre de la remise du rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la SNDD (cote 20500).

Les indicateurs ont été sélectionnés selon plusieurs critères, choisis pour :

– illustrer les enjeux clés du développement durable en réponse aux neuf défis de la SNDD,

– être cohérents avec les indicateurs phares européens,

– pouvoir se décliner au niveau territorial,

– fournir des informations sur les répartitions par catégorie sociale, classe de revenu, âge ou entre hommes et femmes.

Trois catégories d'indicateurs sont distingués : 15 indicateurs phares associés directement aux enjeux de la stratégie, 4 indicateurs de contexte économique et social, et depuis l'édition 2013, 35 indicateurs complémentaires en lien avec les choix stratégiques.

19420

CGDD Service de l'observation et des statistiques, DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ATTRACTIVITE REGIONALE BOVAR (O), NIRASCOU (F)

**Indicateurs de développement durable pour les territoires**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1808/1346/indicateurs-developpement-durable-territoires.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 176 p., bibliogr., cartes, tabl., web, lexique

col. : *Etudes et documents du CGDD n° 57*

Près de cinquante indicateurs sont présentés dans ce recueil pour quantifier les progrès en faveur du développement durable à l'échelle des territoires. L'ambition de ce travail est d'aider l'action publique par une meilleure connaissance des atouts, faiblesses ou progrès des divers territoires sous l'angle du développement durable. Tous les indicateurs sont cartographiés, analysés et leur méthodologie est explicitée.

18574

CGDD Service de l'observation et des statistiques

BLANCHET (D), BOVAR (O), DEGRON (R), DORMOY (C), GIMEL (L DE), JAMET (C), MARCUS (V), NAUROY (F), NIRASCOU (F), PASQUIER (JL)

**Les indicateurs de développement durable.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/179/1328/indicateurs-developpement-durable.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 100 p., graph., cartes, tabl., bibliogr.

Revue du CGDD – Janvier 2010

*Ce numéro de La revue du CGDD illustre la diversité des approches en matière d'indicateurs de développement durable (IDD). Après avoir posé la question de la finalité des indicateurs et rappelé les principales conclusions de la Commission Stiglitz, le document propose un panorama des travaux actuellement en cours sur les IDD, en particulier pour les territoires, les coûts environnementaux, les flux de matières, les émissions de CO<sub>2</sub>.*

## ECONOMIE

19390 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Deux ans après le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelles mesures du bien-être et de la soutenabilité ? Contributions du Service de l'observation et des statistiques (SOeS).- 72 p.**

Two years after the Stiglitz-Sen-Fitoussi report : what well-being and sustainability measures ? Contributions of the Ministry of Sustainable Development.- 46 p.

[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1808/1328/deux-ans-apres-rapport-stiglitz-sen-fitoussi-queelles.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1808/1328/deux-ans-apres-rapport-stiglitz-sen-fitoussi-queelles.html)

Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - tabl., graph., cartes  
 col. : *Etudes et documents du CGDD* numéro spécial

*Depuis deux ans, le Commissariat général au développement durable, Service de l'observation et des statistiques (CGDD/SOeS) a entrepris de nombreux investissements que l'on peut relier à des recommandations du rapport « Stiglitz ». Cette publication, éditée à l'occasion de la conférence du 12 octobre 2011 organisée avec l'INSEE et l'OCDE, fait le point sur ce qui a été accompli. Elle se présente sous forme de compilation d'extraits des publications du SOeS des deux dernières années touchant de près les sujets abordés par la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi.*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 TREGOUET (B)

**Un an de mise en œuvre des recommandations de la Commission Stiglitz. Vers une nouvelle génération d'indicateurs.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Un-an-de-mise-en-oeuvre-des.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Un-an-de-mise-en-oeuvre-des.html)

Point sur - Observation et statistiques - Développement durable n° 64, p. 1-6, graph., tabl.  
 01/09/2010

## ENERGIE – MATIERES PREMIERES

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 ROUQUETTE (C)

**Le bilan énergétique de la France en 2013 : une hausse de la consommation qui en masque la baisse continue.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2100/969/bilan-energetique-france-2013-hausse-consommation-qui.html>

Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 192, p. 1-4, graph., tabl.  
 01/07/2014

21568 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**En matière d'énergie, les exploitations agricoles consomment majoritairement des produits pétroliers. Chiffres et statistiques n° 517 - mai 2014.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/1002/matiere-energie-exploitations-agricoles-consomment.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

- 18494 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La consommation d'énergie dans l'industrie de 1993 à 2009. Chiffres et statistiques n° 214 - avril 2011.**  
**L'intensité énergétique a baissé dans l'industrie entre 2001 et 2012. Chiffres et statistiques n° 542 - juillet 2014.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/energie-climat/s/industrie.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 6 p, tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*
- 17632 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Prix de l'énergie dans l'Union européenne :**  
 - en 2009. Chiffres et statistiques n° 141 - juillet 2010.  
 - en 2010. Chiffres et statistiques n° 249 - septembre 2011.  
**Prix du gaz et de l'électricité dans l'Union européenne en 2011. Chiffres et statistiques n° 366 - novembre 2012.**  
**Prix du gaz et de l'électricité en France et dans l'Union européenne :**  
 - en 2012. Chiffres et statistiques n° 461 - novembre 2013.  
 - en 2013. Chiffres et statistiques n° 580 - novembre 2014.  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/1065/prix-gaz-électricité-france-lunion-europeenne-2013.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 7 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*
- 17607 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Conjoncture énergétique – oct. 2014. Chiffres et statistiques n° 587 - décembre 2014.**  
**Publication mensuelle depuis mars 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture/s/note-conjoncture.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 9 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*
- 21561 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Bilan énergétique de la France pour :**  
 - 2009.- 56 p.  
 - 2010.- 70 p.  
 - 2011.- 94 p.  
 - 2012.- 116 p.  
 - 2013.- 164 p.  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-densemble/1925/2019/ensemble-bilans-lenergie-france.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - tabl., graph., ann.  
 col. : *Références*
- Le bilan de l'énergie présente les flux des différents produits énergétiques de la France pour une année donnée : approvisionnement national, activité de transformation, consommation finale tant pour les activités énergétiques que non énergétiques. Il analyse le contexte économique et énergétique, la demande d'énergie primaire, la production et les échanges extérieurs, la transformation et l'acheminement d'énergie, la consommation par énergie et par secteur, l'intensité énergétique, les émissions de CO<sub>2</sub>, la facture énergétique.*
- L'année 2010 est marquée en Europe par une reprise modérée de l'économie, après une année 2009 de crise et de baisse de la consommation. Au niveau mondial, la demande d'énergie des pays émergents continue à tirer les prix vers le haut. En France les mois d'hiver 2010 ont été particulièrement froids, ce qui a entraîné une surconsommation de chauffage de plus de 10 %, estimée à 4,6 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep).*
- L'année 2011 est marquée par un contexte économique atone au niveau mondial : la croissance de la production et surtout du commerce mondial a nettement ralenti. La zone euro est particulièrement affectée.*
- Dans un contexte géopolitique tendu, les prix internationaux des matières premières croissent fortement en 2011, particulièrement ceux du pétrole. Ceci pèse sur la facture énergétique française. À 61,4 milliards d'euros (Md€), elle s'alourdit de près d'un tiers et cumule 88 % du déficit commercial de la France. Elle représente 3,1 % du PIB, contre 1 % dans les années 1990. La seule facture pétrolière se chiffre désormais à plus de 50 Md€.*

*En 2012, l'environnement économique mondial a été contrasté : nette embellie aux États-Unis, croissance ferme bien que ralentie dans les pays émergents, mais récession dans la zone euro. Les pays méditerranéens (Grèce, Italie, Espagne, Portugal) en ont été les plus affectés. En France l'activité a stagné en 2012.*

*Les cours des énergies ont continué à croître au niveau mondial, entraînant dans leur sillage le prix des produits énergétiques importés en France, notamment produits pétroliers et gaz naturel. Par ailleurs, le différentiel de température entre 2011 (année la plus chaude depuis 1900) et 2012 (année à peine un peu plus chaude que la moyenne des trente dernières années) a induit un besoin énergétique complémentaire de 5,7 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) en 2012 par rapport à l'année précédente.*

*Les importations en volume ont donc augmenté pour les produits pétroliers raffinés ainsi que le charbon, davantage sollicité en 2012 par les centrales thermiques.*

*En 2013, l'activité économique mondiale a ralenti par rapport à 2012, particulièrement au premier semestre, avant de reprendre au second. La croissance américaine a ainsi subi un net coup de frein, de sorte que les pays en développement sont les seuls moteurs de la croissance mondiale, dans le sillage de la Chine. La zone euro dans son ensemble reste en récession pour la deuxième année consécutive car les pays méditerranéens (Grèce, Italie, Espagne, Portugal), malgré une amélioration, n'ont pas encore retrouvé le chemin de la croissance. L'ensemble de l'Europe s'en sort mieux grâce au dynamisme des nouveaux États membres - pays baltes, Pologne, Roumanie – et du Royaume-Uni. En France, l'activité a très légèrement augmenté, comme en 2012 (+ 0,3 %) grâce au rebond du second semestre.*

18585

CGDD Service de l'observation et des statistiques

**Chiffres clés de l'énergie :****Éditions 2009, 2010, 2011, 2012, 2013.****Publication annuelle.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2113/994/chiffres-cles-lenergie-edition-2013.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 48 p., cartes, tabl., graph.

col. : *Repères CGDD*

CGDD Service de l'observation et des statistiques

ROUQUETTE (C)

**Le bilan énergétique de la France en 2012 : une consommation en baisse sous l'effet de la morosité économique.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/969/bilan-energetique-france-2012-consommation-baisse-sous.html>

Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 168, p. 1-4, tabl., graph.

01/07/2013

18496

CGDD Service de l'observation et des statistiques

**L'évolution du mix électrique dans le monde entre 1980 et 2010.****Chiffres et statistiques n° 406 - avril 2013.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/995/levolution-mix-electrique-monde-entre-1980-2010.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 6 p., cartes, graph., tabl.

col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

17612

CGDD Service de l'observation et des statistiques

**Baromètre d'opinion sur l'énergie et le climat :****- en janvier 2009. Chiffres et statistiques n° 26 - avril 2009.****- en juin 2009. Chiffres et statistiques n° 59 - août 2009.****- en 2010. Chiffres et statistiques n° 167 - octobre 2010.****- en 2012. Chiffres et statistiques n° 412 - avril 2013.****- en 2013. Chiffres et statistiques n° 440 - août 2013.****Publication annuelle.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/energie-climat/s/lopinion-lenergie.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 10 p., tabl., graph.

col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
ROUQUETTE (C)  
**Les Français et l'énergie.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-Francais-et-l-energie.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 139, p. 1-4, graph.  
01/08/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
ROUQUETTE (C)  
**Le bilan énergétique de la France en 2011.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/969/bilan-energetique-france-2011.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 130, p. 1-4, graph., tabl.  
01/07/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
GIRAUD (M), THIENARD (H)  
**La production d'électricité en région.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/995/production-delectricite-region.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/995/production-delectricite-region.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 119, p. 1-4, cartes, graph., tabl.  
01/03/2012

20527 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
RABAI (Y)  
**Dix ans de consommation d'énergie dans le secteur tertiaire. Chiffres et statistiques n° 369 - novembre 2012.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/1041/dix-ans-consommation-denergie-secteur-tertiaire.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 5 p., graph., tabl.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
NANOT (B)  
**Le bilan énergétique de la France en 2010.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/1033/bilan-energetique-france-2010-1.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 91, p. 1-4, graph., tabl.  
01/06/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
GIRAULT (M)  
**Les consommations finales d'énergie en région.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-consommations-finales-d.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-consommations-finales-d.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 70, p. 1-4, graph., tabl.  
01/01/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
NANOT (B)  
**Le bilan énergétique de la France en 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/118/966/bilan-energetique-france-2009.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 59, p. 1-4, tabl., graph.  
01/06/2010

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
OURADOU (F)  
**Les prix de l'énergie dans l'Union européenne : la France moins chère pour l'électricité.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-prix-de-l-energie-dans-l-union.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 36, p. 1-4, tabl., cartes, graph.  
01/12/2009

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Bilan énergétique de la France pour 2008.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Bilan-energetique-de-la-France.5821.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 13, p. 1-4, graph., tabl.  
01/06/2009

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
PAQUEL (V)  
**L'opinion, l'énergie et le climat.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-opinion-l-energie-et-le-climat.5958.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 5, p. 1-4, graph., tabl.  
01/02/2009

17616 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**L'électricité en France en 2008. Chiffres et statistiques n° 40 - juin 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/131/995/lelectricite-france-2008.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 4 p., tabl., graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

17611 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La facture énergétique de la France en 2008. Chiffres et statistiques n° 43 - juin 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/131/969/facture-energetique-france-2008.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 7 p., graph., tabl.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

## **ENERGIE ET TRANSPORT**

17630 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Consommation et économies d'énergie dans le secteur des transports en 2008. - Chiffres et statistiques n° 144 - août 2010. Consommation et économies d'énergie dans le secteur des transports routier de fret, de l'entreposage, et de la messagerie en 2009. Chiffres et statistiques n° 283 - janvier 2012. Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/1700/consommation-economies-denergie-secteur-transport-routier.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 4 p., tabl.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

## ENERGIE FOSSILE

- 17625 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**L'activité de la pétrochimie en France.**  
- **Données 2005-2008. Chiffres et statistiques n° 105 - mars 2010.**  
- **Données 2009. Chiffres et statistiques n° 133 - juillet 2010.**  
- **Données 2010. Chiffres et statistiques n° 257 - octobre 2011.**  
- **Données 2011. Chiffres et statistiques n° 368 - novembre 2012.**  
- **Données 2012. Chiffres et statistiques n° 477 - décembre 2013.**  
- **Données 2013. Chiffres et statistiques n° 557 - septembre 2014.**  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/1002/lactivite-petrochimie-france-donnees-2013.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 3 p., tabl.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*  
*L'enquête décrit l'activité qui, sur le territoire national, consomme des produits pétroliers pour produire des matières premières qui serviront de base aux industries du plastique ou du textile.*
- 18957 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les ventes de produits pétroliers. Résultats par produit et par département.**  
- **en 2009. Chiffres et statistiques n° 174 - décembre 2010.**  
- **en 2010. Chiffres et statistiques n° 266 - novembre 2011.**  
- **en 2011. Chiffres et statistiques n° 383 - décembre 2012.**  
- **en 2012. Chiffres et statistiques n° 497 - février 2014.**  
- **en 2013. Chiffres et statistiques n° 591 - décembre 2014.**  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/1002/ventes-produits-petroliers-2013-resultats-produit.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 8 p., tabl.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*  
*Le Service de l'observation et des statistiques (SOeS) a repris en 2010 une enquête menée traditionnellement par le Comité professionnel du pétrole (CPDP) auprès des entrepositaires agréés pour le commerce de gros des produits pétroliers. Un tableau détaille les ventes de carburant destinés à la pêche et à l'avitaillement.*
- 17621 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Enquête annuelle sur le marché du gaz naturel :**  
- **résultats 2008. Chiffres et statistiques n° 63 - septembre 2009.**  
- **résultats 2009. Chiffres et statistiques n° 158 - septembre 2010.**  
- **résultats 2010. Chiffres et statistiques n° 270 - décembre 2011.**  
- **résultats 2011. Chiffres et statistiques n° 375 - décembre 2012.**  
- **résultats 2012. Chiffres et statistiques n° 508 - avril 2014.**  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/1009/enquete-annuelle-marche-gaz-naturel-resultats-2011.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 7 p., tabl., graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*  
*Cette enquête annuelle concerne tous les opérateurs de gaz agréés (producteurs, transporteurs, distributeurs, fournisseurs, opérateurs de stockage et opérateurs GNL). Elle permet de mesurer les volumes totaux de gaz entrés, sortis, stockés et consommés en France, leur répartition entre les différents secteurs consommateurs, les évolutions des consommations et l'état de l'ouverture du marché.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
WELTER-NICOL (C)  
**Le gaz naturel liquéfié, un intérêt stratégique majeur, limité part des contraintes économiques**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-gaz-naturel-liquefie-un-interet.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 79, p. 1-4, tabl., graph.  
01/04/2011



CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 PAQUEL (V), TOGNOLA (J)  
**L'approvisionnement en gaz naturel.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-approvisionnement-en-gaz-naturel.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 26, p. 1-4, cartes, graph.  
 01/10/2009

## ENERGIE RENOUVELABLE

- 20791 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 REYNAUD (D)  
**Chiffres clés des énergies renouvelables. Éditions 2013, 2014.**  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2040/1023/chiffres-cles-energies-renouvelables-edition-2013.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 60 p., graph., cartes, tabl.  
 col. : *Repères CGDD*
- 17620 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Tableau de bord éolien-photovoltaïque. Troisième trimestre 2014.**  
**Chiffres et statistiques n° 584 - novembre 2014.**  
**Publication trimestrielle depuis septembre 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/energie-climat/s/energies-renouvelables.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 – 6 p., cartes, tabl., graph, web, lexique.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*
- 21657 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Objectifs énergétiques Europe 2020 : la France doit poursuivre ses efforts pour les énergies renouvelables. Chiffres et statistiques n° 547 - août 2014.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/994/objectifs-energetiques-europe-2020-france-doit-poursuivre.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 6 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*
- 18915 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les énergies renouvelables en France : les principaux résultats en 2009.**  
[http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Themes/Energies\\_et\\_climat/Les\\_differentes\\_energies/Energies\\_renouvelables/2010%20fiche%20bilan%20ENR%20avec%20tableaux.pdf](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Themes/Energies_et_climat/Les_differentes_energies/Energies_renouvelables/2010%20fiche%20bilan%20ENR%20avec%20tableaux.pdf)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 11 p., graph., tabl.  
*Ce bilan commenté concerne les années 2007, 2008 et 2009, en distinguant les productions thermiques et électriques ainsi que les consommations primaires et finales. Il diffère du bilan de l'énergie, notamment par rapport à la prise en compte des déchets non renouvelables.*

## ENVIRONNEMENT

- 17633 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Opinions et pratiques environnementales des Français :**  
 - en 2009. **Chiffres et statistiques n° 153 - septembre 2010.**  
 - en 2011. **Chiffres et statistiques n° 299 - mars 2012.**  
 - en 2012. **Chiffres et statistiques n° 413 - avril 2013.**  
 - en 2013. **Chiffres et statistiques n° 505 - mars 2014.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/environnement/s/opinion-pratiques-opinion-environnement.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 9 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques – Environnement*

- 17634 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**10 indicateurs clés de l'environnement. Éditions 2009, 2010, 2011, 2012, 2014.**  
 10 key environmental indicators for France.  
 Éditions 2009, 2010, 2011, 2012.  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2113/1097/10-indicateurs-cles-lenvironnement-edition-2014.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - graph.  
 col. : *Repères CGDD*
- Ce dépliant présente 10 indicateurs pour décrire la situation de l'environnement en France face aux principaux enjeux : la qualité de l'air et des eaux, l'évolution de la biodiversité, les émissions de gaz à effet de serre, la production de déchets ou l'emploi environnemental.*
- 10827 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**L'environnement en France. Édition 2010.**  
 - Rapport.- 138 p.  
 - Synthèse.- 26 p.  
 - Le rapport sur l'environnement 2010 : quelques réponses du Grenelle de l'environnement.  
 - Repères CGDD.- 6 p.
- L'environnement en France. Édition 2014.**  
 - Rapport.- 382 p.  
 - Synthèse.- 49 p.  
 The environment in France 2014. Major trends.- 49 p.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-environnement-en-France-.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - bibliogr., cartes, lexique, tabl., graph.  
 col. : *Références*
- Impulsé par le Sommet de la Terre de 1992, la Convention d'Aarhus de 1998 et la directive européenne 2003/4 concernant l'accès du public à l'information environnementale, le rapport sur l'environnement fait le point sur les composantes de l'environnement et les pressions que celles-ci subissent en France. La question environnementale est par ailleurs replacée dans son contexte économique et sociologique afin de bien la situer dans un débat public.*
- L'édition 2010 dresse un bilan contrasté des progrès accomplis avant le Grenelle de l'environnement et souligne le chemin qui reste encore à parcourir pour répondre aux exigences des Français en la matière.*
- L'édition 2014 confirme que la connaissance s'améliore, que de nombreuses actions pour préserver l'environnement et le cadre de vie sont mises en œuvre. Le bilan demeure néanmoins toujours contrasté. Si certains pans s'améliorent, d'autres demeurent dans une situation critique.*
- 19397 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 CALVET (L), CHAUSSENERY (R), DIENG (A), GREFFET (P), MARICAL (F), MORARD (V), POUPAT (B)  
**Les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-perceptions-sociales-et.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 66 p., graph., tabl., bibliogr.  
 Revue du CGDD – Octobre 2011
- Le suivi de la sensibilité des Français à l'environnement peut fournir un éclairage sur l'orientation à donner aux politiques publiques environnementales. La mesure de l'opinion permet tout d'abord d'apprécier la demande sociale de protection de l'environnement. L'étude des pratiques environnementales permet, quant à elle, de mesurer l'intégration du souci de préservation de l'environnement dans les gestes quotidiens des ménages. Les enquêtes mobilisées dans ce but par le Commissariat général au développement durable montrent que l'adhésion à la protection de l'environnement continue de progresser depuis deux décennies même si celle-ci n'est pas la préoccupation principale des Français.*

18493 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Le service d'assainissement en France : principales données 2008. Chiffres et statistiques n° 210 - avril 2011.**  
 Sewerage service in France : key data for 2008.  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1806/1168/service-dassainissement-france-principales-donnees-2008.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 – 8 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 GICQUIAUX (C), GREGOIRE (P), LE JEANNIC (F)  
**Services d'eau et d'assainissement : une inflexion des tendances ?**  
 Water supply and sewerage services : changing trends ?  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/118/1174/services-deau-dassainissement-inflexion-tendances.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 67, p. 1-4, cartes, graph., tabl.  
 01/12/2010

## ENVIRONNEMENT CHANGEMENT CLIMATIQUE

17567 CGDD Service de l'observation et des statistiques, DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT, CAISSE DES DEPOTS Climat Recherche  
**Chiffres clés du climat, France et Monde. Éditions 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015.**  
 Key figures on climate France and Worldwide. Éditions 2013, 2014, 2015.  
**Publications annuelles.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/energie-climat/s/climat-effet-serre-changement-climatique.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 48 p., tabl., cartes, graph.  
 col. : *Repères CGDD*

*Cette publication a pour ambition d'informer sur le réchauffement climatique, ses mécanismes, ses causes et effets ainsi que sur les dispositifs internationaux mis en place pour le circonscrire.*

17606 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les émissions de CO<sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie dans le monde :**  
 - en 2006. Chiffres et statistiques n° 7 - février 2009.  
 - en 2007. Chiffres et statistiques n° 109 - mars 2010.  
 - en 2008. Chiffres et statistiques n° 175 - décembre 2010.  
 - en 2009. Chiffres et statistiques n° 272 - décembre 2011.  
 - en 2010. Chiffres et statistiques n° 391 - janvier 2013.  
 - en 2011. Chiffres et statistiques n° 490 - janvier 2014.  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1080/emissions-co2-dues-combustion-denergie-monde-2010.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 CAVAILHES (J), HILAL (M)  
**Les émissions directes de CO<sub>2</sub> des ménages selon leur localisation.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-emissions-directes-de-CO2-des.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 137, p. 1-4, cartes  
 01/08/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 PASQUIER (JL)  
**L'empreinte carbone de la consommation des Français : évolution de 1990 à 2007.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1178/empreinte-carbone-consommation-francais-evolution-1990.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1178/empreinte-carbone-consommation-francais-evolution-1990.html)  
 Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 114, p. 1-4, graph.  
 01/03/2012

- 19066 CGDD Service de l'observation et des statistiques, SOGREAH  
 MORARD (V)  
**Guide d'accompagnement des territoires pour l'analyse de leur vulnérabilité socio-économique au changement climatique.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Guide-d-accompagnement-des.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 41 p., tabl., schémas, ann., bibliogr., web  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 37*
- Destiné aux acteurs locaux, ce guide doit être utilisé comme une première étape permettant de :*
- mettre en évidence les activités et les acteurs touchés par le changement climatique ainsi que les enjeux prioritaires et les axes d'action,
  - réunir des premiers éléments de diagnostic sur le territoire,
  - sensibiliser et mobiliser sur cette problématique.
- 18840 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 PASQUIER (JL)  
**CO<sub>2</sub> et activités économiques de la France. Tendances 1990-2007 et facteurs d'évolution.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/CO2-et-activites-economiques-de-la.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/CO2-et-activites-economiques-de-la.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 48 p., graph., tabl., bibliogr., lexique  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 27*
- L'empreinte carbone de la demande finale française est supérieure de 33 % à la quantité de CO<sub>2</sub> émise en France, une fois pris en compte le solde des émissions liées respectivement aux importations et aux exportations. La quantité de CO<sub>2</sub> émise en France résulte pour 70 % des activités de production ; 30 % sont directement générés par les ménages (voiture et chauffage). Au cours de la période 1990-2007, le progrès technique réalisé en France a entraîné une baisse du niveau d'émissions unitaires de CO<sub>2</sub> de la production et de la consommation. Cependant, l'augmentation du niveau de la production et de la consommation a de façon générale compensé les effets de cette baisse. Les émissions de l'ensemble de l'industrie ont toutefois baissé de 10 % au cours de cette période.*

## ENVIRONNEMENT DECHETS

- 18490 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 - **345 millions de tonnes de déchets produits en France en 2008.**  
**Chiffres et statistiques n° 179 - décembre 2010.**  
 - **355 millions de tonnes de déchets produits en France en 2010.**  
**Chiffres et statistiques n° 385 - janvier 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1154/355-millions-tonnes-dechets-produits-france-2010.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 6 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*

- 18914 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
- **254 millions de tonnes de déchets produits par l'activité de construction en France en 2008. Chiffres et statistiques n° 164 - octobre 2010.**  
- **Déchets gérés par les établissements des travaux publics : quantités et modes de gestion en 2008. Chiffres et statistiques n° 230 - juillet 2011.**  
- **Déchets gérés par les établissements du bâtiment : quantités et modes de gestion en 2008. Chiffres et statistiques n° 231 - juillet 2011.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/enquetes-thematiques.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 4 p., tabl.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*  
*Cette enquête a pour objectif de mesurer les quantités de déchets et déblais produits par le BTP, en particulier selon leur nature et leur mode d'élimination. Elle vise à mettre en place un suivi d'une part des engagements 256, 257 et 258 de la loi Grenelle 1, et d'autre part de l'objectif européen fixé aux États membres de porter d'ici 2020 à 70 % le taux de valorisation matières des déchets non dangereux de construction et de démolition. Il est prévu de réaliser cette enquête tous les six ans. La première a été réalisée en 2008, la prochaine est prévue en 2014.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
DELECRIN (N)  
**Recyclage et réemploi, une économie de ressources naturelles.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Recyclage-et-reemploi-une-economie.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 42, p. 1-4, graph., schémas, tabl., bibliogr.  
01/03/2010
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
GHEWY (X)  
**Dix millions de tonnes de déchets dangereux produits en 2007.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/119/1097/10-millions-tonnes-dechets-dangereux-produits-2007.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 35, p. 1-4, tabl., cartes, graph.  
01/11/2009
- 17747 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
GHEWY (X)  
**Production et traitement des déchets en France en 2006.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Production-et-traitement-des.5942.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 36 p., tabl., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 9*  
*La production de déchets s'est élevée en 2006 à 446 millions de tonnes, soit 7 tonnes par habitant. Les déchets minéraux, avec 350 millions de tonnes, représentent les quantités les plus importantes, produits en quasi-totalité dans le secteur de la construction et des travaux publics.*  
*S'agissant des déchets non dangereux (hors déchets minéraux), 27 millions de tonnes sont produites par les ménages. Les autres secteurs sont à l'origine de 59 millions de tonnes (22 millions de tonnes dans le tertiaire, 20 millions de tonnes dans l'industrie, le reste étant issu de la construction, de l'assainissement et de l'agriculture).*  
*Les déchets dangereux s'élèvent à 9,5 millions de tonnes, provenant pour la plus grande partie de l'industrie et du secteur de la construction.*  
*Les deux tiers des déchets minéraux sont recyclés ou réutilisés. Près de la moitié des déchets non dangereux sont valorisés, ainsi que le tiers des déchets dangereux.*

## ENVIRONNEMENT ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

- 21585 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Tableau de bord d'indicateurs macroéconomiques de l'économie verte au deuxième trimestre 2014. Chiffres et statistiques n° 546 - août 2014.**  
**Publication trimestrielle depuis juin 2014.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/developpement-durable/s/economie-verte-equitable-indicateurs-leconomie-verte.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 12 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*
- Dans le cadre de la transition écologique, les indicateurs ont pour objectif d'informer l'ensemble des acteurs politiques et économiques des évolutions de l'économie verte de la société. 18 indicateurs ont été retenus, classés en quatre rubriques : l'emploi et la formation, l'économie, la fiscalité ainsi que la recherche et l'innovation.*
- 21768 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La dépense de protection de l'environnement en 2012. Chiffres et statistiques n° 575 - novembre 2014.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/1257/depense-protection-lenvironnement-2012.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 4 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*
- 15407 CGDD Service de l'observation et des statistiques, COMMISSION DES COMPTES ET DE L'ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT  
**L'économie de l'environnement, Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement.**  
 - Données 2007.- Édition 2009.  
 - Données 2008.- Édition 2010.  
 - Données 2009.- Édition 2011.  
 - Données 2010.- Édition 2012.  
 - Données 2011.- Édition 2013.  
 - Données 2012.- Édition 2014.  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-densemble/1926/1098/ensemble-comptes-lenvironnement.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 140 p., tabl., graph., lexique, bibliogr.  
 col. : *Références*
- Le rapport se compose de trois grandes parties :*  
 – les dépenses de protection de l'environnement,  
 – les dépenses de gestion des ressources naturelles,  
 – des dossiers sur l'emploi environnemental, les éco-activités, la dépense relative aux espaces verts urbains, les énergies renouvelables.
- En 2008, les activités de protection de l'environnement génèrent une dépense estimée à 44 milliards d'euros. La dépense (+4,1 %) progresse plus vite que le PIB en valeur (+2,9 %). En 2007, la dépense de protection de l'environnement s'élève à 41,2 milliards d'euros, soit 2,2 % du PIB. Sa progression de 4,6 % en valeur est proche de la croissance du PIB.*
- En 2009, la dépense engendrée par les activités de protection de l'environnement progresse légèrement pour atteindre près de 45 milliards d'euros. Le rythme de progression de cette dépense est cependant moins soutenu que les années antérieures (+ 1,2 % contre 4,2 % en 2008), dans un contexte de récession économique, où le produit intérieur brut (PIB) à prix courants perd 2,1 %. Après avoir marqué le pas en 2008, les investissements dans les domaines de la protection de l'environnement sont en net recul (- 6,0 %).*

*En 2010 la dépense liée aux activités de protection de l'environnement atteint près de 46 milliards d'euros, en hausse de 3,1 %, malgré une baisse des investissements (1,5 %). Le rythme de progression de cette dépense, ralenti en 2009, reprend, mais reste moins soutenu qu'entre les années 2000 et 2008, où la progression annuelle dépassait 5,3 %. La dynamique de la dépense de protection de l'environnement suit celle du produit intérieur brut à prix courants, dont la croissance, interrompue en 2009, reprend en 2010 (2,7 %). Le retournement de tendance observé l'an passé pour les investissements dans les domaines de la protection de l'environnement se confirme et le recul amorcé en 2009 se poursuit (baisse de 1,5 % en 2010).*

*En 2011, les administrations publiques, les entreprises privées et les ménages ont dépensé au total 46 milliards d'euros pour la protection de l'environnement. Cette dépense est en augmentation de 3,2 % par rapport à 2010, soit un rythme d'évolution similaire à celui du produit intérieur brut à prix courants. La hausse des prix des biens et services environnementaux, ainsi que des matières premières, en est la cause principale. Les dépenses de recherche et développement et de protection de la biodiversité augmentent chacune de plus de 10 %. Celles de lutte contre le bruit, d'administration générale et de gestion des déchets sont également en hausse, mais de manière plus mesurée. La dépense de gestion des eaux usées est pratiquement stable. Enfin, celles de protection de l'air, du sol et de gestion des déchets radioactifs diminuent.*

*En 2012, l'effort financier pour la protection de l'environnement en France est estimé à 47,5 milliards d'euros. Cette dépense augmente de 3,2% en euros courants par rapport à 2011, tandis que la croissance du PIB est deux fois moindre. Au-delà des mesures incitatives ou contraignantes des pouvoirs publics et de la prise de conscience par les acteurs privés de la nécessité de protéger l'environnement, cette évolution provient également de la hausse des prix des biens et des services environnementaux. Toutefois, chaque domaine environnemental évolue selon des éléments conjoncturels qui lui sont propres. Ainsi, les dépenses de protection du sol, de protection de l'air et de gestion des déchets augmentent chacune de plus de 5% en 2012, alors que celles d'administration générale et de gestion des déchets radioactifs diminuent. Sans être comptabilisées dans le total de la dépense de protection de l'environnement, la dépense du secteur de la récupération, comme celle relative aux énergies renouvelables, connaissent toutes deux une hausse de plus de 6% en 2012. L'emploi dans les éco-activités avait considérablement augmenté au cours des années précédentes. En 2012, il stagne, malgré un excédent commercial qui s'accroît fortement. Quant au marché du travail de l'économie verte, seuls les métiers purement environnementaux semblent légèrement moins touchés par les difficultés liées à la conjoncture actuelle.*

21569

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
NAUROY (F)

**Les coûts écologiques non payés relatifs aux émissions dans l'air.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2278/1356/couts-ecologiques-non-payees-relatifs-emissions-lair.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 36 p., bibliogr., lexique, tabl., graph., schémas  
col. : Etudes et documents du CGDD n° 105

*Les coûts écologiques non payés (CENP) constituent une évaluation des dépenses qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour respecter des normes écologiques permettant de restaurer et préserver différents milieux naturels dégradés par les pressions dues aux activités humaines. L'estimation de tels coûts pour une année donnée porte sur la dégradation additionnelle de milieux naturels par rapport à l'année précédente. Si l'on cherche à évaluer la totalité des coûts permettant de revenir à un état de référence passé (en fonction de l'exigence de normes écologiques en vigueur) impliquant une restauration partielle ou totale du patrimoine naturel, on parlera de dette écologique.*

*Cette étude propose une présentation de la méthode générale sur ces coûts, ainsi que des estimations portant sur les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique. La démarche est encore expérimentale à ce stade et couvre un champ relativement limité du patrimoine naturel.*

- 21596 CGDD Service de l'observation et des statistiques, UNIVERSITE Paris 1, CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ALTERRE BOURGOGNE  
REPELLIN (P), DURET (B), BARLES (S)  
**Comptabilité des flux de matières dans les régions et les départements. Guide méthodologique.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2101/1161/comptabilite-flux-matieres-regions-departements-guide.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 111 p., graph., tabl., bibliogr., lexique  
col. : *Références*
- Les territoires sont traversés de flux de matières qui sont aujourd'hui mal connus. Alors qu'une comptabilité est bien établie à l'échelle nationale, très peu de territoires infranationaux ont fait l'objet de bilans de matières.  
Ce guide, en s'appuyant sur l'initiative de la région Bourgogne, propose une déclinaison territoriale de la méthodologie d'Eurostat pour construire une comptabilité de flux de matières à un échelon infranational, des clés pour analyser les résultats de cette construction tout en reconnaissant les limites de cet exercice et en donnant des pistes pour les dépasser.*
- 18492 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Matières mobilisées par l'économie française :**  
**- de 1990 à 2008 - Chiffres et statistiques n° 207 - avril 2011.**  
**- de 1990 à 2011 : une relative stabilité perturbée par la crise économique.- Chiffres et statistiques n° 410 - avril 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1097/matieres-mobilisees-leconomie-francaise-1990-2011-relative.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 – 8 p., graph., tabl., bibliogr.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*
- 18491 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les taxes environnementales :**  
**- en 2008. Chiffres et statistiques n° 204 - avril 2011.**  
**- en 2010. Chiffres et statistiques n° 361 - novembre 2012.**  
**Les recettes fiscales environnementales en 2012. Chiffres et statistiques n° 466 - novembre 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1257/recettes-fiscales-environnementales-2012.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 4 p., tabl., graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*
- 20895 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Le cycle des matières dans l'économie française.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2040/1161/cycle-matieres-leconomie-francaise.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 56 p., graph., tabl., lexique  
col. : *Repères CGDD*
- Cette publication fournit un état des lieux sur les moyens d'une utilisation plus efficiente des ressources matérielles de la France : amélioration de la productivité matières, seconde vie des produits, réduction des pertes, du gaspillage et des déchets ultimes, régénération de certaines matières de stocks, substitution d'une matière par une autre mais aussi réduction de sa dépendance aux importations et amélioration de sa sécurité d'approvisionnement et de sa balance commerciale. Elle contribue ainsi au suivi d'une évolution vers une économie davantage circulaire.*
- 20404 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Chiffres clés de l'environnement.**  
**Éditions 2012, 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2040/1098/chiffres-cles-lenvironnement-edition-2013.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 60 p., graph., lexique  
col. : *Repères CGDD*



*Ce livret présente un panorama des principaux des enjeux environnementaux de la France. S'appuyant sur des séries temporelles longues, elle donne également un rapide aperçu des principales tendances caractérisant les relations entre la société, l'économie française et l'environnement.*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
PASQUIER (JL)

**La face cachée des matières mobilisées par l'économie française.**

The hidden face of materials mobilised by the French economy.

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/1257/face-cachee-matieres-mobilisees-leconomie-francaise.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 177, p. 1-4, graph.  
01/10/2013

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
DIEL (O)

**La dépense de protection de l'environnement atteint 46 milliards d'euros en 2011.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/1257/depense-protection-lenvironnement-atteint-46-milliards.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 173, p. 1-4, graph.  
01/08/2013

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BALMAND (S)

**Hausse de la dépense de protection de l'environnement en 2010, mais baisse des investissements.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1539/hausse-depense-protection-lenvironnement-2010-baisse.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 132, p. 1-4, graph.  
01/08/2012

20529

CGDD Service de l'observation et des statistiques, INSEE  
PLANCHAT (C), COUILLAUD (A), MACHECLER (M), COLAS (S)

**Démographie et économie des communes littorales des départements ultramarins. Guadeloupe - Guyane - Martinique - Réunion.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Demographie-et-economie-des.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 38 p., cartes, bibliogr., graph., tabl.  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 75

*Ce document présente la situation socio-économique des communes littorales des quatre départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion) et ses impacts sur l'environnement. Il a été corédigé par l'Insee Antilles-Guyane et le Service de l'observation et des statistiques (SOeS) du ministère.*

*Il traite, avec les dernières données disponibles, de l'évolution et de la structure par âge de la population, des soldes naturels et migratoires, des revenus et de l'emploi, en apportant un éclairage plus précis sur le poids de l'emploi touristique et de l'économie maritime, ainsi que des principales conséquences environnementales de la forte pression humaine sur les littoraux insulaires.*

19020

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
COLAS (S)

**Le littoral : chiffres-clés.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-littoral-chiffres-cles.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 35 p., graph., tabl., cartes  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 32

*Ce document rassemble en 30 fiches les différentes thématiques importantes pour l'environnement littoral : la démographie, l'occupation du sol, le tourisme, l'emploi, les activités primaires, la qualité de l'eau et des milieux marins ou les risques. Elles portent sur l'état des composantes de ce territoire, sur les pressions qu'exercent les différentes activités humaines et sur les réponses qu'apporte notre société.*

- 19401 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
NAUROY (F)  
**Impact de l'épuisement des ressources naturelles sur les agrégats économiques.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1808/1328/impact-lepuisement-ressources-naturelles-agregats.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1808/1328/impact-lepuisement-ressources-naturelles-agregats.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 52 p., ann., tabl., bibliogr., lexique  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 56
- Ce document expose les principales méthodes de valorisation de l'épuisement des ressources naturelles, qu'elles soient renouvelables ou non, et cherche à dégager des pistes pour une utilisation future des principaux travaux théoriques. L'enjeu réside dans la mesure de la production et des revenus d'une nation lorsque l'on prend en compte les prélèvements opérés sur la nature. L'exposé fait état des principales positions théoriques et propositions sur la mesure et la comptabilisation de l'épuisement des ressources naturelles dans un système de comptabilité économique environnementale. De nombreuses expériences sont retracées afin de montrer comment certains pays se sont emparés de la question et ont mis en place des outils de mesure, voire un système de comptes. Enfin, pour la France, le document propose une estimation de la valeur de l'épuisement des principales ressources minérales.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
LEVASSEUR (S)  
**Les dépenses de protection de l'environnement des entreprises, 44% pour la gestion des déchets en 2008.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-depenses-de-protection-de-l-1,18510.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 63, p. 1-4, graph.  
01/09/2010
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
JAMET (C)  
**La consommation intérieure de matières par habitant est stable.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/118/1097/consommation-interieure-matieres-habitant-est-stable.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 41, p. 1-4, graph.  
01/01/2010
- 17767 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
DAVID (M), DORMOY (C), HAYE (E), TREGOUET (B)  
**Une expertise de l'empreinte écologique.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Une-expertise-de-l-empreinte.13526.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 75 p., graph., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 16
- Parmi les nombreux travaux déjà conduits, l'expertise du Service de l'observation et des statistiques du ministère vise à fournir des éléments permettant de retenir ou au contraire d'écarter le recours à l'empreinte écologique sur la base de critères scientifiques et de formuler des recommandations sur les utilisations de cet indicateur. L'étude présente l'analyse du mode de calcul de l'empreinte du Global Footprint Network, puis l'influence d'hypothèses alternatives sur les résultats.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
LEVASSEUR (S)  
**Les ménages dépensent plus pour l'environnement.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/119/1257/menages-depensent-plus-lenvironnement.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 19, p. 1-4, graph.  
01/07/2009

- 17744 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
JAMET (C)  
**Matières mobilisées par l'économie française. Comptes de flux pour une gestion durable des ressources.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/143/1161/matieres-mobilisees-leconomie-francaise-comptes-flux.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 44 p., graph., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 6
- Les activités économiques d'un pays consomment des ressources naturelles et des matières premières en majorité non renouvelables. La stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable vise le découplage entre la croissance économique et l'impact environnemental. Un système de comptabilité de la consommation des ressources est donc indispensable pour suivre cet objectif.*  
*En France, le Service de l'observation et des statistiques (SOeS) a développé des comptes de flux de matières dont les premiers résultats sont publiés et commentés dans cette étude. Ils donnent une première image du besoin en matières de la France, utile pour éclairer les choix stratégiques environnementaux et comprendre la consommation.*

## ENVIRONNEMENT EMPLOI – FORMATION

- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BABET (C), MARGONTIER (S), MATUS (M)  
**Comprendre l'emploi dans l'économie verte par l'analyse des métiers.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2100/1363/comprendre-lemploi-leconomie-verte-lanalyse-metiers.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 188, p. 1-4, tabl.  
01/06/2014
- 17624 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les éco-activités et l'emploi environnemental - premiers résultats :**  
- en 2008 - Chiffres et statistiques n° 91 - décembre 2009.  
- en 2009 - Chiffres et statistiques n° 197 - mars 2011.  
- en 2010 - Chiffres et statistiques n° 301 - mars 2012.  
- en 2011 - Chiffres et statistiques n° 418 - mai 2013.  
- en 2012 - Chiffres et statistiques n° 523 - mai 2014.  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/1264/eco-activites-lemploi-environnemental-2012-premiers.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., tabl., graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques – Environnement*
- 21652 CGDD Service de l'observation et des statistiques, OBSERVATOIRE NATIONAL DES EMPLOIS ET METIERS DE L'ECONOMIE VERTE, MINISTERE DU TRAVAIL Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques, INSEE, POLE EMPLOI MARGONTIER (S), RANDRIAMBOLOLONA (C), BABET (C), BESSIERE (S), MATUS (M), BAILLIEUL (Y)  
**Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte. Le marché de l'emploi de l'économie verte.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2278/1364/marche-lemploi-leconomie-verte.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 84 p., tabl., graph., bibliogr., web  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 110
- Ce document vise à rappeler les définitions, concepts et périmètres mis en place par l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (Onemev) et à présenter ses derniers résultats d'observations et de mesures de l'emploi selon les deux approches considérées : par les activités des entreprises et par les métiers exercés par les individus. Une description du marché du travail complète ces résultats ainsi qu'une présentation détaillée des méthodologies employées.*

- 21728 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les formations initiales en environnement en 2012. Chiffres et statistiques n° 566 - octobre 2014.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/environnement/s/economie-emploi-formations-formations-environnementales.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 9 p., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*
- 20838 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 MARGONTIER (S)  
**Les formations initiales en environnement – Définitions, périmètres et suivi statistique.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2047/1285/formations-initiales-environnement-1.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 52 p., ann., graph., tabl., bibliogr.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 89*
- À la rentrée scolaire 2011-2012, près de 71 000 élèves et étudiants sont inscrits en dernière année d'une formation initiale en environnement, allant du niveau inférieur au Bac (CAP) au niveau Bac+5 et plus. Tous niveaux confondus, ils représentent 5,3 % de l'ensemble des effectifs en formations prises en compte dans cette étude. C'est également plus d'un millier de formations répertoriées dans le domaine de l'environnement cette année-là.*  
*Un zoom est réalisé sur trois régions : l'Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et La Réunion.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 MARGONTIER (S), VILAYSACK (D), GWET (C)  
**Les diverses réalités des formations initiales en environnement.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-diverses-realites-des.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 151, p. 1-4, graph.  
 01/12/2012
- 20381 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 MARGONTIER (S)  
**L'insertion professionnelle des jeunes issus des formations environnementales en 2007.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1995/1285/linsertion-professionnelle-jeunes-issus-formations-1.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 32 p., graph., tabl.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 69*
- Sur 739 000 jeunes sortis en 2007 pour la première fois du système éducatif en France métropolitaine, environ 20 000 jeunes ont suivi une formation initiale en environnement, majoritairement dans les domaines de l'aménagement du territoire, du cadre de vie et de la protection de la nature. Interrogés en 2010 par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), ils ont pu décrire leur trajectoire professionnelle sur les trois premières années de vie active et leur situation à la date d'enquête.*  
*Même s'ils sont plus concernés par le chômage sur ces trois années, leur insertion professionnelle se rapproche de celle des jeunes issus des autres formations. Depuis l'enquête « Génération 2004 », les indicateurs d'insertion se sont améliorés. La dégradation du marché du travail observée sur 2007-2010 les a moins impactés, par rapport aux autres sortants.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 MARGONTIER (S)  
**L'attrait des étudiants pour les formations environnementales se poursuit.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/L-attrait-des-etudiants-pour-les.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-attrait-des-etudiants-pour-les.html)  
 Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 98, p. 1-4, cartes, graph., tabl.  
 01/09/2011

- 19195 CGDD Service de l'observation et des statistiques, OBSERVATOIRE NATIONAL DES EMPLOIS ET METIERS LIES A LA CROISSANCE VERTE  
BESSIERE (S), KLEIN (T), LE RU (N), MARGONTIER (S), MAUROUX (A), OLLIVIER (T), POUPAT (B), TACHFINT (K)  
**Activités, emplois et métiers liés à la croissance verte. Périmètres et résultats.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Activites-emplois-et-metiers-lies.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 32 p., tabl., graph., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 43*
- Créé en 2010, l'Observatoire national des emplois et métiers liés à la croissance verte a pour but d'offrir un diagnostic partagé de méthodes et de chiffrages sur les emplois, métiers et formations de la croissance verte.*  
*Les activités de la croissance verte, qui couvrent un périmètre étendu au-delà des seules activités environnementales et prennent en compte les champs du Grenelle de l'environnement, représentent en 2008 environ 950 000 emplois (en équivalent temps plein).*  
*Des métiers verts ont été identifiés dans le répertoire opérationnel des métiers et des emplois utilisé notamment par Pôle emploi et dans la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles utilisée par l'Insee. À partir de cette sélection, 9 professions vertes ont pu être identifiées correspondant à 132 000 actifs en emploi observés en 2007 avec le recensement de la population.*  
*Les travaux de l'Observatoire ont également conduit à un ensemble de recommandations méthodologiques quant à la mesure des impacts d'une croissance verte sur l'emploi.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
CHIARORE (L)  
**L'insertion des étudiants sortant des formations environnementales supérieures.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/L-insertion-des-etudiants-sortant.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-insertion-des-etudiants-sortant.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 45, p. 1-4, graph.  
01/03/2010
- 19002 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
TACHFINT (K)  
**Les éco-activités au niveau européen. Une méthode partagée, des singularités dans la collecte des données.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-eco-activites-au-niveau.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-eco-activites-au-niveau.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 25 p., graph., tabl., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 30*
- Dans le domaine de l'environnement, le développement des statistiques européennes a conduit Eurostat à proposer aux États la mise en place d'outils de suivi des éco-activités. Un manuel de référence, rédigé après concertation au sein d'un groupe de travail, fournit un cadre méthodologique d'identification des éco-produits définissant les éco-activités. Pour tester la faisabilité d'un suivi basé sur le périmètre de référence, Eurostat a adressé fin 2009 un questionnaire aux États volontaires. Les réponses fournies par les États qui s'y sont soumis, notamment la France qui a communiqué des données pour l'année 2007, soulignent l'absence de données statistiques pour de nombreux domaines et une grande hétérogénéité de la couverture des domaines selon les pays. A titre d'exemple, le niveau de l'emploi des éco-activités apparaît nettement plus élevé en France qu'en Allemagne, les réponses françaises ayant été beaucoup plus complètes.*
- 17785 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
POUPAT (B), TACHFINT (K)  
**Les éco-activités et l'emploi environnemental. Périmètre de référence - Résultats 2004-2007.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/143/1264/eco-activites-lemploi-environnemental-perimetre-referance.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 43 p., tabl., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 10*
- La démarche s'appuie sur les travaux en cours à Eurostat avec le projet d'élaborer un guide méthodologique dans lequel serait défini le périmètre des éco-activités : le domaine environnemental. La communauté statistique doit s'accorder pour produire des données permettant de répondre aux besoins des utilisateurs. Il s'agit de mesurer l'activité avec 4 indicateurs : la production, dont les exportations, la valeur ajoutée et l'emploi.*

*Les éco-activités comprennent la production de biens ou de services concourant à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles. Elles résultent pour l'essentiel d'entreprises marchandes mais aussi des administrations publiques. Elles incluent les activités de protection de l'environnement internes aux entreprises, activités dites auxiliaires et qui ne font pas l'objet d'une vente, mais d'une dépense.*

- 17615 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Insertion des jeunes issus des formations environnementales : parcours professionnel de 2004 à 2007.**  
**Chiffres et statistiques n° 37 - mai 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/131/1285/insertion-jeunes-issus-formations-environnementales.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 7 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*

## ENVIRONNEMENT ET TRANSPORT

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 LE JEANNIC (T), LEVY (D)  
**Un habitant de pôle urbain émet deux fois moins de CO<sub>2</sub> que la moyenne pour se rendre à son lieu de travail ou d'études.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Un-habitant-de-pole-urbain-emet.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 87, p. 1-4, graph., cartes, tabl.  
 01/06/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 HASSAINE (Z)  
**Les émissions de CO<sub>2</sub> par les poids lourds français entre 1996 et 2006 ont augmenté moins vite que les volumes transportés.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-emissions-de-CO2-par-les-poids.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 25, p. 4 p., schémas, tabl., graph.  
 01/09/2009

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 CUGNY SEGUIN (M)  
**Les transports et leur impact sur l'environnement : comparaisons européennes.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/119/1228/transports-leur-impact-lenvironnement-comparaisons.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 8, p. 1-4, graph.  
 01/03/2009

- 17708 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 CUGNY SEGUIN (M)  
**Transports et environnement : comparaisons européennes.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Transports-et-environnement,5711.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 38 p., graph., tabl., bibliogr.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 3*

*Les transports sont les premiers émetteurs de gaz à effet de serre en France et les deuxièmes dans l'Europe des Vingt-cinq.*

*Cette étude analyse l'évolution des transports de marchandises et de voyageurs, la consommation de carburants, les émissions de gaz à effet de serre et les pollutions dues aux transports. La situation française est comparée à celle des autres pays européens (les performances environnementales de la France sont proches de la moyenne de l'Europe des Quinze). Ce constat est basé sur les indicateurs TERM de l'Agence européenne pour l'environnement. Il s'appuie sur les données d'Eurostat et de la Direction générale de l'énergie et des transports de la Commission européenne.*

## ENVIRONNEMENT MILIEU NATUREL

CGDD Service de l'observation et des statistiques, MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

LEVEQUE (A), BENSETTITI (F), PUISSAUVE (R)

**Biodiversité rare ou menacée : 22 % et 28 % des espèces dans un état favorable.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2100/1115/biodiversite-rare-menacee-22-habitats-28-especes-etat.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 196, p. 1-4, graph., cartes  
01/12/2014

21720

CGDD Service de l'observation et des statistiques

LEVEQUE (A), FEUILLET (C)

**Les parcs naturels régionaux : chiffres clés.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2278/1100/parcs-naturels-regionaux-chiffres-cles.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 56 p., cartes, graph., tabl.

col. : *Etudes et documents du CGDD n° 115*

*Les parcs naturels régionaux (PNR), qui couvrent un huitième du territoire, sont des espaces habités à dominante rurale, singuliers et fragiles, forts d'une identité marquée par la richesse de leurs patrimoines naturel, paysager et culturel. Depuis plus de quarante ans, ils constituent des outils originaux d'aménagement du territoire et de développement durable.*

*Les 24 fiches de ce dossier explorent des thèmes aussi variés que la démographie, l'urbanisme, les espaces naturels, l'agriculture et les activités économiques. Elles mettent en exergue les points communs à l'ensemble des parcs qui les distinguent du reste du territoire français. Leur caractère rural et souvent montagnard explique fréquemment les différences constatées entre les parcs et le reste du pays.*

CGDD Service de l'observation et des statistiques

GENTY (C)

**Peu de zones humides échappent à la colonisation par des espèces envahissantes et proliférantes entre 2000 et 2010.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/1136/peu-zones-humides-echappent-colonisation-especes.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 165, p. 1-4, cartes, graph., tabl.  
01/06/2013

CGDD Service de l'observation et des statistiques

COLAS (S)

**Trois quarts des rivages métropolitains sont non artificialisés, mais une part importante est menacée et peu protégée.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Trois-quarts-des-rivages.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 153, p. 1-4, graph., cartes  
01/12/2012

20528

CGDD Service de l'observation et des statistiques

DUBOIS (A)

**Mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau : position de la France en Europe en 2009.**

**Chiffres et statistiques n° 367 - novembre 2012.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/1108/mise-oeuvre-directive-cadre-leau-position-france-europe.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 10 p., graph., tabl.

col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
GENTY (C)

**L'évolution des zones humides entre 2000 et 2010. Des pressions toujours fortes.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1136/evolution-zones-humides-entre-2000-2010.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 144, p. 1-4, cartes, graph.  
01/10/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BAZIN (P), CAVALLIN (P), COLAS (S)

**Conservation du littoral : de la limitation de l'urbanisation à la préservation de la biodiversité.**

[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1143/conservation-littoral-limitation-lurbanisation-preservation.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1143/conservation-littoral-limitation-lurbanisation-preservation.html)

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 108, p. 1-4, graph., cartes, tabl.  
01/01/2012

20108

CGDD Service de l'observation et des statistiques

**Les prélèvements d'eau en France en 2009 et leurs évolutions depuis dix ans. Chiffres et statistiques n° 290 - février 2012.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/1108/prelevements-deau-france-2009-leurs-evolutions-depuis-dix.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 8 p., graph., cartes, tabl.

col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*

20488

CGDD Service de l'observation et des statistiques

**Résultats de l'enquête nationale à dire d'experts sur les zones humides - État en 2010 et évolution entre 2000 et 2010.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1995/1136/resultats-lenquete-zones-humides-etat-2010-evolution-entre.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 96 p., bibliogr., ann., tabl., cartes, graph.

col. : *Etudes et documents du CGDD n° 70*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
MALFAIT (G)

**La situation s'améliore pour une majorité d'oiseaux bénéficiant de mesures de protection, à la différence des espèces communes.**

[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/1097/situation-sameliore-majorite-doiseaux-beneficiant-mesures.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/1097/situation-sameliore-majorite-doiseaux-beneficiant-mesures.html)

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 100, p. 1-4, graph.

01/10/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
PAGEAUD (D)

**L'occupation des sols dans les départements d'outre-mer.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-occupation-des-sols-dans-les.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 89, p. 1-6, cartes, tabl., graph., bibliogr.

01/06/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
MALFAIT (G)

**Les chauves-souris, des mammifères témoins de l'état de la biodiversité.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/1121/chauves-souris-mammiferes-temoins-letat-biodiversite.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 73, p. 1-4, cartes, graph.

01/02/2011



- 19161 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
COLAS (S)  
**Environnement littoral et marin.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1811/1097/environnement-littoral-marin-edition-2011.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 164 p., cartes, graph., tabl.  
col. : *Références*
- Ce document présente un état des lieux détaillé des principales problématiques environnementales portant sur la mer et le littoral, en métropole et, lorsque les informations sont disponibles, dans les départements d'outre-mer. Tous les thèmes importants sont traités comme la démographie, l'occupation du sol, la biodiversité, les activités maritimes, la qualité du milieu marin ou les risques naturels et industriels. Ce document a été rédigé par le Service de l'observation et des statistiques (SOeS) dans le cadre de la mise en œuvre de l'Observatoire du littoral. Il fait suite à l'« Environnement littoral et marin » de l'Ifen publié en 1997.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
ROY (A)  
**Les Français et la biodiversité : une attention de plus en plus soutenue en dépit d'une connaissance encore diffuse.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-Francais-et-la-biodiversite.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 55, p. 1-4, graph.  
01/06/2010
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BENSETTITI (F), LEVEQUE (A)  
**La biodiversité remarquable en France : résultats de la première évaluation des habitats et espèces d'intérêt communautaire.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/118/1097/biodiversite-remarquable-france-resultats-premiere.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 48, p. 1-4, cartes, graph.  
01/04/2010
- 18716 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Données de synthèse sur la biodiversité.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Donnees-de-synthese-sur-la.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 83 p., graph., fotogr., tabl., cartes  
col. : *Références*
- Ce document présente, sous forme de fiches synthétiques, une série d'information sur la biodiversité provenant de nombreuses sources et divers acteurs. Ces fiches portent sur l'état de différentes composantes de la biodiversité : les oiseaux, les grands prédateurs, la loutre, les poissons, les espèces et les habitats d'intérêt communautaire, la microflore du sol, etc. Elles traitent également des pressions qui s'exercent sur les espèces, les habitats et les écosystèmes. Elles apportent enfin un éclairage sur les réponses mises en œuvre pour protéger la biodiversité.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
LEVEQUE (A)  
**Forêts et prairies abondent dans le réseau Natura 2000.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Forets-et-prairies-abondent-dans.6184.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 21, p. 1-4, cartes, tabl., graph.  
01/07/2009
- 17765 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
COLAS (S)  
**Atlas des îles de l'Atlantique.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Atlas-des-iles-de-l-Atlantique.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 47 p., cartes, graph., tabl., fotogr.  
col. : *Références*

*Cet atlas présente de manière synthétique les seize îles de la façade maritime atlantique composées d'au moins une commune. Les aspects territoriaux, démographiques, économiques et environnementaux de chaque île sont abordés en détail. Cette synthèse a été rédigée en mobilisant les données de la statistique publique ainsi que celles sur l'occupation des sols et les espaces protégés.*

- 17622 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Population et tourisme dans les "communes Natura 2000".**  
**Chiffres et statistiques n° 73 - octobre 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/131/1115/population-tourisme-communes-natura-2000.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 7 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*

## ENVIRONNEMENT POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

- 18809 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 MUHLBERGER (S), NIRASCOU (F), PHELEP (M)  
**Profil environnemental régional. État des lieux et éléments de méthode.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Profil-environnemental-regional.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Profil-environnemental-regional.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 44, ann., cartes, bibliogr., schémas, tabl.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 25*

*Le profil est un document produit par les services déconcentrés du ministère chargé de l'Écologie. Il a pour objectif de mettre en valeur les enjeux environnementaux (biodiversité, eau, air, sols, paysage, énergie et aussi risques, déchets, bruit, santé...) de la région. Permettant une lecture transversale et une mise en cohérence des politiques publiques, il peut servir de cadre pour l'évaluation environnementale des documents de programmation régionaux.*

*Le profil environnemental régional est un outil privilégié pour décliner les axes du Grenelle dans les territoires, faciliter le partage d'un diagnostic et d'un projet commun avec l'ensemble des acteurs dans une perspective de développement durable.*

## ENVIRONNEMENT POLLUTIONS – NUISANCES

- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 COLAS (S)  
**Les proliférations d'algues sur les côtes métropolitaines.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2100/1143/proliférations-dalgues-cotes-metropolitaines.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 180, p. 1-4, cartes, graph.  
 01/01/2014

- 21485 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Industries et environnement. Edition 2014.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2113/1178/industries-environnement-edition-2014.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 68 p., lexique, web, graph., cartes, tabl.  
 col. : *Repères CGDD*

*Ce numéro de la collection Repères présente une sélection de données sur les pressions exercées par les activités industrielles sur l'environnement en termes de pollution et de consommation de ressources. Les activités industrielles concernées sont les industries extractives, manufacturières, les activités de production d'énergie, de production d'eau potable, de traitement des eaux usées et de gestion des déchets.*

*Il a donc pour but de mettre à disposition du lecteur un recueil d'informations sur les liens entre l'industrie et l'environnement et sur l'évolution de ces liens afin de lui permettre de mieux appréhender les interactions entre les filières et l'environnement.*

- 21738 CGDD Service de l'observation et des statistiques, DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT  
**Bilan de la qualité de l'air en France en 2013 et principales tendances observées sur la période 2000-2013.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Bilan-de-la-qualite-de-l-air-en,41326.html?onglet=themes>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 56 p., bibliogr., cartes, graph., ann., tabl.  
 col. : Références
- Le bilan 2013 identifie les enjeux de la pollution atmosphérique, les acteurs impliqués et les moyens mis en œuvre pour suivre les concentrations de polluants dans l'air. Il présente pour chacun des polluants réglementés (oxydes d'azote, particules, dioxyde de soufre, ozone, monoxyde de carbone, benzène, métaux lourds, hydrocarbures aromatiques polycycliques) les enjeux sanitaires et environnementaux, l'évolution des émissions et des concentrations depuis 2000, et la situation en 2013 vis-à-vis des seuils réglementaires. Il présente aussi les épisodes de pollution observés en 2013. La situation 2013 s'améliore légèrement par rapport à celle de 2012. Toutefois, les seuils réglementaires ne sont pas respectés sur une part plus ou moins importante du territoire national en fonction des polluants.*
- 20771 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 ANTONI (V)  
**Basol : un panorama des sites et sols pollués, ou potentiellement pollués, nécessitant une action des pouvoirs publics.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2047/1122/basol-panorama-sites-sols-pollues.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 40 p., tabl., bibliogr., lexique, cartes, graph.  
 col. : Etudes et documents du CGDD n° 97
- Le ministère en charge de l'Écologie inventorie les sites et sols pollués (SSP), ou potentiellement pollués, depuis le début des années 1990. Cette étude présente les chiffres clés des SSP inventoriés dans la base de données Basol en France début 2012, avant l'évolution pressentie de son périmètre en 2013. La France recense ainsi 4142 SSP début 2012, appelant l'action des pouvoirs publics à la suite d'une présomption de pollution ou d'une information spontanée des responsables des sites (pour environ 60%). Un peu plus de la moitié de l'ensemble des sites pollués sont mis en sécurité en cas de risque immédiat. 55% des sites sont traités avec surveillance ou restriction d'usage. Si les pollutions ponctuelles sont à l'origine d'une pollution des sols pour 60% des sites, celle des eaux souterraines représente 35%. Des dépôts de produits ou de déchets sont également présents sur 35% des sites. Globalement à l'échelle nationale début 2012, près de 25% des sols et des eaux des sites inventoriés dans Basol sont pollués par les métaux et métalloïdes (surtout le plomb, le chrome et le cuivre) et près de 65% par les différentes familles d'hydrocarbures.*
- 21334 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La qualité de l'air en 2011 : la France dans l'Union européenne. Chiffres et statistiques n° 474 - décembre 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1101/qualite-lair-2011-france-lunion-europeenne.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 17 p., graph., bibliogr., cartes  
 col. : Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement
- 20828 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Contamination des cours d'eau par les pesticides en 2011. Chiffres et statistiques n° 436 - juillet 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1108/contamination-cours-deau-pesticides-2011.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 7 p., cartes, graph., tabl.  
 col. : Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
LACOUTURE (L)

**Les teneurs en nitrates augmentent dans les nappes phréatiques jusqu'en 2004 puis se stabilisent, mais de fortes disparités régionales existent.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/1108/teneurs-nitrates-augmentent-nappes-phreatiques-jusqu'en-2004.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 161, p. 1-4, cartes, graph.  
01/05/2013

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BOUAGAL (F)

**La dépense de réhabilitation des sites et sols pollués en France.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1257/depense-rehabilitation-sites-sols-pollues-france.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 142, p. 1-4, cartes, graph.  
01/09/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
LE MOULLEC (A), MEZDOUR (A)

**La qualité des eaux de pluie : acidité en baisse mais pas de progrès pour les dépôts d'azote.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/1101/qualite-eaux-pluie-acidite-baisse-pas-progres-depots-dazote.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 88, p. 1-4, schémas, graph.  
01/06/2011

19053

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
DUBOIS (A)

**Évolution des flux polluants à la mer. Synthèse des évaluations réalisées dans le cadre des conventions Oskar et Medpol.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evolution-des-flux-de-polluants-a.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 34 p., bibliogr., ann., cartes, tabl., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 34

*La France procède chaque année à l'évaluation des flux polluants rejetés en mer via les cours d'eau au titre des conventions internationales Oskar (Manche, mer du Nord, Atlantique) et Medpol (Méditerranée). Les apports de nutriments contribuent aux problèmes d'eutrophisation en milieu marin.*

*Depuis la fin des années 90, les flux de phosphore sont nettement en baisse sur les trois façades maritimes. La tendance est moins marquée sur les flux azotés, en particulier en Méditerranée, en raison des flux liés aux nitrates, prépondérants et globalement stables sur la période.*

*Les flux rejetés en mer sont majoritairement guidés par les apports des quatre grands fleuves : Seine, Loire et Garonne, Rhône, qui contribuent au minimum à la moitié du flux.*

19381

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
DUBOIS (A), LACOUTURE (L)

**- Les pesticides dans les milieux aquatiques.**

**Données 2007.- 2010.- 48 p.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/142/1097/pesticides-milieux-aquatiques-donnees-2007.html>

**- Bilan de présence des micropolluants dans les milieux aquatiques continentaux. Période 2007-2009.- 2011.**

**A - Rapport.- 56 p.**

**B - Annexes partie 1. Pesticides.- 117 p.**

**C - Annexes partie 2. Micropolluants hors pesticides.- 136 p.**

[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1808/1108/bilan-presence-micropolluants-milieux-aquatiques.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1808/1108/bilan-presence-micropolluants-milieux-aquatiques.html)

Paris, Ministère de l'écologie, 2011

col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 26, 54.

Données 2007 :

2007 est la première année de mise en œuvre du programme de surveillance. On note la présence de pesticides dans 91 % des points suivis dans les cours d'eau et de 59 % des points en eaux souterraines. Les teneurs mesurées sont parfois très faibles, cela traduit néanmoins une dispersion importante des pesticides dans les milieux aquatiques.

Le bilan 2007 – 2009 s'inscrit dans la continuité des précédents bilans pesticides réalisés par l'Institut français de l'Environnement (Ifen).

La mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE) a conduit à une évolution des réseaux de suivi de la qualité des eaux et à l'adoption de nouveaux critères d'évaluation.

Le bilan 2007-2009 s'élargit aux autres micropolluants suivis dans les milieux aquatiques. Il s'agit d'une action inscrite dans le Plan national micropolluants 2010-2013 dont l'objectif est de valoriser les données de surveillance acquises et de disposer d'une photographie des micropolluants présents dans les milieux aquatiques afin de contribuer à la définition de nouvelles actions.

18525

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
DUBOIS (A)

**Évolution de la qualité des cours d'eau : volet macropolluants.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evolution-de-la-qualite-des-cours.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 48 p., cartes, graph., tabl.

col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 13

*Pour établir une tendance à long terme de la qualité des cours d'eau, le Service de l'observation et des statistiques a développé une méthode statistique d'indices. S'appuyant sur l'évolution des concentrations moyennes annuelles sur 55 bassins versants, l'étude couvre les pollutions azotées et phosphorées, ainsi que la teneur et la consommation d'oxygène dans les cours d'eau. L'indice, calculé à l'échelle nationale sur la période 1998-2007, indique une amélioration quant aux paramètres liés aux rejets. La tendance est moins marquée pour les nitrates. Ces évolutions nationales sont complétées par celles des 55 bassins versants, regroupés par agences de l'eau.*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
DUBOIS (A)

**La qualité des rivières s'améliore pour plusieurs polluants, à l'exception des nitrates.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-qualite-des-rivieres-s-ameliore.6128.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 18, p. 1-4, cartes, graph.

01/07/2009

## ENVIRONNEMENT RISQUES

21729

CGDD Service de l'observation et des statistiques

**Le sentiment d'exposition aux risques environnementaux. Chiffres et statistiques n°567 - octobre 2014.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/1310/sentiment-dexposition-risques-environnementaux.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 9 p., graph.

col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*

21648

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
CGDD Service de l'observation et des statistiques, DIRECTION GENERALE DE LA PREVENTION DES RISQUES

MAGNIER (C), CHRISTIN (N), PEINTURIER (C)

**Analyse multicritères des projets de prévention des inondations.**

**A - Guide méthodologique.- 82 p.**

**B - Annexes techniques.- 72 p.**

**C - Fonctions de dommages submersions marines (tableur excel).**

**D - Fonctions de dommages aux logements, cultures et établissements publics (tableur excel).**

**E - DGPR.- Cahier des charges relatif à l'analyse multicritères.- 12 p.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Analyse-multicriteres-des-projets.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - ann., bibliogr., tabl., graph.

col. : *Références*

*Ce guide méthodologique propose une méthode d'évaluation socioéconomique des mesures de prévention des inondations, basée sur une approche multicritères. Destiné aux porteurs des projets de gestion des inondations (collectivités, établissements publics territoriaux de bassins), aux DREAL et aux DDT ainsi qu'aux bureaux d'études qui travaillent avec eux, il fournit des recommandations et des outils pour évaluer le bien-fondé des mesures envisagées sur les territoires.*

*Ce guide synthétise les réflexions de deux groupes de travail sur les outils de l'évaluation monétaire et sur les indicateurs d'enjeux non monétaires. Il est accompagné par :*

- des annexes techniques qui apportent les outils méthodologiques (fiches indicateurs, courbes de dommages, exemples de cartes des enjeux),*
- deux tableurs excel sur les fonctions de dommages, l'un pour les submersions marines, l'autre pour les logements, cultures et établissements,*
- un cahier des charges relatif à l'analyse multicritères.*

19268

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
MAGNIER (C)

**Le risque de feux de forêts en France.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1808/1239/risque-feux-forets-france.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 40 p., cartes, graph., bibliogr., lexique  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 45*

*Ce document exploite les données disponibles sur les feux de forêts en France. Il présente les zones à risque, les caractéristiques et l'évolution des surfaces de locaux et de logements construits dans ces zones entre 1995 et 2007. Les caractéristiques des feux de forêts recensés, c'est-à-dire leur nombre, leur surface, leur origine, sont également décrites.*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
ROY (A)

**L'exposition aux risques environnementaux davantage ressentie dans les grandes villes.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-exposition-aux-risques.5681.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 11, p. 1-4, cartes, graph.  
01/04/2009

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
LAPORTE (V)

**Croissance du nombre de logements en zones inondables.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Croissance-du-nombre-de-logements.5328.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 6, p. 1-4, cartes, graph., tabl.  
01/02/2009

## SOCIETE

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BOEGLIN (N), BOUR (C), DAVID (M)

**Le contenu carbone du panier de consommation courante.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-contenu-carbone-du-panier-de.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 121, p. 1-4, graph.  
01/04/2012

19085

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
GHEWY (X), GREGOIRE (P), PASQUIER (JL), ROY (A), SAILLEAU (N)

**Consommation des ménages et environnement - Édition 2011.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Consommation-des-menages-et.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 52 p., tabl., graph., cartes  
col. : *Repères CGDD*

*Ce numéro de la collection Repères présente une sélection d'indicateurs sur les pressions et impacts sur l'environnement associés à la consommation et aux comportements des ménages. Cette sélection s'appuie sur une quinzaine d'indicateurs portant sur l'habitat, les transports, l'alimentation et les déchets, domaines à forts enjeux environnementaux.*

## TRANSPORT

- 17636 CGDD Service de l'observation et des statistiques, DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER, DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE  
**Chiffres clés du transport.**  
**Éditions 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014.**  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2113/873/chiffres-cles-transport-edition-2014.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 28 p., tabl., graph.  
col. : *Repères CGDD*
- Ce document présente pour les différents modes de transport, des données relatives aux réseaux, aux parcs et flottes, aux permis de conduire, aux activités de transport, à l'économie du secteur, aux affaires maritimes, au développement durable notamment les émissions de gaz à effet de serre, polluants atmosphériques et la sécurité dans les transports.*

- 992 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Mémento de statistiques des transports – Résultats de 1980 à 2013. (Tableaux actualisés en décembre 2014).**  
**Données disponibles uniquement en ligne depuis 2004.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-densemble/1869/873/memento-statistiques-transports.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014
- Le Mémento regroupe un ensemble de statistiques essentielles pour la connaissance du domaine des transports. Les données (disponibles désormais uniquement en ligne) sont mises à jour deux fois an (juin et décembre) et présentent des séries longues à partir de 1980.*
- Le Mémento contient des données sur les entreprises du secteur, les infrastructures et les matériels, les trafics et les transports, la formation et la sécurité. Il est organisé en huit domaines :*
- chapitre 1 : une synthèse sur les transports en France ;*
  - chapitres 2 à 7 : les modes de transport (ferroviaire, routier, oléoducs, maritime, fluvial, aérien) avec pour certains modes, quelques éléments de comparaisons internationales ;*
  - chapitre 8 : les entreprises des services auxiliaires des transports.*
- Les données sont essentiellement nationales, parfois régionales et départementales.*

## TRANSPORT AUTOMOBILE

- 18499 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Immatriculations de voitures particulières neuves en novembre 2014.**  
**Chiffres et statistiques n° 585 - décembre 2014.**  
**Publication mensuelle depuis février 2012.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/immatriculations.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 2 p., tabl., graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
WONG (F)  
**Les immatriculations de véhicules équipés de motorisations alternatives : un développement soutenu par la prime à la casse et le bonus écologique.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1080/immatriculations-vehicules-equipés-motorisations.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 148, p. 1-4, graph.  
01/10/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
FRIEZ (A), LE JEANNIC (T)  
**La prime à la casse : un tiers des immatriculations de voitures neuves des ménages en 2009.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-prime-a-la-casse-un-tiers-des.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 52, p. 1-4, tabl., cartes, graph.  
01/05/2010

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
FRIEZ (A)  
**Les immatriculations de voitures particulières neuves, un an après la mise en place du bonus-malus.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-immatriculations-de-voitures.5327.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 4, p. 1-4, cartes, tabl., graph.  
01/02/2009

## TRANSPORT DEUX ROUES

18495 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les deux-roues motorisés au 1er janvier 2012. Chiffres et statistiques n° 400 - mars 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/vehicules-routiers-deux-roues-motorises.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 9 p., tabl., graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
OVIEVE (F), ROUSSEL (P)  
**Les deux-roues motorisés : à chaque âge, son usage et ses dangers.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-deux-roues-motorises-a-chaque.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 156, p. 1-4, graph., tabl.  
01/03/2013

## TRANSPORT ECONOMIE DU TRANSPORT

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
PAQUEL (V)  
**Le transport intérieur en 2013 redémarre timidement.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2100/873/transport-interieur-2013-redemarre-timidement.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 193, p. 1-4, graph.  
01/07/2014



- 17602 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Indice de production de services de transport au deuxième trimestre 2014. Chiffres et statistiques n° 568 - octobre 2014. Publication trimestrielle depuis janvier 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/activite.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 4 p., graph., tabl.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- 17629 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Emploi salarié et marché du travail dans les transports au deuxième trimestre 2014. Chiffres et statistiques n° 569 - octobre 2014. Publication trimestrielle depuis août 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/emploi-social.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., tabl., graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- 17603 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La conjoncture des transports au deuxième trimestre 2014 - Chiffres et statistiques n° 570 - octobre 2014. Publication trimestrielle depuis février 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture/s/note-conjoncture-1.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 6 p., graph., tabl.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- 17605 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Immatriculations des véhicules routiers au troisième trimestre 2014. Chiffres et statistiques n° 578 - novembre 2014. Publication trimestrielle depuis février 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/immatriculations.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., tabl., graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- 4011 CGDD Service de l'observation et des statistiques, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, COMMISSION DES COMPTES DES TRANSPORTS DE LA NATION  
**Les comptes des transports. Rapport à la Commission des comptes des transports de la Nation.**  
**Les comptes des transports en 2008 – 46<sup>e</sup> rapport**  
- Tome 1 - Rapport.- 144 p.  
- Annexes du tome 1.- non pag.  
- Tome 2 - Les dossiers d'analyse économique des politiques publiques de transport.- 92 p.  
**Les comptes des transports en 2009 – 47<sup>e</sup> rapport**  
- Tome 1 - Rapport.- 154 p.  
- Annexes du tome 1.- non pag.  
- Tome 2 - Les dossiers d'analyse économique des politiques publiques de transport.- 82 p.  
**Les comptes des transports en 2010 – 48<sup>e</sup> rapport**  
- Tome 1 - Rapport.- 167 p.  
- Tome 2 - Les dossiers d'analyse économique des politiques publiques de transport.- 94 p.  
**Les comptes des transports en 2011 : 49<sup>e</sup> rapport**  
- Tome 1 - Rapport.- 169 p.  
- Tome 2 - Dossiers d'analyse économique des politiques publiques des transports.- 176 p.  
**Les comptes des transports en 2012 : 50<sup>e</sup> rapport**  
- Tome 1 - Rapport.- juillet 2013.- 169 p.

**Les comptes des transports en 2013 : 51<sup>e</sup> rapport**

- Tome 1 - Rapport.- juillet 2014.- 172 p.

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-densemble/1924/874/ensemble-comptes-transports.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - graph., tabl., ann., lexique  
col. : *Références*

*Ce document présente un panorama annuel des transports.*

*Le tome 1, réalisé par le Service de l'observation et des statistiques, rassemble les données relatives aux transports de marchandises et de voyageurs, à la circulation routière, à l'accidentologie et aux impacts environnementaux liés aux transports. Il présente aussi les évolutions du secteur économique, des résultats comptables et financiers pour certains acteurs du secteur, la situation des entreprises et l'évolution de l'emploi et du marché du travail. Il récapitule les investissements en infrastructures de transport et l'ensemble des contributions publiques.*

*Le tome 2 est réalisé par le Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable. Il regroupe des dossiers d'analyse économique.*

Rapport 2008 - Les dossiers d'analyse économique :

- l'évaluation du dispositif d'écopastille (bonus/malus et prime à la casse automobiles) ;
- l'évaluation des vélos en libre service ;
- l'évaluation du programme TGV-LGV.

Rapport 2009 - Les dossiers d'analyse économique :

- l'évaluation de la politique de développement de l'offre de transports express régionaux ;
- l'évaluation de la politique de contrôle-sanction automatisé de la vitesse.

Rapport 2010 - Les dossiers d'analyses économiques :

- les politiques de soutien aux carburants alternatifs ;
- la tarification "sociale" dans les transports collectifs de voyageurs terrestres.

Rapport 2011 - Les dossiers d'analyse économique :

- les externalités des différents modes de transports : identification et évaluation ;
- la santé et qualité de l'air : bilan coûts-avantages des normes européennes d'émission de polluants pour les véhicules routiers ;
- l'évaluation socio-économique rétrospective des dérogations au PTR maximum du transport routier de marchandises depuis 2002.

21651

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
TZORTZIS (I)

**Le compte satellite du transport.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2278/873/compte-satellite-transport.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 146 p., tabl., graph., ann., lexique  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 111*

*Le compte satellite du transport est un travail de synthèse sur l'ensemble des flux financiers du monde du transport. Il présente la dépense annuelle de la nation en matière de transport de personnes et de marchandises.*

*Ce document présente le compte satellite 2010 du transport, mode par mode. Le premier chapitre explicite la définition des activités de transport dans l'optique du compte satellite, des acteurs financeurs et producteurs de services de transport et de leur fonction respective dans le financement des activités de transport. Chacun des chapitres suivants reprend dans le détail un mode de transport en particulier, en illustrant les propos de données financières portant sur la période 2005 à 2010. Ces données sont reprises dans les annexes de manière plus détaillée.*

*Voir les résultats précédents des comptes 1992, 1996 et 1998 à la cote 1693.*

994

CGDD Service de l'observation et des statistiques

**Le marché des véhicules.**

**Immatriculations - résultats 2009 – septembre 2010. Édition papier.**

**Immatriculations des véhicules neufs et d'occasion en 2010, 2011, 2012 et 2013. Données disponibles uniquement en ligne.**

[http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/r/immatriculations.html?cHash=dba439ca0c990d713bbfbbd716c06395&tx\\_ttnews\[tt\\_news\]=23530](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/r/immatriculations.html?cHash=dba439ca0c990d713bbfbbd716c06395&tx_ttnews[tt_news]=23530)

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - non pag., tabl.

- 994 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Le marché des véhicules.  
Parcs au 1-1-2010 - octobre 2010. Édition papier.  
Parc des véhicules au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Données disponibles uniquement en ligne.**  
[http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/r/parcs.html?  
cHash=cad4b0af8196fa3cf572583987755726&tx\\_ttnews\[tt\\_news\]=20478](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/r/parcs.html?cHash=cad4b0af8196fa3cf572583987755726&tx_ttnews[tt_news]=20478)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - non pag., tabl.
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
PAQUEL (V)  
**Le transport en 2012 subit un contexte économique morose.**  
[http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/873/transport-  
2012-subit-contexte-economique-morose.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/873/transport-2012-subit-contexte-economique-morose.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 172, p. 1-4, graph., tabl.  
01/08/2013
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BOCCARA (F), PAQUEL (V)  
**Le transport intérieur en 2012 : baisse pour les marchandises et pour les voyageurs sur longue distance.**  
[http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/873/transport-  
interieur-2012-baisse-marchandises-voageurs.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/873/transport-interieur-2012-baisse-marchandises-voageurs.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 160, p. 1-4, tabl., graph.  
01/05/2013
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BERGER (E), BOCCARA (F)  
**Les transports intérieurs en 2011 : reprise concentrée sur le transport ferroviaire en début d'année.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-transports-interieurs-en-2011.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 128, p. 1-4, graph., tabl.  
01/05/2012
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
COUTANT (V)  
**La circulation routière augmente à un rythme ralenti depuis 2003.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/876/circulation-  
routiere-augmente-rythme-ralenti-depuis-2003.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/876/circulation-routiere-augmente-rythme-ralenti-depuis-2003.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 118, p. 1-4, tabl., graph.  
01/03/2012
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
TZORTZIS (I)  
**La dépense de transport en 2009 : 18% du produit intérieur brut, dont 80% pour la route.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1700/depense-  
transport-2009-18-produit-interieur-brut-dont-80.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1700/depense-transport-2009-18-produit-interieur-brut-dont-80.html)  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 115, p. 1-4, graph., tabl.  
01/03/2012
- 20247 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les véhicules utilitaires légers au 1er janvier 2011.  
Chiffres et statistiques n° 310 - avril 2012.**  
[http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/2022/vehicules-  
utilitaires-legers-1er-janvier-2011.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/2022/vehicules-utilitaires-legers-1er-janvier-2011.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 9 p., tabl., graph.  
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

- 4008 CGDD Service de l'observation et des statistiques,  
**L'utilisation des véhicules utilitaires légers.**  
- Résultats 2006.- mars 2009.- Édition papier.- 100 p.  
- Résultats 2011.- juin 2012. Données disponibles uniquement en ligne.  
[http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/r/vehicules-utilitaires-legers.html?tx\\_ttnews\[tt\\_news\]=22782&cHash=fd796eb78058afa30a709264d5b9ae3](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/r/vehicules-utilitaires-legers.html?tx_ttnews[tt_news]=22782&cHash=fd796eb78058afa30a709264d5b9ae3)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - tabl.
- Cette enquête a pour objectif de connaître le parc de véhicules utilitaires légers, le trafic réalisé, les consommations de carburant, selon les principales caractéristiques des véhicules et l'activité des utilisateurs.*  
*Périodicité de l'enquête : elle est réalisée environ tous les cinq ans en France métropolitaine, complémentaire de l'enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (TRM) relative aux tracteurs et camions de plus de 3,5 tonnes de PTAC.*  
*La première enquête a été effectuée sur l'année 1981, puis en 1986, 1991, 1996, 2000, 2006 et 2011.. Les enquêtes précédant celle de 2000 portaient également sur les véhicules automoteurs spécialisés (VASP) qui font maintenant l'objet d'une enquête spécifique.*  
*Champ de l'enquête : il couvre les camionnettes de poids total autorisé en charge (PTAC) inférieur ou égal à 3,5 tonnes, de moins de 20 ans d'âge, immatriculées en France métropolitaine.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
BERGER (E), BOCCARA (F)  
**Les transports en 2010 : reprise de la circulation routière, portée à la fois par le fret et les déplacements de voyageurs.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-transports-en-2010-reprise-de.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 84, p. 1-4, tabl., graph.  
01/04/2011
- 19086 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
AUGRIS (N), CLEMENT (M), MOUTAABBID (A)  
**L'indice de production de services de transports (IPST) : base 2000.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-indice-de-production-de-services.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 60 p., graph., tabl., lexique  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 39*
- L'indice de production des services de transports (IPST) est un outil synthétique de l'analyse conjoncturelle des transports qui permet de mesurer en volume l'évolution trimestrielle de l'ensemble de la production marchande de services de transports.*  
*Élaboré par le SESP en 2002 (devenu SOeS depuis juillet 2008), il a fait l'objet d'un changement de base à la suite du passage des comptes nationaux à la base 2000. Le rebasement de l'IPST en base 2000 a permis d'élargir le champ couvert par l'indice, désormais quasi-exclusif, et de redéfinir les pondérations dans différentes activités de transport, le rendant ainsi pertinent.*  
*Cette note présente et analyse les principaux changements consécutifs à cette refonte de l'IPST.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
CLERON (E)  
**L'usage des TIC dans les entreprises du transport en 2009.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-usage-des-TIC-dans-les.html>  
Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 43, p. 1-4, graph., tabl.  
01/03/2010

## TRANSPORT LOGISTIQUE

- 20313 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les entrepôts et leur activité en 2010.**  
**Chiffres et statistiques n° 334 - juillet 2012.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/1987/entrepots-leur-activite-2010.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 12 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

## TRANSPORT DE MARCHANDISES

- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 OVIEVE (F)  
**Les véhicules utilitaires légers : une bonne complémentarité avec les poids lourds.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2100/2022/vehicules-utilitaires-legers-bonne-complementarite-poids.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 190, p. 1-4, graph.  
 01/06/2014
- 18498 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Le transport ferroviaire de marchandises :**  
 - en 2010. **Chiffres et statistiques n° 284 - janvier 2012.**  
 - en 2011. **Chiffres et statistiques n° 337 - juillet 2012.**  
 - en 2012. **Chiffres et statistiques n° 439 - août 2013.**  
 - en 2013. **Chiffres et statistiques n° 541 - juillet 2014.**  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/891/transport-ferroviaire-marchandises-2013.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 4 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- 17609 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La messagerie au troisième trimestre 2014.**  
**Chiffres et statistiques n° 588 - décembre 2014.**  
**Publication trimestrielle depuis mars 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/messagerie.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*  
*L'enquête a pour but de suivre l'activité française de la messagerie "traditionnelle" et de l'express, nationale et internationale (tonnage expédié, nombre d'envois, chiffre d'affaires). Pour l'express, l'enquête suit séparément l'activité spécifique "colis légers" et celle qualifiée de "tous poids" ; pour l'international, l'enquête distingue la messagerie "traditionnelle" et l'express (importations et exportations). L'activité internationale est limitée à l'intracommunautaire, avec les 27 pays de l'Union européenne élargie à la Norvège et à la Suisse.*
- 17610 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Indices des prix du transport de fret et de l'entreposage au troisième trimestre 2014.**  
**Chiffres et statistiques n° 592 - décembre 2014.**  
**Publication trimestrielle depuis juin 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/prix-1.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 4 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*  
*A compter de mars 2010, cette publication intègre un nouvel indice de prix relatif aux prestations de transport maritime.*  
*A compter de mars 2011, elle s'enrichit de trois nouveaux indices relatifs à l'entreposage, la manutention (nouvelles enquêtes) et la messagerie-fret express (enquête Messagerie cote 17609).*

- 10078 CGDD Service de l'observation et des statistiques, CETE Méditerranée, CETE Est, CETE Nord Picardie, CETE Sud Ouest  
**Le transport routier de marchandises à travers les frontières françaises en 2010. Édition 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2047/884/transport-routier-marchandises-travers-frontieres.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 176 p., graph., cartes, tabl.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 90*
- L'enquête Transit 2010 est la 4e édition d'une enquête sur les flux terrestres de marchandises traversant les Alpes, les Pyrénées, Bâle et les passages transmanche. Elle permet d'affiner l'information sur les flux de poids lourds immatriculés à l'étranger circulant sur le réseau routier français métropolitain.*  
*Cette enquête s'intéresse à tous les flux, qu'ils soient qualifiés d'échange car originaires ou à destination d'une région française, ou de transit car ne faisant que traverser le territoire national à destination d'un autre pays. Elle a été réalisée aux principaux passages « frontière » des Alpes et des Pyrénées, au poste frontière de Bâle/Saint-Louis et pour la première fois en 2010 aux passages transmanche de Calais/Douvres et du Tunnel sous la Manche.*
- 17631 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La clientèle des entreprises de transport de fret en 2008. Chiffres et statistiques n° 145 - août 2010.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/130/948/clientele-entreprises-transport-fret-2008.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 5 p., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- Cette enquête est issue de l'enquête thématique annuelle sur l'activité des entreprises de transport. Elle porte sur les entreprises de transport routier de fret, de messagerie et de logistique (entreposage, stockage, manutention). Elle concerne l'organisation des transports (la clientèle, le rayonnement de l'activité à l'international, l'intermodalité et la livraison du dernier kilomètre).*

## TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

- 21318 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Le transport routier de marchandises européen :**  
 - en 2012. Chiffres et statistiques n° 472 - décembre 2013.  
 - en 2013. Chiffres et statistiques n° 577 - novembre 2014.  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/1700/transport-routier-marchandises-europeen-2013.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 13 p., cartes, graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- 18497 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La durée de service des conducteurs routiers de fret poids lourds :**  
 - en 2010. Chiffres et statistiques n° 273 - décembre 2011.  
 - en 2011. Chiffres et statistiques n° 374 - décembre 2012.  
 - en 2012. Chiffres et statistiques n° 464 - novembre 2013.  
 - en 2013. Chiffres et statistiques n° 589 - décembre 2014.  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/962/duree-service-conducteurs-routiers-fret-poids-lourds-2013.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 7 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

- 17613 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Transports routiers de marchandises au deuxième trimestre 2014.**  
**Chiffres et statistiques n° 563 - octobre 2014.**  
**Publication trimestrielle depuis mars 2009.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/route.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- 17613 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les transports routiers de marchandises sous pavillon français :**  
 - en 2009.- **Chiffres et statistiques n° 137 – juillet 2010.**  
 - en 2010.- **Chiffres et statistiques n° 222 – juin 2011.**  
 - en 2011.- **Chiffres et statistiques n° 325 – juin 2012.**  
 - en 2012.- **Chiffres et statistiques n° 425 – juin 2013.**  
 - en 2013. **Chiffres et statistiques n° 527 - juin 2014.**  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/1700/transports-routiers-marchandises-sous-pavillon-francais-4.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- 995 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**L'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises.**  
 - **Résultats 2007.- mars 2009.- 145 p.**  
 - **Résultats 2008.- mars 2010.- 145 p.**  
**Enquête transport routier de marchandises (TRM).**  
 - **Résultats 1997-2013. Données consultables uniquement en ligne.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-ligne/r/transport-routier-marchandises-trm.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - tabl.  
 col. : *Données détaillées*
- L'enquête permanente sur les transports routiers de marchandises (TRM) concerne le transport, pour compte d'autrui ou pour compte propre, réalisé par les catégories suivantes de véhicules utilitaires, immatriculés en France métropolitaine (hors DOM) :*  
 – *camions de plus de 3,5 tonnes de poids total autorisé en charge et de moins de quinze ans (avec ou sans remorque et quel que soit l'âge de celle-ci);*  
 – *tracteurs routiers de moins de quinze ans, quel que soit l'âge des semi-remorques.*  
*Sont donc exclus notamment les véhicules de plus de 15 ans, les véhicules utilitaires légers (jusqu'à 3,5 tonnes de poids total autorisé en charge) et les convois exceptionnels.*  
*Les données produites concernent à la fois l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (parc en service, trafic, consommation de carburant, activité de l'entreprise utilisatrice, kilométrage), et les volumes et la nature des marchandises transportées par les poids lourds.*
- 10155 CGDD Service de l'observation et des statistiques, DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER, OBSERVATOIRE SOCIAL DES TRANSPORTS  
**Bilan social annuel du transport routier de marchandises.**  
 - **Données 2007 - Édition février 2009.- 101 p.**  
 - **Données 2008 - Édition décembre 2009. - 115 p.**  
 - **Données 2010 - Édition janvier 2012.- 112 p.**  
 - **Données 2011 - Édition janvier 2013.- 118 p.**  
 - **Données 2012 - Édition décembre 2013.- 118 p.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2101/873/bilan-social-annuel-transport-routier-marchandises-2012.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - tabl., bibliogr., ann., graph.  
 col. : *Références*
- Données et analyses sur la situation économique du secteur des transports routiers de marchandises ; évolution des emplois, du marché du travail, des revenus, de la formation des salariés et des accidents.*

Le bilan couvre les secteurs suivants :  
– les transports routiers de fret de proximité  
– les transports de fret interurbains  
– la location de camions avec chauffeur  
– la messagerie et le fret express.

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
JLASSI (M)

**Repli du transport routier de marchandises européen en 2011.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Repli-du-transport-routier-de.html>

Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 152, p. 1-4, graph., tabl.  
01/12/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
ALBIZZATI (C), HOUÉE (M)

**4,7 millions de poids lourds en transit à travers la France en 2010, moins nombreux qu'en 2004 mais plus performants, notamment au plan environnemental.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1939/1539/47-millions-poids-lourds-transit-travers-france-2010-moins.html>

Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 136, p. 1-4, graph., tabl.  
01/08/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
JLASSI (M)

**Redressement timide du transport routier de marchandises européen en 2010.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/1700/redressement-timide-transport-routier-marchandises-europeen.html>

Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 106, p. 1-4, graph., tabl.  
01/12/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
MAHMOUD (J)

**Chute du transport routier européen de marchandises en 2009. Recul de la part du pavillon français.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Chute-du-transport-routier.html>

Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 76, p. 1-4, tabl., graph.  
01/03/2011

19054

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
FRECHOU (H)

**Les conditions de travail des conducteurs routiers salariés du transport routier de marchandises : résultats des enquêtes 2006 à 2008.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-conditions-de-travail-des.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 52 p., ann., bibliogr., tabl.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 35*

*Ce document de travail s'articule en trois parties. La première partie apporte les premiers commentaires tirés d'un ensemble de tableaux de résultats de base. Le parcours professionnel des conducteurs, la formation professionnelle suivie, les accidents du travail, la composition et le ressenti du salaire, les phases de repos et les horaires y sont abordés. Sur la durée du travail, les résultats sont analysés au regard de ceux de l'enquête conjoncturelle spécifique « chronotachygraphes ». La deuxième partie fournit les tableaux de base de l'enquête. La troisième partie porte sur la méthodologie et sur le dispositif de ces enquêtes réalisées suivant deux modes d'interrogation (en face-à-face et par téléphone).*



CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 MAHMOUD (J)  
**La crise avive la concurrence dans le transport routier de marchandises sur le marché français en 2008.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-crise-avive-la-concurrence-dans.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 38, p. 1-4, cartes, tabl., graph.  
 01/12/2009

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 DELORT (A)  
**Transport routier de marchandises européen 2004-2007 : progression en France et recul à l'international du pavillon français.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/119/873/transport-routier-marchandises-europeen-2004-2007.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 7, p. 1-4, cartes, graph., tabl.  
 01/02/2009

## TRANSPORT DE VOYAGEURS

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 RAGEAU (F)  
**Dix ans d'évolution de l'emploi dans le transport routier de voyageurs : plus de salariés et plus de temps partiels.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2100/962/dix-ans-devolution-lemploi-transport-routier-voyageurs-plus.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 189, p. 1-4, graph.  
 01/06/2014

- 17623 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Le transport collectif routier de voyageurs :**  
 - en 2008. Chiffres et statistiques n° 83 - décembre 2009.  
 - en 2009. Chiffres et statistiques n° 129 - juin 2010.  
 - en 2010. 3 milliards de kilomètres parcourus. Chiffres et statistiques n° 228 – juin 2011.  
 - en 2011 : en progression depuis deux ans. Chiffres et statistiques n° 324 - juin 2012.  
 - en 2012 : en progression pour les autobus et en léger recul pour les autocars. Chiffres et statistiques n° 441 - août 2013.  
 - en 2013 : en progression pour les autobus et pour les autocars. Chiffres et statistiques n° 537 - juillet 2014.  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/908/transport-collectif-routier-voyageurs-2013-progression.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 6 p., tabl., graph.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- 21769 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**L'utilisation et les équipements des autocars en 2013. Chiffres et statistiques n° 579 - novembre 2014.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/916/lutilisation-equipements-autocars-2013.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 5 p., tabl., graph., lexique  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*
- 20803 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**La mobilité à longue distance des Français :**  
 - en 2012. Chiffres et statistiques n°463 - novembre 2013.  
 - en 2013. Chiffres et statistiques n° 590 - décembre 2014.  
**Publication annuelle.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2099/909/mobilite-longue-distance-francais-2013.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 7 p., graph., tabl.  
 col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

- 21584 CGDD Service de l'observation et des statistiques, OBSERVATOIRE SOCIAL DES TRANSPORTS, DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER  
**Bilan social du transport routier de voyageurs.**  
 - Données 2006-2007.- Édition août 2008.- 86 p.  
 - Édition 2014.- 48 p.  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2113/962/bilan-social-transport-routier-voyageurs-1.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - tabl., graph., web, lexique  
 col. : Repères CGDD
- Ce document rassemble les chiffres clés du secteur du transport routier de voyageurs (TRV) dans le domaine social, sur les thèmes de l'emploi, du marché du travail, des revenus, de la formation des salariés et de l'accidentologie.*
- Édition 2014 : La plupart des statistiques se rapportent à l'année 2012. Leur évolution annuelle moyenne sur les cinq dernières années est également présentée lorsque l'historique des données est disponible, permettant ainsi leur mise en perspective.*
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 ROUSSEL (P)  
**La mobilité à longue distance des Français en 2011 : regain de dynamisme des voyages personnels.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-mobilite-a-longue-distance-des.30315.html>  
 Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 149, p. 1-4, graph.  
 01/12/2012
- CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 ROUSSEL (P)  
**La mobilité à longue distance des Français : nette baisse en 2010, en particulier pour les voyages professionnels.**  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/930/mobilite-longue-distance-francais-nette-baisse-2010.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1810/930/mobilite-longue-distance-francais-nette-baisse-2010.html)  
 Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 105, p. 1-4, tabl., graph.  
 01/12/2011
- 18956 CGDD Service de l'observation et des statistiques  
 ARMOOGUM (J), BOUFFARD SAVARY (E), CAENEN (Y), COUEDERC (C), COUREL (J), DELISLE (F), DUPRAT (P), FOUIN (L), FRANCOIS (D), GASCON (MO), GODINEAU (D), GRIMAL (R), HUBERT (JP), LE GAL (Y), LE GUENNEC (J), LE JEANNIC (T), LONGUAR (Z), MADRE (JL), NICOLAS (JP), PALLEZ (D), PAPON (F), PAULO (C), QUETELARD (B), RANTY (A), ROBIN (M), ROUX (S), SEGUIN (S), SIMEON (T), SOLERE (R DE), TISSERAND (B), VERRY (D)  
**La mobilité des Français. Panorama issu de l'enquête nationale transports et déplacements 2008.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-mobilite-des-Francais-panorama.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 224 p., graph., tabl., lexique, bibliogr.  
 Revue du CGDD – Décembre 2010
- L'enquête nationale Transports et déplacements (ENTD) donne un panorama de l'ensemble des aspects de la mobilité des Français. Elle permet de décrire en même temps une mobilité locale quotidienne et des déplacements à longue distance moins fréquents. La stabilité de la mobilité locale (3,15 déplacements par personne en 2008) et la légère augmentation du temps consacré aux déplacements masquent certaines évolutions. Les distances quotidiennes parcourues sont toujours en augmentation et les personnes âgées plus mobiles qu'en 1994. L'augmentation de la mobilité à longue distance est portée par la croissance de la population et la hausse du nombre moyen de voyages par individu. La distance parcourue lors d'un voyage reste stable (944 kilomètres en 2008). En mobilité locale comme à longue distance, la voiture reste le mode de transport dominant.*

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
HUBERT (JP)

**Dans les grandes agglomérations, la mobilité quotidienne des habitants diminue et elle augmente ailleurs.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Dans-les-grandes-agglomerations-la,6207.html>

Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 20, p. 1-4, tabl., graph.

01/07/2009

CGDD Service de l'observation et des statistiques  
FRANCOIS (D)

**Mobilité à longue distance : hausse des allers-retours dans la journée en 2007.**

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/119/873/mobilite-longue-distance-hausse-allers-retours-journee-2007.html>

Point sur - Observation et statistiques - Transport n° 3, p. 1-4, graph., cartes, tabl.

01/02/2009



## IV – Publications Économie et évaluation

### AGRICULTURE

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BEN MAID (A)

**La réutilisation des eaux usées pour l'irrigation : une solution locale pour des situations critiques à l'avenir.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-reutilisation-des-eaux-usees.39987.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 191, p. 1-4, graph.  
01/06/2014

21547

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
AGROPARISTECH  
DEVIENNE (S), GARAMBOIS (N)

**L'efficacité économique et environnementale de la production de porcs sur paille (en Bretagne).**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-efficacite-economique-et.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - bibliogr., tabl., lexique  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 102

*La conduite sur paille des élevages porcins fait partie des systèmes de production agricoles innovants, visant à concilier performances économiques et environnementales, identifiés dans le cadre du projet agro-écologique lancé par le ministre de l'Agriculture fin 2012. Cet article présente les résultats d'une étude réalisée en 2012 pour le Commissariat général au développement durable à partir d'enquêtes menées sur le terrain auprès d'éleveurs de porcs des Côtes d'Armor par des enseignants-chercheurs d'AgroParisTech.*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BORTZMEYER (M), SCARSI (F)

**Consommer local, les avantages ne sont pas toujours ceux que l'on croit.**

Buying locally : the benefits are not always the ones we expect.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Consommer-local-les-avantages-ne.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 158, p. 1-4, graph.  
01/03/2013

20759

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE, OBSERVATOIRE DU  
DEVELOPPEMENT RURAL

BORTZMEYER (M), FAIQ (C), FUZEAU (V), CAHUZAC (E), ALLAIRE (G), THEROND (O)

**Les prairies permanentes : évolution des surfaces en France. Analyse à travers le Registre parcellaire graphique.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-prairies-permanentes-evolution.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 14 p., bibliogr., cartes, graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 96

*Les prairies permanentes portent de nombreux enjeux économiques, environnementaux et culturels et font l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics. Entre 2006 et 2010, les surfaces déclarées en prairies permanentes ont chuté de 6,3%, dont 3% sur la seule période 2009-2010, pour représenter en 2010 un cinquième de la surface agricole utile (SAU). Cette évolution affecte plus particulièrement le Nord-Ouest et le Sud-Est de la France. Au niveau des parcelles, cette évolution se traduit par des retournements, mais aussi par des changements de déclaration au profit des autres surfaces en herbe (prairies temporaires, landes et estives). Dans ce dernier cas, la diminution relève essentiellement d'artefacts déclaratifs, résultant de l'adaptation de la stratégie des agriculteurs aux modifications de dispositifs politiques de soutien à l'herbe. Elle appelle toutefois à la vigilance car le déclassement d'une prairie permanente lui fait perdre son statut protecteur et rend possible à terme le retournement.*

- 21316 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, SOLAGRO, ASSOCIATION ACTA  
VERGEZ (A), BORTZMEYER (M)  
**Analyse d'un indicateur "biodiversité" pour les produits agricoles dans le cadre de l'affichage environnemental.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Analyse-d-un-indicateur.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 18 p., bibliogr., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 99*
- L'affichage environnemental des produits, pour être objectif et complet, doit être multi-critères. S'agissant du secteur agro-alimentaire, les trois enjeux environnementaux principaux sont : le changement climatique, la pollution et la consommation de l'eau ainsi que l'érosion de la biodiversité. En l'absence de méthodologie reconnue pour ce dernier enjeu, cette étude, pilotée par le MEDDE - CGDD et réalisée par Solagro et l'association ACTA, a visé à construire et à calculer un indicateur biodiversité. L'indicateur biodiversité est fondé sur les infrastructures agro-écologiques (IAE) présentes dans les exploitations agricoles.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
DUBOIS (G)  
**Les "infrastructures agro-écologiques" : état des lieux dans les communes françaises.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-infrastructures.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 145, p. 1-4, cartes  
01/10/2012
- 20314 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE, OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT RURAL  
FUZEAU (V), DUBOIS (G), THEROND (O), ALLAIRE (G)  
**Diversification des cultures dans l'agriculture française. État des lieux et dispositifs d'accompagnement.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Diversification-des-cultures-dans.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 20 p., cartes, tabl., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 67*
- La diversification des cultures dans l'agriculture française est l'un des principaux leviers mis en avant par l'étude Ecophyto R&D de l'INRA pour répondre à l'objectif, fixé par le Grenelle de l'environnement, de réduire l'usage des pesticides « de 50 % en dix ans ». Cette diversification doit s'organiser dans l'espace et dans le temps, sur la base de l'assolement et de la rotation des cultures. Les indicateurs permettant de mesurer cette diversité sont conçus pour en représenter les différentes dimensions : le nombre d'espèces cultivées, la répartition homogène ou dominante relative des cultures à l'échelle de l'exploitation ou d'une petite région agricole.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BORTZMEYER (M), RAVEAU (A)  
**Autonomie des exploitations agricoles et conséquences environnementales. Étude d'un indicateur.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Autonomie-des-exploitations.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Autonomie-des-exploitations.html)  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 95, p. 1-4, graph., tabl.  
01/09/2011
- 19318 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
RAVEAU (A)  
**Critères d'autonomie et comportement des exploitations agricoles face au choc économique de 2007.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Critere-d-autonomie-et.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Critere-d-autonomie-et.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 78 p., ann., bibliogr., graph., tabl., lexique  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 46*

*L'autonomie apparaît comme une réponse aux enjeux de la croissance verte. En effet, une consommation sobre en intrants, en privilégiant la valorisation des ressources d'une exploitation ou en augmentant son efficacité productive, permet de réduire la pression exercée sur l'environnement par l'activité agricole. Le critère « poids des intrants dans le chiffre d'affaires » a été proposé par France Nature Environnement (FNE), pour évaluer le niveau d'autonomie ou de dépendance des exploitations dans le cadre de la mise en place de la certification environnementale des exploitations agricoles.*

- 18916 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE  
**Pour une politique agricole durable en 2013. Principes, architecture et éléments financiers.**  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 17 p.

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 CAVAILLES (E)  
**Avantages environnementaux et économiques d'une relance des légumineuses en France.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Avantages-environnementaux-et.html>  
 Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 40, p. 1-4, graph., tabl.  
 01/01/2010

- 17989 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 CAVAILLES (E)  
**La relance des légumineuses dans le cadre d'un plan protéine : quels bénéfices environnementaux ?**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/La-relance-des-legumineuses-dans.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-relance-des-legumineuses-dans.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 43 p., bibliogr., graph., tabl., lexique  
 col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 15

Cette étude s'est tout d'abord intéressée aux aspects historiques de la culture de légumineuses en France, pour mieux comprendre les facteurs qui ont conduit à la situation actuelle, à savoir peu de surfaces cultivées malgré ses avantages agro-environnementaux et alimentaires. Elle s'est attachée ensuite à évaluer dans quelle mesure les légumineuses pourraient se substituer au tourteau de soja en alimentation animale. Selon les filières, différentes alternatives à cette matière première ont été envisagées, puis intégrées dans un unique scénario. Dans un dernier temps, les coûts et les bénéfices macro-économiques engendrés par l'adoption de ce scénario ont été estimés, afin d'analyser si la réduction des avantages comparatifs révélés de la production céréalière pourrait être justifiée par des gains environnementaux liés à la culture de légumineuses.

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- 20709 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 LEMAITRE CURRI (E)  
**Sécuriser des engagements environnementaux. Séminaire d'échange sur les outils fonciers complémentaires à l'acquisition.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Securiser-des-engagements.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 58 p., ann.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 82

*Le 26 juin 2012 s'est tenu un séminaire d'échanges sur les outils fonciers susceptibles de sécuriser dans la durée des engagements environnementaux. Ce séminaire a réuni praticiens et experts autour des questions suivantes : les outils fonciers dont nous disposons permettent-ils de sécuriser efficacement et durablement des engagements environnementaux ? Avons-nous besoin de les améliorer ? Devons-nous chercher à innover juridiquement ? Le droit français le permet-il ? Quelles seraient, pour cela, les pistes les plus prometteuses et les moyens à mettre en œuvre ?*

*Ce séminaire a été organisé par le ministère du Développement durable à partir des réflexions d'un groupe de travail, réunissant le Commissariat général au développement durable, la Direction de l'eau et de la biodiversité, le Conseil général de l'environnement et du développement durable, la Direction des infrastructures de transports et la Direction des affaires juridiques.*

## AMENAGEMENT CONSTRUCTION – LOGEMENT

- 20685 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
KATOSSKY (A), MARICAL (F)  
**Préférences des ménages en matière de logement : résultats d'une enquête par expérience de choix.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Preferences-des-menages-en-matiere.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 48 p., tabl., graph., bibliogr., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 80*
- Cette étude repose sur une enquête auprès de 3 800 Français de moins de 65 ans, réalisée par Internet en novembre 2010. Le dispositif consistait à proposer à chaque individu interrogé de choisir le logement qu'il préférerait parmi trois logements possibles, décrits par des caractéristiques telles que la surface habitable, la proximité au centre-ville ou au lieu de travail, le mode de chauffage, l'isolation, etc.*  
*L'exploitation économétrique de ces « expériences de choix » révèle notamment en moyenne une préférence marquée pour l'habitat individuel. Ces préférences apparaissent néanmoins très hétérogènes selon l'âge, le revenu, la zone d'habitat (centre-ville, banlieue, etc.) ou les habitudes propres à chaque personne. Cette hétérogénéité des préférences constitue un enjeu majeur en termes d'effets redistributifs pour les politiques qui chercheraient à limiter l'étalement urbain, comme le suggère les simulations conduites à titre exploratoire dans cette étude.*
- 20710 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
PENOT ANTONIOU (L), ZOBIRI (R)  
**Les déterminants de la température de chauffage adoptée par les ménages.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-determinants-de-la-temperature.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 40 p., tabl., graph., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 83*
- Cette étude présente les travaux économétriques réalisés pour expliquer les températures de chauffage adoptées par les ménages dans leurs logements sur la base d'une enquête réalisée par l'Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur. L'objectif est de comprendre les déterminants des températures adoptées et, en particulier, les raisons pour lesquelles les ménages chauffent à une température supérieure à celle recommandée par la loi (19°C).*
- 20031 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BLAUDIN DE THE (C)  
**Type d'habitat et bien-être des ménages.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Type-d-habitat-et-bien-etre-des.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Type-d-habitat-et-bien-etre-des.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 18 p., ann., tabl., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 63*
- La présente étude s'appuie sur l'enquête logement 2006 de l'Insee pour brosser un portrait de la ville désirable selon les ménages.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
MARCUS (V), MEILHAC (C), PENOT ANTONIOU (L)  
**Le crédit d'impôt développement durable : 1,4 million de bénéficiaires en 2010, très majoritairement propriétaires de maisons individuelles.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-credit-d-impot-developpement.29859.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 147, p. 1-4, graph., tabl.  
01/10/2012
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CLERC (ME), MARCUS (V), MAUROUX (A)  
**Le recours au crédit d'impôt en faveur du développement durable. Une résidence principale sur sept rénovée entre 2005 et 2008.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-recours-au-credit-d-impot-en.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-recours-au-credit-d-impot-en.html)  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 65, p. 1-4, tabl., cartes, graph.  
01/10/2010
- Paru également dans INSEE Première n° 1316 - octobre 2010.*



- 18776 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
PENOT ANTONIOU (L), TETU (P)  
**Modélisation économétrique des consommations de chauffage des logements en France.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Modelisation-econometrique-des.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Modelisation-econometrique-des.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 18 p.  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 21
- Cette étude a pour objectif de définir une fonction de demande d'énergie finale pour le chauffage des ménages en France. Basée sur une approche économétrique, elle met en évidence les principales variables qui expliquent la consommation de chauffage des ménages français (climat, énergie de chauffage et son prix, surface, etc.) et quantifie leurs influences relatives.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CALVET (L), MARICAL (F)  
**Le budget "énergie du logement" : les déterminants des écarts entre les ménages.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-budget-energie-du-logement-les.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-budget-energie-du-logement-les.html)  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 56, p. 1-4, graph., tabl.  
01/06/2010
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
QUATRESOUS (S), TRILLAT (D)  
**L'activité et l'emploi de la construction : un début de repli en 2008 qui s'accroît en 2009.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-activite-et-l-emploi-de-la.6245.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Construction n° 23, p. 1-8, tabl., graph.  
01/07/2009

## AMENAGEMENT URBANISME – VILLES

- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CHARREYRON PERCHET (A), RIPOLL (S)  
**L'offre française "ville durable" à l'international.**  
The French offer to promote sustainable cities at international level.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-offre-francaise-ville-durable-a.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 186, p. 1-4  
01/06/2014
- 19492 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
ADAGE Environnement  
BRIOT (F), KUHN (S), OLIVETO ERVITI (N), PHELEP (M), THIOLLIÈRE (B)  
**L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme. Le Guide.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/L-evaluation-environnementale-des.25703.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-evaluation-environnementale-des.25703.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 60 p., schémas, bibliogr.  
col. : *Références*
- L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme est une démarche qui contribue au développement durable des territoires. Le fait d'interroger l'opportunité des décisions d'aménagement en amont de la réalisation des projets s'inscrit dans un objectif de prévention des impacts environnementaux et de cohérence des choix. L'objectif de ce guide est de donner aux collectivités qui élaborent leur document d'urbanisme les éléments pour comprendre les objectifs et l'intérêt de l'évaluation environnementale, et les clés pour conduire efficacement cette démarche d'apparence complexe. Il concerne les SCOT et les PLU. Le guide s'organise en deux parties et un jeu de fiches. La première partie expose les fondements de l'évaluation environnementale, ses objectifs, principes, ainsi que le rôle des différents acteurs impliqués dans la démarche. La seconde partie décrypte la conduite d'une évaluation environnementale.*

- 19491 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BLAUDIN DE THE (C)  
**Impact de la LGV Est sur le prix de l'immobilier.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Impact-de-la-LGV-Est-sur-le-prix.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Impact-de-la-LGV-Est-sur-le-prix.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - ann., graph., tabl.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 59*  
  
*Le premier tronçon de la ligne à grande vitesse Est européenne, 300 km entre Paris et Strasbourg, a permis depuis 2007 de relier ces deux villes en 2h30 au lieu de 4h auparavant. La présente étude porte sur l'éventuelle capitalisation des gains d'accessibilité dans les prix de l'immobilier du fait d'une plus grande attractivité des territoires desservis. Elle s'appuie sur une analyse économétrique des transactions immobilières réalisées en Champagne-Ardenne, en Lorraine et en Alsace, pour les années 2000, 2002, 2004, 2006 et 2008, recensées dans la base de données notariale Perval. Les résultats obtenus ne permettent pas de conclure à un effet TGV.*
- 18672 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CALVET (M)  
**Coûts et avantages des différentes formes urbaines. Synthèse de la littérature économique.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Couts-et-avantages-des-differentes.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Couts-et-avantages-des-differentes.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 28 p., graph., tabl., bibliogr., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 18*  
  
*Cette revue de littérature est réalisée afin de préparer une étude sur l'évaluation socio-économique des différentes formes de croissance urbaine. Elle présente les travaux existants qui se sont intéressés à la question de la forme urbaine optimale d'un point de vue socio-économique ou du développement durable. Le plus souvent, ces études ont porté sur un seul aspect de la question. Elles permettent néanmoins d'alimenter le débat existant sur les atouts et inconvénients d'une ville compacte comparée à une ville étalée et d'orienter l'action publique.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BOUCHRA (Y)  
**Les opérateurs de services urbains en France (2004-2006).**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-operateurs-de-services-urbains.6227.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 22, p. 1-4, graph., tabl.  
01/07/2009

## DEVELOPPEMENT DURABLE

- 21774 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Les agendas 21 de demain. Fédérer, mobiliser, accompagner, pour une société plus durable.**  
[http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/A21\\_-\\_Levier\\_croissance\\_verte.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/A21_-_Levier_croissance_verte.pdf)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 8 p., graph.
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
QUATRESOUS (S), COQUELIN (S), EDME (R)  
**Pour un Investissement Socialement Responsable au service de la transition écologique.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Nouvel-article.33567.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 166, p. 1-4, graph., tabl.  
01/07/2013

- 18903 PREMIER MINISTRE, DELEGATION INTERMINISTERIELLE AU DEVELOPPEMENT DURABLE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Rapport relatif aux résultats 2009 des ministères au regard des indicateurs du dispositif financier mis en place dans le cadre de la démarche d'exemplarité des services de l'État au regard du développement durable. Exercice 2009.- Édition 2010.- 42 p.**  
**Bilan des plans pour une administration exemplaire.**  
 - Exercice 2010.- Édition 2011.- 54 p.  
 - Exercice 2011.- Édition 2013.- 83 p.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Bilan-des-plans-pour-une.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie., 2013
- La circulaire du Premier ministre du 3 décembre 2008 "relative à l'exemplarité de l'État au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et de ses établissements publics" définit des actions visant à rendre les achats et la politique de l'État employeur plus responsables. Le dispositif « État exemplaire » piloté par le Commissariat général au développement durable met en œuvre les recommandations fixées par cette circulaire.*
- Exercice 2009  
*Chaque ministère a dressé un bilan des actions structurantes et des efforts réalisés dans le cadre de son plan "administration exemplaire" (PAE) mis en place courant 2009, ainsi que les résultats obtenus au regard des huit indicateurs fixés par la circulaire du Premier ministre du 11 mars 2010 relative au dispositif financier incitatif accompagnant cette démarche d'exemplarité. Ce rapport présente les résultats obtenus par chacun des ministères.*
- Exercice 2010  
*De très nettes avancées ont été enregistrées sur les actions que les indicateurs du dispositif financier ont évaluées, dans le domaine du bâtiment et de l'énergie, des déplacements, des achats courants. La formation et la communication sur le développement durable permettent de modifier le comportement des agents. Un état des lieux des clauses sociales dans les marchés publics accompagne les politiques d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.  
 Dans de nombreux cas, les administrations ont dépassé les progrès demandés, y compris dans des domaines non liés au dispositif financier (bilans carbone, formation à l'éco-conduite, visio-conférences).*
- Exercice 2011  
*Le bilan du troisième exercice de ce dispositif témoigne de la bonne appropriation par les ministères des préoccupations de développement durable dans leur fonctionnement : achat durable, économies d'énergie, mobilité, recherche de la parité... Grâce à l'évaluation des progrès réalisés et la diffusion des bonnes pratiques par les acteurs du changement, les administrations publiques progressent ensemble vers le développement durable.*
- 20886 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Projets territoriaux de développement durable et Agendas 21 locaux.**  
**A - Cadre de référence.- 32 p.**  
**B - Les acteurs locaux et leurs projets territoriaux de développement durable - Éléments de démarches et pistes pour l'action.- 162 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Projets-territoriaux-de.27152.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013
- La mise en œuvre du développement durable à l'échelle des collectivités territoriales et de leurs groupements passe souvent par la réalisation d'un « Agenda 21 local », programme d'action déclinant, au niveau du territoire, l'Agenda 21 adopté par les pays réunis à la Conférence de Rio en 1992.  
 Le premier document propose un cadre de référence pour aider à la mise en place de ces projets. Il définit le projet territorial de développement durable et ses finalités et précise les éléments de la démarche.  
 Le second document est composé de trois parties : une première relative à la gouvernance d'une démarche de développement durable territoriale, une deuxième qui vise l'exemplarité de la collectivité territoriale et une troisième qui s'organise autour de dix thèmes d'action publique.*

- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
FOURNIS (S)  
**Les agendas 21 locaux et projets territoriaux de développement durable. Pour des territoires et des villes durables.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-agendas-21-locaux-et-projets.25001.html>  
CGDD plaquette, p. 1-4  
01/12/2013
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CARLIER (AL), FOURNIS (S)  
**Coopération décentralisée et agenda 21 local : deux démarches en synergie au service du développement durable des territoires.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Cooperation-decentralisee-et.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 146, p. 1-4  
01/10/2012
- 18842 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BARDOU (M)  
**De la stratégie à l'évaluation : des clés pour réussir un Agenda 21 local. Référentiel pour l'évaluation des projets territoriaux de développement durable.- 2011.**  
From strategy to evaluation : keys to the success of a local Agenda 21 program. Reference database for the assessment of regional sustainable development projects.- 2012.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/De-la-strategie-a-l-evaluation-des.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 42 p., tabl.  
col. : *Références*  
  
*Outil destiné aux collectivités engagées dans un projet de développement durable de leur territoire, ce référentiel a pour objet de les aider à mettre en valeur, grâce à une démarche d'évaluation stratégique, la plus-value apportée par l'agenda 21, sa capacité à transformer le territoire et à faire évoluer les pratiques des acteurs impliqués (élus et agents de la collectivité, partenaires économiques, associatifs, institutionnels, habitants du territoire).*
- 20297 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Premiers éléments méthodologiques pour l'élaboration du rapport sur la situation en matière de développement durable à l'usage des collectivités territoriales et EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Premiers-elements-methodologiques.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 36 p., tabl., ann.  
col. : *Références*  
  
*Le décret d'application de la loi Grenelle II portant engagement national pour l'environnement rend obligatoire la rédaction d'un rapport sur la situation en matière de développement durable pour toutes les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants.*  
*Le présent document a pour objet de faciliter l'élaboration et la rédaction d'un tel rapport. Il présente la lettre et l'esprit du texte de loi et de son décret, développe le contenu d'application, précise le calendrier, propose des éléments de méthode, répond aux questions les plus fréquemment posées par les collectivités territoriales et fournit les références disponibles.*
- 17865 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Projets territoriaux de développement durable et Agendas 21 locaux reconnus. Appel à reconnaissance.**  
- 3ème session. Novembre 2008.- 81 p.  
- 4ème session. Juin 2010.- 93 p.  
- 5ème session. Avril 2011.- 117 p.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Projets-territoriaux-de.26867.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011  
col. : *Références*

*Le ministère de l'Écologie a lancé depuis 2006 un appel à reconnaissance, afin de valoriser les projets territoriaux de développement durable répondant à un cadre de référence national. Chaque session présente une trentaine de projets qui répondent aux cinq finalités du développement durable et à une démarche rigoureuse, concernant l'essentiel des politiques de la collectivité et assurée d'une mise en œuvre effective.*

*Pour chaque collectivité territoriale (commune, ville, structure intercommunale, pays, département ou région) sont décrits le contexte et la démarche du projet, le regard des experts et des exemples d'actions.*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BARDOU (M), BRAILLON (C), FOURNIS (S), JOURDAN (Y), SENNA (P)

**L'Agenda 21 local, projet de société du 21<sup>ème</sup> siècle pour des villes et territoires durables.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/L-Agenda-21-local-projet-de.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-Agenda-21-local-projet-de.html)

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 57, p. 1-4, cartes  
01/06/2010

## ECONOMIE

20659 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
EXPERT (F), LEMAITRE CURRI (E)  
**Les mécanismes de financement innovants.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-mecanismes-de-financement.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 90 p., bibliogr., tabl.  
col. : Références

*Depuis une décennie les mécanismes de financements innovants (MFI) se sont peu à peu imposés dans les négociations internationales comme une option pour contribuer au financement d'enjeux mondiaux en matière de développement et d'environnement. Le présent rapport dresse un panorama transversal de ces mécanismes étayé par des exemples et des fiches techniques présentant les principaux apports de la littérature internationale récente. Il propose une typologie des MFI, puis une lecture par type permettant de clarifier les concepts, puis par secteurs afin de montrer la place que ces mécanismes occupent dans les négociations internationales en cours. Enfin, il apporte un éclairage sur l'évaluation des MFI selon une analyse de leur rationalité économique et de leur efficacité dans un contexte de gouvernance internationale, sur des enjeux mondiaux.*

## ENERGIE ET TRANSPORT

19125 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CALVET (L), MARICAL (F)  
**Consommation de carburant : effets des prix à court et à long termes par type de population.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Consommation-de-carburant-effets.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Consommation-de-carburant-effets.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 36 p., graph., tabl., bibliogr., ann.  
col. : Etudes et documents du CGDD n° 40

*Cette étude présente des estimations de la sensibilité de la consommation de carburant des ménages aux prix à partir des enquêtes Budget de Famille de l'INSEE de 1985 à 2006. Une meilleure connaissance de ces effets est une aide à l'orientation des politiques publiques dans un contexte de hausse des prix qui semble inévitable à long terme. Elle permet, d'un point de vue environnemental, de prédire l'évolution de la consommation de carburant (et donc les émissions de CO<sub>2</sub>) consécutive à une hausse des prix ; et, d'un point de vue social, d'identifier les ménages qui ne sont pas en mesure d'adapter leur consommation de carburant et qui sont les plus pénalisés par une hausse de prix.*

## ENERGIE RENOUVELABLE

- 20684 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
VERGEZ (A), BLANQUET (P), GUIBERT (O DE)  
**Bilan carbone des biocarburants : vers une prise en compte des changements indirects d'affectation des sols.**  
Carbon footprint of biofuels : towards the gradual inclusion of indirect land use changes.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Bilan-carbone-des-biocarburants.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 13 p., bibliogr., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 79*
- L'article décrit le bilan carbone des biocarburants, puis explicite les mécanismes et les impacts des changements d'affectation des sols (CAS) liés au développement des cultures énergétiques. Deux études menées en France, finalisées en 2012, sont présentées. Elles confirment l'importance des CAS indirects liés au développement des biocarburants en France et dans l'Union européenne et convergent avec les études menées par la Commission européenne. Pour lutter contre les impacts des CAS indirects, quatre options stratégiques ont été envisagées par la Commission européenne : l'article en fait une analyse comparative qualitative.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
FLEURET (A)  
**L'acceptabilité sociale des éoliennes : des riverains prêts à payer pour conserver leurs éoliennes.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-acceptabilite-sociale-des.5682.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 12, p. 1-4, cartes, graph.  
04/04/2009
- 17718 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
FLEURET (A), TERRA (S)  
**L'acceptabilité sociale des éoliennes : des riverains prêts à payer pour conserver leurs éoliennes. Enquêtes sur quatre sites éoliens français.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/L-acceptabilite-sociale-des.5812.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-acceptabilite-sociale-des.5812.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 130 p., tabl., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 5*
- Cette étude, menée auprès de riverains de quatre sites (Mardyck, Bouin, Montjoyer, Souleilla), montre une grande acceptabilité des éoliennes, contrairement aux nuisances régulièrement invoquées. Sur chacun de ces sites, démanteler les éoliennes existantes provoquerait même une perte de bien-être social, évaluée à plusieurs dizaines de millions d'euros. Les projets d'implantation de ces sites semblent avoir été plutôt bien accueillis ; les résultats ne sont donc pas généralisables tels quels à l'ensemble des sites.*

## ENERGIE POLITIQUE DE L'ENERGIE

- 19421 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT  
GIRAUDET (LG), GUIVARCH (C), PENOT ANTONIOU (L), QUIRION (P)  
**Évaluation des mesures du Grenelle de l'Environnement sur le parc de logements.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-des-mesures-du-Grenelle.25163.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-des-mesures-du-Grenelle.25163.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 74 p., bibliogr., ann., tabl., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 58*
- La France s'est engagée à réduire les consommations d'énergie du parc des bâtiments existants et pour cela a mis en place un certain nombre de leviers réglementaires et incitatifs. Cette étude a pour objectif d'analyser l'impact de ces différents instruments sur la consommation d'énergie pour le chauffage. Mesures existantes et mesures supplémentaires sont évaluées grâce au modèle Res-IRF du CIRED qui prend en compte l'efficacité énergétique des logements et leur évolution dans le temps sous l'effet de rénovations ; il modélise également de façon originale les comportements de chauffage des ménages. Les premières simulations suggèrent que les politiques considérées ne suffisent pas à atteindre les objectifs ambitieux fixés par la France.*

- 18841 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CRINIER (R), REGNIER (A)  
**Guide du contrat de performance énergétique. Relatif aux ouvrages publics. A l'attention des personnes publiques et des opérateurs.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Guide-du-contrat-de-performance.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Guide-du-contrat-de-performance.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 20 p., schémas, ann.  
col. : *Références*
- Ce guide a vocation à accompagner et éclairer les acteurs publics qui souhaiteraient s'appuyer sur des contrats de performance énergétique (CPE) pour contribuer aux objectifs d'économie d'énergie dans les bâtiments publics, fixés par la Loi Grenelle 1.*

## ENVIRONNEMENT CHANGEMENT CLIMATIQUE

- 20206 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
DUBREUX (N), HARDELIN (J), LAFFORGUE (G)  
**Séquestration du carbone et politique climatique : éléments d'analyse économique. Partenariat CGDD et TSE.**  
Carbon sequestration and climate policy : an economic analysis. CGDD-TSE partnership.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Sequestration-du-carbone-et.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 10 p., ann., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 65*
- Le Commissariat général au développement durable (CGDD) et Toulouse School of Economics (TSE) ont organisé en septembre 2011 un séminaire. Ce document en présente les principaux enseignements concernant l'influence du captage-stockage du carbone sur le mix énergétique et le rythme d'extraction des différentes ressources énergétiques, l'intérêt d'utiliser simultanément taxe environnementale et subvention à la recherche et développement et les arbitrages qui résultent de la prise en compte des objectifs d'équité entre les générations.*  
*Ces conclusions confirment qu'une politique climatique est plus efficace si elle combine plusieurs instruments (taxe et subvention) et si elle est mise en place rapidement.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**L'impact de la récession économique sur les émissions de CO<sub>2</sub>: forte baisse en 2009, quelle évolution en 2010-2011 ?**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-impact-de-la-recession.5871.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 15, p. 1-4, graph., tabl.  
01/06/2009

## ENVIRONNEMENT DECHETS

- 21708 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
MEILHAC (C)  
**Quels sont les déterminants de la production des déchets municipaux ?**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quels-sont-les-determinants-de-la.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 36 p., tabl., bibliogr., ann., lexique  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 112*
- Les déchets municipaux sont les déchets produits par les ménages et les activités économiques et collectés par le service public municipal d'élimination des déchets (déchets collectés séparément, déchets occasionnels tels qu'encombrants ou déchets verts, ordures ménagères résiduelles) auxquels s'ajoutent les propres déchets de la collectivité (nettoyement, assainissement...). La production d'ordures ménagères résiduelles s'élève en moyenne à 296 kg par habitant, celle des emballages, journaux et magazines à 46 kg et celle du verre à 30 kg.*  
*Ces productions moyennes cachent des disparités importantes entre les communes : en effet, outre ceux issus des ménages, les déchets municipaux proviennent également des activités économiques (établissements dont les déchets sont gérés par le service public de collecte) et des non-résidents (touristes notamment).*

*L'objectif de cette étude est de chiffrer les contributions de ces différents facteurs. Le mode de collecte, en porte à porte ou apport volontaire, a également son importance. L'étude discute chacun des résultats empiriques obtenus en proposant des pistes d'explication et présente une décomposition de la production de déchets sur quelques types de communes spécifiques.*

20766 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, DIRECTION GENERALE DE LA PREVENTION DES RISQUES, ADEME  
**Premier bilan de la réforme de la TGAP de 2009 et de la politique de soutien sur les déchets ménagers et assimilés.- 2011.- 167 p.**  
[http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT\\_AU\\_PARLEMENT\\_-\\_PREMIER\\_BILAN\\_REFORME\\_TGAP\\_DE\\_2009-doc.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT_AU_PARLEMENT_-_PREMIER_BILAN_REFORME_TGAP_DE_2009-doc.pdf)

**Gestion des déchets : bilans 2009-2012 de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et des soutiens de l'ADEME.- 2013.- 70 p.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Gestion-des-dechets-bilans-2009.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - ann., tabl., graph., bibliogr., cartes  
 col. : Références

*Le rapport 2013 fait le bilan de la réforme introduite en 2009 dans le dispositif de la TGAP déchets en abordant à la fois le volet taxe et son impact sur la gestion des déchets, ainsi que le volet recettes, et l'évolution des actions qu'elles permettent de financer. Il fait suite au premier bilan transmis au Parlement à l'automne 2011, dont il actualise les principales données.*

20205 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, DIRECTION GENERALE DE LA PREVENTION DES RISQUES, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE  
 ANDRIEU (M), GHEWY (X), MATHERY (C), NICKLAUS (D)  
**Lexique à l'usage des acteurs de la gestion des déchets.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Lexique-a-l-usage-des-acteurs-de.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 44 p., ann.

col. : Références

*Le présent lexique précise les termes introduits par la nouvelle législation à la suite de la Directive cadre sur les déchets.*

*Il est organisé autour de trois axes que sont la typologie des déchets, leurs modes de traitements et l'évaluation de la performance du système de gestion des déchets. Il est structuré en fiches thématiques contenant de nombreux exemples et contre exemples illustrant les définitions présentées.*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 NICKLAUS (D)

**Déclinaison des objectifs "déchets" du Grenelle de l'environnement au niveau local.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Declinaison-des-objectifs-dechets.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Declinaison-des-objectifs-dechets.html)

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 107, p. 1-4, graph., tabl.  
 01/12/2011

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 NICKLAUS (D)

**Les tonnages de réduction et de recyclage des déchets ménagers et assimilés attendus par la loi Grenelle 1.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-tonnages-de-reduction-et-de.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-tonnages-de-reduction-et-de.html)

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 66, p. 1-4, tabl., graph.  
 01/11/2010

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**La rénovation de la taxe sur les déchets ménagers : l'impulsion du Grenelle pour moins de déchets et plus de recyclage.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-renovation-de-la-taxe-sur-les-5939.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 16, p. 1-4, graph.  
 01/06/2009



## ENVIRONNEMENT

### DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
COURTEJOIE (N), WITTMANN (A), LANSIART (M), LEMAITRE (V)

**La séquence "éviter, réduire et compenser", un outil de préservation des milieux naturels.**

The mitigation hierarchy, a tool to preserve natural habitats.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-sequence-eviter-reduire-et.html>

Point sur - Economie et évaluation - Biodiversité n° 184, p. 1-4  
01/06/2014

*Voir aussi le guide méthodologique cote 20917 : Lignes directrices nationales sur la séquence éviter, réduire et compenser les impacts sur les milieux naturels.*

21570

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
COURTOISIER (P), GAUBERT (H)

**Analyse d'une méthode d'évaluation d'un dommage environnemental : la méthode ressource-ressource européenne.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Analyse-d-une-methode-d-evaluation.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 34 p., ann., bibliogr., graph., tabl., schémas  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 104

*La Loi Responsabilité Environnementale du 1er août 2008 (LRE) préconise la réparation intégrale et en nature de certaines atteintes à l'environnement. Pour cela, elle privilégie le recours aux méthodes d'équivalence service-service et ressource-ressource élaborées par les États-Unis dans les années quatre-vingts et adaptées au contexte européen par la Commission européenne, en 2008.*

*Si la méthode européenne service-service ne semble pas poser de problème d'application, la méthode européenne ressource-ressource est plus délicate à utiliser, en raison notamment du manque de données sur le rythme de régénération d'un milieu (durée nécessaire à un milieu endommagé pour revenir à son état avant perturbation). A l'heure actuelle, seul le rythme de régénération des cours d'eau en Europe est connu et c'est donc en priorité aux milieux d'eau douce que la méthode européenne ressource-ressource pourra être appliquée. Pour les autres écosystèmes, la méthode ressource-ressource américaine semble la plus appropriée, tout au moins à court terme, le temps de compléter les connaissances sur ces milieux.*

18863

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
PHELEP (M), LABELLE (C), MAUREL (C), DECHET (S), FAVRE (S), GARRIGOU (O),  
LE BRIS (C)

**Rapport sur l'activité de l'autorité environnementale locale en :  
2009, 2010, 2011, 2012.**

**Rapport sur l'activité des autorités environnementales locales en 2013.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Rapport-sur-l-activite-des.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 54 p., graph., ann, lexique.

*L'évaluation environnementale vise à prendre en compte les enjeux environnementaux au moment de la conception des plans et programmes et des projets. Elle contribue à éclairer les choix de développement et leurs impacts sur l'environnement.*

*L'autorité environnementale est exercée par les préfets, qui s'appuient sur les DREAL (directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement), pour toutes les opérations, qui font l'objet d'une décision locale et qui ne sont pas réalisées par le ministère de l'écologie. Dans les autres cas, l'autorité environnementale est exercée par le CGEDD (conseil général de l'environnement et du développement durable) ou le ministre de l'environnement.*

*L'année 2012 est marquée par l'entrée en vigueur de la réforme des études d'impact avec, en particulier, l'introduction de l'examen au cas par cas, à l'issue duquel l'autorité environnementale détermine, pour certains types de projet, la nécessité ou non de réaliser une étude d'impact.*

*Le rapport 2013 contribue à documenter l'état des lieux sur l'évaluation environnementale. Les réformes de l'évaluation environnementale des plans et programmes et des documents d'urbanisme sont entrées en vigueur en 2013. C'est aussi la première année complète d'application de la réforme des études d'impact. Alors que les autorités environnementales rendaient jusqu'à présent des avis simples, non conclusifs, destinés à figurer dans le dossier soumis au public, elles prennent dorénavant des décisions ayant des effets directs sur la procédure d'instruction des projets ou d'approbation des plans et programmes.*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
COURTOISIER (P)

**L'équivalence pour la réparation des ressources. Analyse de la méthode ressource-ressource.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-equivalence-pour-la-reparation.html>

Point sur - Economie et évaluation - Risques n° 162, p. 1-4, tabl., graph.  
01/05/2013

20106 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE

**EMAS. Votre engagement pour l'environnement.**

**Éditions 2012, 2013.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/EMAS-votre-engagement-pour-l.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/EMAS-votre-engagement-pour-l.html)

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 8 p.

*EMAS (Eco-Management and Audit Scheme ou système de management et d'audit environnemental) est un règlement européen d'application volontaire, permettant à tout type d'organisation d'évaluer, de publier et d'améliorer sa performance environnementale. Cette plaquette présente EMAS, le mode d'emploi pour obtenir l'enregistrement EMAS et des témoignages d'organisations qui ont choisi cette certification.*

20378 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
ORSINI (A), CASTILLO (M)

**Rapport sur l'activité de l'autorité environnementale du Commissariat général au Développement durable (CGDD)**

- en 2010.- Août 2012.- 23 p.

- en 2011.- Août 2012.- 16 p.

**Rapport sur l'activité de l'autorité environnementale du Ministre en 2012.- Juillet 2013.- 22 p.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Rapport-sur-l-activite-de-l-29397.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - ann., cartes, schémas, graph.

*L'obligation pour les projets soumis à étude d'impact de recueillir l'avis de l'autorité environnementale constitue un élément significatif pour la protection de l'environnement découlant de la législation européenne transposée en droit français.*

*Dans ses avis préparés par le Commissariat général au Développement durable (CGDD), l'autorité environnementale du ministre précise les éléments permettant d'améliorer le diagnostic environnemental du projet, la présentation des impacts, ainsi que celle des mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser ces impacts. Cette démarche vise à informer le public sur la manière d'améliorer le projet avant la décision d'autorisation.*

*2010 : Le rapport d'activité a été établi sur la base d'une analyse des avis rendus pendant la première année de fonctionnement de la formation d'autorité environnementale du CGDD. Il s'agit par exemple de certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) relevant du domaine de la défense, ou de projets situés sur le territoire d'un autre État et susceptibles d'avoir en France des incidences notables sur l'environnement.*

*2011 : Les dossiers examinés sont l'occasion de mettre en lumière quelques points de vigilance nouveaux, comme la bonne définition du programme de travaux, et la prise en compte des impacts cumulés avec d'autres projets connus.*

*2012 : Dix dossiers ont été examinés par l'autorité environnementale du ministre. Si les projets en cause soulèvent moins de problèmes de fond qu'en 2011, il reste que l'appropriation de la démarche environnementale et la lisibilité des dossiers peuvent encore être améliorées pour que les dossiers puissent être pleinement satisfaisants.*

- 20917 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, CETE Lyon, DIRECTION GENERALE DE L'AMENAGEMENT DU LOGEMENT ET DE LA NATURE  
HUBERT (S), MORANDEAU (D)  
**Lignes directrices nationales sur la séquence éviter, réduire et compenser les impacts sur les milieux naturels.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Lignes-directrices-nationales-sur.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 229 p., tabl., schémas, bibliogr., lexique  
col. : *Références*
- Les lignes directrices constituent un document méthodologique, élaboré par un groupe de travail réunissant l'ensemble des parties prenantes concernées par la prise en compte de la protection de l'eau et de la biodiversité dans les projets d'aménagement et les documents de planification.*  
*Il s'agit de transcrire dans les pratiques, les obligations découlant des textes législatifs et réglementaires sur l'évitement, la réduction et la compensation des impacts sur les milieux naturels. Les lignes directrices précisent de manière pragmatique les principes qui guident cette séquence ainsi que les méthodes mobilisables pour la mettre en œuvre, dans l'objectif de conserver globalement la qualité environnementale des milieux, et si possible d'obtenir un gain net lorsque l'état de ces milieux est dégradé.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
MORANDEAU (D), JEANDEL (C)  
**Compenser les atteintes à la biodiversité : l'expérience américaine des banques de zones humides.**  
Compensating for damage to biodiversity : the American experience of wetlands banks.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Compenser-les-atteintes-a-la.29260.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 134, p. 1-4, graph.  
01/08/2012
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
MORANDEAU (D), VILAYSACK (D)  
**Compenser les atteintes à la biodiversité : expériences internationales et enseignements pour la France.**  
Compensating for damage to biodiversity : international experiments and lessons for France.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Compenser-les-atteintes-a-la.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 133, p. 1-4, cartes  
01/08/2012
- 20379 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
MORANDEAU (D), VILAYSACK (D)  
**La compensation des atteintes à la biodiversité à l'étranger. Étude de parangonnage.**  
Compensating for damage to biodiversity : an international benchmarking study.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-compensation-des-atteintes-a-la.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 132 p., bibliogr., cartes, ann., tabl.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 68*
- En France, la mise en œuvre des mesures compensatoires est jugée insuffisante notamment faute de méthodologie et de suivi. Pour accompagner le renforcement actuel du cadre réglementaire et méthodologique français sur la compensation, une consultation a été menée en 2011 auprès de 29 pays pour connaître leurs pratiques de compensation, identifier les obstacles et les solutions appliquées.*  
*Les réponses fournies ont été croisées avec la bibliographie existante. Elles ont permis d'établir un panorama des cadres légaux et institutionnels, des modalités de compensation, des mécanismes de marché et des méthodes élaborées pour évaluer les pertes et les gains écologiques dans les pays étudiés.*

- 20402 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, CETE Lyon  
**La loi responsabilité environnementale et ses méthodes d'équivalence. Guide méthodologique. Édition papier et cédérom.**  
 The environmental liability law (ELL) and the equivalency methods. Methodological guide.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-loi-responsabilite.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 128 p., ann., lexique, bibliogr., graph., schémas col. : *Références*  
*La loi sur la responsabilité environnementale (LRE), en vigueur depuis le 27 avril 2009, établit un cadre de responsabilité environnementale fondé sur le principe du pollueur-payeur. Un exploitant responsable d'un dommage concerné par la LRE doit réparer les dégâts occasionnés en nature, en menant sur le terrain, les opérations de réparation adéquates, à un coût raisonnable pour la société. Toute compensation financière est explicitement exclue.*  
*Le présent guide précise les termes introduits par cette loi et s'adresse aux acteurs potentiellement concernés par la LRE : services de l'État, collectivités territoriales, exploitants, experts (scientifiques, assureurs, juristes...), associations de protection de l'environnement, etc. Il est constitué de deux parties : la première partie aborde le dispositif issu de la loi et la seconde partie détaille les méthodes à employer et le processus à suivre pour déterminer les mesures de réparation qui doivent être mises en œuvre suite à un dommage écologique.*  
*Le cédérom comprend le guide méthodologique, une présentation pédagogique du guide, une application au cas de l'accident du gave d'Aspe et, comme outil d'aide à la décision, un logiciel de calcul des gains et pertes issus d'un dommage.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable HUBERT (S), MONNERY (J)  
**Le nouveau régime de responsabilité environnementale : les méthodes d'équivalence pour une réparation en nature.**  
 The new environmental liability mechanism : equivalence methods for « repairs in kind ».  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-nouveau-regime-de.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-nouveau-regime-de.html)  
 Point sur - Economie et évaluation - Risques n° 96, p. 1-4, graph., tabl.  
 01/09/2011
- 19319 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable GAUBERT (H), HUBERT (S), MONNERY (J)  
**Application des méthodes d'équivalence à la pollution accidentelle du Gave d'Aspe.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Application-des-methodes-d.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Application-des-methodes-d.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 118 p., cartes, bibliogr., ann., tabl., graph.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 47*  
*La Directive 2004/35/CE (DRE) et sa transposition dans la loi française (LRE) du 1er août 2008, créent un régime nouveau de responsabilité environnementale. L'exploitant d'une activité ciblée par la LRE qui cause des dommages environnementaux devra les réparer en nature, qu'il ait ou non commis une faute. La LRE préconise pour évaluer ces dommages, de privilégier les méthodes dites d'équivalence visant à compenser les pertes de ressources et/ou de services écologiques issues du dommage, à qualité, type et quantité équivalents à ceux du milieu avant accident. Lorsque ces méthodes ne peuvent s'appliquer, la LRE recommande dans un 2ème choix les approches dites par la valeur (en termes de bien être).*
- 19055 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable POLLET (G)  
**Pistes pour l'évolution de l'encadrement juridique des voies vertes.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Pistes-pour-l-evolution-de-l.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pistes-pour-l-evolution-de-l.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 16 p.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 36*  
*État des lieux : rappel des éléments existants, lacunes juridiques.*  
*Propositions de solutions pour un développement plus aisé des voies vertes.*

- 18711 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BAS (A), GAUBERT (H)  
**La directive "Responsabilité environnementale" et ses méthodes d'équivalence.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/La-directive-responsabilite.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-directive-responsabilite.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 172 p., graph., cartes, tabl., ann., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 19*
- La directive 2004/35/CE du 21 avril 2004 crée un régime de responsabilité environnementale. Elle vise à prévenir les dommages environnementaux en rendant les industriels financièrement responsables de la réparation des dommages que leur activité cause à l'environnement. La directive a également un objectif de prévention en cas de menace imminente de dommage : les industriels ont l'obligation de prendre des mesures nécessaires afin que le dommage ne se réalise pas.*  
*Pour l'application de cette directive, l'évaluation des dommages devra privilégier des méthodes "allant dans le sens d'une équivalence ressource-ressource ou service-service". Ces méthodes d'équivalence permettent de dimensionner un projet de restauration qui vise à compenser les pertes de ressources et/ou de services écologiques résultant d'un accident industriel.*

## ENVIRONNEMENT ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
LAVILLE (D)  
**L'écologie industrielle et territoriale, un levier pour mobiliser les acteurs de terrain en faveur de la transition écologique.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-ecologie-industrielle-et.39658.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 185, p. 4 p., schémas  
01/06/2014
- 21823 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
COMITE D'ANIMATION TERRITOIRE DURABLE ET ECOLOGIE INDUSTRIELLE  
DURET (B), VALLUIS (C), BLAVOT (C), COQUELIN (S)  
**Écologie industrielle et territoriales : le guide pour agir dans les territoires.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Ecologie-industrielle-et.41881.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 208 p., web, bibliogr., tabl., schémas  
col. : *Références*
- L'écologie industrielle et territoriale (EIT) répond à l'enjeu de transition écologique des territoires par son approche innovante, systémique et transversale d'optimisation des flux de matières (eau, énergie, déchets).*  
*Le Comité d'Animation Territoire durable et Écologie Industrielle (CATEI) réunissant ministères, collectivités locales, associations et entreprises, a co-construit avec les acteurs de terrain un guide méthodologique pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre de projets d'EIT.*  
*Ce guide donne des informations et conseils pour initier, mettre en place, développer et pérenniser des démarches d'EIT sur les territoires, en coordination étroite avec les projets stratégiques de développement durable menés par les acteurs publics locaux, et notamment les Agendas 21.*
- 21548 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
TERMIGNON (M), DEVAUX (J)  
**Évaluer les bénéfices issus d'un changement d'état des eaux (actualisation en vue du 2ème cycle Directive Cadre sur l'Eau).**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluer-les-benefices-issus-d-un.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 60 p., tabl., bibliogr., ann.  
col. : *Références*
- La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000 établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. Elle impose aux pays membres de l'Union Européenne le passage au bon état de leurs masses d'eau d'ici 2015.*

*Toutefois, compte tenu de la difficulté, pour certaines masses d'eau, d'atteindre cet objectif dans un délai si contraint, la DCE prévoit des mécanismes de dérogation, notamment pour des raisons de coûts disproportionnés (mesures à mettre en œuvre pour atteindre le bon état jugées trop coûteuses par rapport aux bénéfices attendus).*

*Pour pouvoir justifier ces dérogations pour motifs de coûts disproportionnés, il peut être utile d'avoir recours à des analyses coûts-bénéfices (ACB) à l'échelle de la masse d'eau. Actualisation du document « Évaluer les bénéfices issus d'un changement d'état des eaux » de 2007 (voir cote 18416), la présente étude propose une synthèse opérationnelle pour évaluer les bénéfices au sein de ces ACB. Est ainsi référencé au sein de cette publication un ensemble de valeurs de bénéfices marchands et non-marchands propres à un changement d'état des eaux.*

- 21778 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable MEILHAC (C), RECOULES (A)  
**La certification environnementale des établissements industriels s'accompagne de la diminution des pressions environnementales.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-certification-environnementale.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 34 p., tabl., graph., ann., bibliogr.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 118*

*Dans le cadre de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), de plus en plus d'entreprises s'engagent dans des pratiques de prise en compte des enjeux environnementaux auxquelles elles sont confrontées. Ceci passe notamment par la mise en place d'un système de management environnemental (SME), pouvant alors déboucher sur une certification de l'entreprise (norme ISO 14001 ou norme EMAS). L'objectif de l'étude est de caractériser les établissements certifiés ISO 14001 ou EMAS et de vérifier si la certification s'accompagne d'une diminution significative des pressions environnementales exercées.*

- 21739 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable SIMON (O), DARSEES (O), BEN MAID (A)  
**Monétarisation des biens, services et impacts environnementaux en appui à la décision : les nouveautés méthodologiques. Actes du séminaire du 19 décembre 2013.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Monetarisation-des-biens-services.41321.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 68 p., graph., tabl., bibliogr.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 116*

*Après trois premières éditions consacrées respectivement aux méthodes de valorisation économique des biens et services environnementaux (cote 19385), à la mise en œuvre de ces méthodes (cote 20532) et à l'utilisation des valeurs qui en découlent (cote 21315), l'édition 2013 du séminaire a poursuivi ce partage d'expérience et d'information en illustrant comment les nouveautés méthodologiques viennent en appui de la décision, tant celle des acteurs privés que dans le cadre de politiques publiques. Les domaines considérés concernent aussi bien la mesure de la dette environnementale que l'économie circulaire ou l'impact de l'environnement sur la santé.*

- 21361 CGDD Délégation au développement durable, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable ROUQUET (R), NICKLAUS (D)  
**Comparaison internationale des politiques publiques en matière d'économie circulaire.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Comparaison-internationale-des.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 53 p., schémas, ann.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 101*

*Le concept d'économie circulaire donne lieu à des approches et priorités différentes selon les pays. L'étude de comparaison internationale menée par le Commissariat général au Développement durable a pour objectif de fournir quelques pistes de réflexion aux débats en cours sur ce thème.*

*L'étude analyse les politiques publiques et les initiatives d'acteurs menées dans quatre pays précurseurs sur ce sujet : le Japon, pays le plus souvent associé au concept des 3R (réduction, réutilisation et recyclage) en matière de politique des déchets ; l'Allemagne, un des premiers pays à adopter une loi s'inspirant des principes de l'économie circulaire et un programme national sur l'utilisation efficace des ressources ; les Pays-Bas qui ont intégré une approche cycle de vie en matière de gestion des déchets ; et la Chine, puissance émergente, qui a promulgué une loi de promotion de l'économie circulaire*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
DEVAUX (J)

**Avancées et enseignements pour la valorisation des services rendus par les zones humides.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Avancees-et-enseignements-pour-la.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 157, p. 1-4, tabl., graph.  
01/03/2013

20971

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, MINISTERE DE L'ECONOMIE Direction générale du Trésor  
DRON (D), FRANCO (T), EDME (R), MASSE (E), CELESTIN URBAIN (J)

**Livre blanc sur le financement de la transition écologique. Mobiliser les financements privés vers la transition écologique.**

White paper on financing ecological transition. Mobilising private finance for Ecological Transition Directorate General of the Treasury.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-livre-blanc-sur-le-financement.35714.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 38 p.

*Ce Livre blanc a pour vocation de contribuer à mettre la France sur la trajectoire de l'excellence écologique. Recouvrant de nombreux enjeux macro-économiques et sectoriels, la transition écologique intervient au moment où de nombreux investissements lourds doivent être renouvelés (énergie, bâtiments, eau, assainissement, transports) pour les quarante années à venir dans la plupart des pays industrialisés. Elle implique de les adapter d'ores et déjà aux conditions écologiques qui prévaudront sur leur durée de vie. Les États ne sauraient assumer seuls cette phase d'investissement. Il s'agit donc d'orienter, par des signaux adaptés, les choix d'investissement, de consommation et d'épargne dans un sens favorable à la préservation de l'environnement.*

*Les 63 propositions du Livre blanc reposent sur 4 grands principes :*

- améliorer la prévisibilité et les signaux fournis aux acteurs par le cadre réglementaire et les outils économiques ;*
- compléter les outils existants par d'autres instruments ciblés pour mobiliser les financements publics et privés vers la transition écologique ;*
- renforcer la prise en compte des enjeux extra-financiers de la transition écologique (critères ESG, environnementaux, sociaux et de gouvernance) chez les financeurs, investisseurs et émetteurs, publics et privés ;*
- renouveler le cadre intellectuel des pratiques des acteurs autour des objectifs et du financement de la transition écologique.*

20706

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
MARCUS (V), DUBOUCHER (P), BEN MAID (A), DEVAUX (J), NICKLAUS (D), CALVET (M), POUPARD (C)

**La fiscalité environnementale en France : un état des lieux.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-fiscalite-environnementale-en.32074.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 46 p., ann., bibliogr.

col. : Références

*Les taxes environnementales peuvent être distinguées en fonction de la problématique environnementale à laquelle elles s'appliquent : consommation de ressources, changement climatique et pollutions. En France, la fiscalité environnementale reste majoritairement assise sur les consommations énergétiques, principalement les énergies fossiles (à travers notamment les taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques pour un montant de 25,5 milliards d'euros en 2011). Les systèmes de malus perçus sur l'achat et la détention des véhicules les plus émetteurs de CO<sub>2</sub> ou la taxe générale sur les activités polluantes constituent quant à elles des exemples de fiscalité relative aux problématiques de changement climatique et de pollution.*

*En 2011, les taxes environnementales se sont élevées à 40 milliards d'euros, soit 1,9% du PIB, niveau nettement inférieur à la moyenne européenne qui s'établit à 2,4% du PIB. Elles constituent 4,2% des prélèvements obligatoires en France, contre 6,2 % en moyenne européenne.*

- 21315 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
TARAYOUN (T)  
**Monétarisation des biens et services environnementaux. Quelles utilisations pour les politiques publiques et les décisions privées ? Actes du séminaire du 13 décembre 2012.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Monetarisation-des-biens-et-35902.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 54 p., graph., tabl., bibliogr.

col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 98

*Le premier séminaire sur cette thématique organisé en 2010 a permis de faire le point sur les problématiques méthodologiques de la valorisation économique des biens et services environnementaux (cote 19385). La seconde édition, organisé en 2011, a été l'occasion d'aborder la mise en œuvre des méthodes de monétarisation à travers la présentation d'études de cas et de leurs résultats (cote 20532). Cette troisième édition a permis d'examiner la question de l'utilisation des valeurs issues de ces méthodes, aussi bien dans les politiques publiques que dans les décisions des acteurs privés, et de leurs finalités.*

- 21321 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Tour d'horizon sur l'éco-conception des produits.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Tour-d-horizon-sur-l-eco.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 12 p., graph.

*L'éco-conception consiste à intégrer la protection de l'environnement dès la conception des produits (biens ou services). Elle est aujourd'hui mise en œuvre dans de très nombreux secteurs comme l'électronique, l'automobile, l'aéronautique, les produits d'équipement et la plupart des produits de grande consommation.*

*Ce document présente la démarche, ses principes et ses bénéfices. Elle informe sur les aides attribuées aux entreprises en matière d'éco-conception, en particulier par l'ADEME. Enfin, elle montre le rôle de l'affichage environnemental des produits dans la diffusion de l'éco-conception, pour faciliter sa mise en œuvre par les entreprises et vulgariser ses résultats auprès des consommateurs.*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
GRIOT (A), LARRIEU (C), LE VERGER (F)

**Les filières industrielles vertes : une priorité de la mobilisation des pouvoirs publics.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-filieres-industrielles-vertes.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 126, p. 1-4, tabl., graph.  
01/05/2012

- 20530 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BOUSCASSE (H), DEFANCE (P), DUPREZ (C), STROSSER (P), BELEY (Y),  
MORARDET (S)

**Évaluation économique des services rendus par les zones humides. Le cas de la moyenne vallée de l'Oise.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-economique-des-services-30185.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 80 p., bibliogr., schémas, tabl., cartes

col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 76

*Le CGDD a cherché à évaluer les services rendus par les zones humides, tout d'abord en 2009 au travers d'un examen bibliographique des études existantes en France et à l'étranger, puis en 2010 au travers d'une étude sur la valeur économique des services rendus par les zones humides de trois sites tests : le Parc Naturel Régional des marais du Cotentin et du Bessin, la plaine alluviale de la Bassée et la moyenne vallée de l'Oise. Les résultats de la moyenne vallée de l'Oise sont présentés dans le présent document. La méthodologie de l'étude et les résultats des autres sites sont publiés dans les *Etudes et documents* n° 49, 50 et 77.*



*A la différence des travaux précédents, cette nouvelle étude a permis d'une part de prendre en compte un ensemble plus vaste de services rendus par les zones humides et, d'autre part, de conjuguer toutes les méthodes de monétarisation existantes afin de retenir pour chaque service la plus pertinente. La valeur économique totale des services rendus par les zones humides de la moyenne vallée de l'Oise s'établit dans une fourchette allant de 1200 à 3400 euros par hectare et par an. Les valeurs propres à chaque service rendu peuvent servir à construire des valeurs de référence et être intégrées dans des analyses coûts-bénéfices.*

- 20531 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable BOUSCASSE (H), DEFRANCE (P), DUPREZ (C), STROSSER (P), BELEY (Y), MORARDET (S)  
**Évaluation économique des services rendus par les zones humides. Le cas de la plaine alluviale de la Bassée.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-economique-des-services.30186.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 102 p., bibliogr., tabl., schémas, graph., cartes  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 77*

*Le CGDD a cherché à évaluer les services rendus par les zones humides, tout d'abord en 2009 au travers d'un examen bibliographique des études existantes en France et à l'étranger, puis en 2010 au travers d'une étude sur la valeur économique des services rendus par les zones humides de trois sites tests : le Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin, la moyenne vallée de l'Oise et la plaine alluviale de la Bassée. Les résultats de la plaine alluviale de la Bassée sont présentés dans le présent document. La méthodologie de l'étude et les résultats des autres sites sont publiés dans les Etudes et documents n°49, 50 et 76.*

*A la différence des travaux précédents, cette nouvelle étude a permis d'une part de prendre en compte un ensemble plus vaste de services rendus par les zones humides et, d'autre part, de conjuguer toutes les méthodes de monétarisation existantes afin de retenir pour chaque service la plus pertinente. La valeur économique totale des services rendus par les zones humides de la plaine alluviale de la Bassée s'établit dans une fourchette allant de 1300 à 6700 euros par hectare et par an. Les valeurs propres à chaque service rendu peuvent servir à construire des valeurs de référence et être intégrées dans des analyses coûts-bénéfices.*

- 20532 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Monétarisation des biens et services environnementaux : usages et pratiques. Actes du séminaire du 7 décembre 2011.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Monetarisation-des-biens-et.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 56 p., tabl., graph.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 78*

*Cette seconde édition du séminaire sur la monétarisation a abordé la mise en œuvre des méthodes de monétarisation à travers la présentation d'études de cas, pour en cerner les apports et les limites et en dégager des pistes d'amélioration. Plusieurs domaines des politiques environnementales ont été abordés : écosystèmes agricoles et forestiers, biodiversité, milieux aquatiques, déchets.*

*Première édition du séminaire : voir Etudes et documents n° 53.*

- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 BEN MAID (A), CALVET (M)  
**La redevance pour prélèvement d'eau : quelle utilisation pour la gestion quantitative de la ressource ?**  
 Tax on water abstraction : how can it be used in the quantity management of the resource ?  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-redevance-pour-prelevement-d.html>  
 Point sur - Economie et évaluation - Ressources n° 127, p. 1-8, graph., cartes  
 01/05/2012

- 20137 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, MINISTERE DE L'ECONOMIE  
**Le financement de la transition écologique. Actes du séminaire du 12 juillet 2012.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Seminaire-Le-financement-de-la.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 73 p.

Rassemblant environ 250 experts du monde académique, économique, public et associatif, ce séminaire s'est articulé autour de cinq tables rondes suivantes :

- le périmètre de la transition écologique et l'identification des besoins ;
- le rôle des critères extra-financiers et de l'investissement socialement responsable dans le financement de la transition écologique ;
- les mécanismes de financement innovants au service de la transition écologique : exemples territoriaux ;
- les mécanismes de financement innovants au service de la transition écologique : exemples étrangers ;
- quels signaux les pouvoirs publics peuvent-ils donner pour mobiliser les capitaux privés en faveur du financement de la transition écologique ?

19021

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable BOMMELAER (O), DEVAUX (J), NOEL (C), TREMBLAY (M)

**Le financement de la gestion des ressources en eau en France. Étude de cas pour un rapport de l'OCDE.- - Janvier 2011.- 72 p.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-financement-de-la-gestion-des.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-financement-de-la-gestion-des.html)

**Actualisation de janvier 2012.- 80 p.**

Financing water resources management in France. – A case study for an OECD report. January 2012 update.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-financement-de-la-gestion-des.26141.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2012

col. : *Etudes et documents du CGDD* n°33 et 62

*Cette étude explore les bénéfices d'une gestion des ressources en eau visant l'atteinte durable du bon état écologique. Après un rappel des fondamentaux hydrologiques, géographiques et institutionnels, le rapport explore les différents types de bénéfices liés à une gestion durable de l'eau, rassemble les données financières et présente les mécanismes de financement. Il montre que :*

- les anciens mécanismes de paiement de « l'eau par l'eau » et du « tout tarif » trouvent leurs limites : le buveur d'eau ne peut payer seul la résorption des pollutions de toutes les activités agricoles et économiques,
- la gestion quantitative préventive de la ressource devrait être renforcée et intégrée à la gestion de la qualité.

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable DEVAUX (J), MARICAL (F)

**Les méthodes et les valeurs de référence pour la valorisation des services rendus par les zones humides.**

Methods and reference values for valuation of services provided by wetlands.

[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-methodes-et-les-valeurs-de.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-methodes-et-les-valeurs-de.html)

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 97, p. 1-4, tabl., schémas. 01/09/2011

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable MEILHAC (C), MORANDEAU (D), PHANTARANGSI (M)

**Entreprises et biodiversité. Premiers résultats d'enquête.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Entreprises-et-biodiversite.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Entreprises-et-biodiversite.html)

Point sur - Economie et évaluation - Biodiversité n° 72, p. 1-4, graph. 01/02/2011

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable BAUDOUIN (M), QUATRESOUS (S)

**Entreprises et Biodiversité. EBEvie et Prix : deux actions phares pour sensibiliser et inciter à l'action.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Entreprises-et-Biodiversite-EBEvie.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Entreprises-et-Biodiversite-EBEvie.html)

Point sur - Economie et évaluation - Biodiversité n° 90, p. 1-4, schémas 01/06/2011

*Afin de favoriser la prise en compte de la biodiversité par les entreprises, le ministère a mis en place un outil de sensibilisation leur proposant des pistes d'actions en vue de limiter leurs impacts sur la biodiversité.*

*Cet outil, baptisé EBEvie, vise à aider les entreprises à comprendre les enjeux que la biodiversité représente pour elles. Il les guide pour évaluer leurs impacts ainsi que leurs liens de dépendance vis-à-vis de la biodiversité. Il leur propose des actions pour mieux intégrer la biodiversité dans leur stratégie de développement. Le ministère décerne aussi, depuis 2010, année internationale de la biodiversité, des prix récompensant les produits ou démarches particulièrement innovants en faveur de la biodiversité.*

- 19163 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable HARDELIN (J), MARICAL (F)  
**Taux d'actualisation et politiques environnementales : un point sur les débats.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Taux-d-actualisation-et-politiques.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Taux-d-actualisation-et-politiques.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 14 p., graph., tabl., bibliogr.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 42*
- La dégradation de l'environnement peut avoir des conséquences à court terme mais surtout à long, voire à très long terme. Pour être en mesure d'additionner des gains ou des pertes à différentes dates, il est nécessaire d'actualiser les valeurs futures. L'objectif de ce document est d'exposer les fondements théoriques qui sous-tendent l'actualisation. Ainsi s'il existe un taux d'actualisation qui reflète un arbitrage entre générations actuelles et générations futures, celui-ci ne résout pas à lui seul le problème de la prise en compte du long terme dans l'évaluation économique. Un aspect tout aussi crucial réside dans le choix des prix relatifs des biens environnementaux et de leur évolution dans le temps. Un autre aspect est la prise en compte de l'incertitude, qui constitue également un facteur susceptible de modifier le processus d'actualisation.*
- 19181 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, RDC Environnement NICKLAUS (D)  
**Monétarisation des impacts environnementaux liés au recyclage. Le cas des papiers/ cartons et des plastiques.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Monetarisation-des-impacts.22915.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Monetarisation-des-impacts.22915.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 270 p., tabl., graph., ann.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 44*
- Savoir dans quelle mesure les bénéfices environnementaux du recyclage justifient des surcoûts à supporter par la société est une question fondamentale pour le décideur public. La réponse à cette question passe par la réalisation d'une analyse coûts-bénéfices. Celle-ci nécessite d'attribuer une valeur monétaire à l'ensemble des coûts et bénéfices environnementaux. L'étude a conduit à donner une valeur monétaire aux impacts environnementaux du recyclage pour quatre types de papiers/cartons et six types de plastiques différents. Les résultats s'appuient sur la méthodologie présentée dans le guide de 2007 (cote 18016). Ils donnent des ordres de grandeur qui permettent d'orienter les politiques publiques en matière de recyclage mais aussi en vue de l'internalisation des coûts environnementaux de l'élimination afin de la tarifier à son vrai coût.*
- 19145 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, SYNDEX, ALPHA  
**Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie dans le contexte d'une économie verte.**  
**A - Document de synthèse - Avril 2011.- 104 p.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Gestion-previsionnelle-des-emplois.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Gestion-previsionnelle-des-emplois.html)  
**B - Étude complète - Juillet 2011.- 548 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Gestion-previsionnelle-des-emplois.23924.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - graph., tabl., ann., cartes  
 col. : *Références*
- Cette étude, présentée lors du séminaire des 4 et 5 mai 2010 rassemblant les représentants du patronat, des organisations syndicales de salariés et des administrations concernées, appréhende les mutations de l'emploi dans leur globalité, en ne se limitant pas aux secteurs pourvoyeurs d'emplois « verts » mais en pointant les risques de destruction d'emplois liés à la mise en œuvre du Grenelle, avec une analyse des retombées plus qualitative que quantitative et des approches typologiques de la vulnérabilité de certaines catégories de travailleurs au regard des possibilités de reconversion et de formation.*

- 19321 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, CEMAGREF, ACTEON, ECOVIA  
BELEY (Y), BOMMELAER (O), BOUSCASSE (H), DEFRANCE (P), DEVAUX (J), DUPREZ (C), MORARDET (S), STROSSER (P)  
**Évaluation économique des services rendus par les zones humides - Enseignements méthodologiques de monétarisation.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-economique-des-services.24313.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-economique-des-services.24313.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 216 p., tabl., graph., lexique, ann., cartes, bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 49*
- Le CGDD a cherché à évaluer les services rendus par les zones humides, tout d'abord en 2009 au travers d'un examen bibliographique des études existantes en France et à l'étranger (Etudes et documents n° 23), puis en 2010 au travers d'une étude sur la valeur économique des services rendus par les zones humides du Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin. Les conclusions de cette étude sont présentées dans le présent document. Un approfondissement de la question de la complémentarité des méthodes de monétarisation est publiée dans Etudes et Documents n°50.*
- A la différence des travaux précédents, cette nouvelle étude a permis d'une part de prendre en compte l'ensemble des services rendus par les zones humides et, d'autre part, de conjuguer l'ensemble des méthodes de monétarisation existantes afin de retenir pour chaque service la plus pertinente. Ainsi, la valeur économique totale des services rendus par ces zones humides s'établit dans une fourchette de 2400 à 4400 euros par hectare. Ces résultats sont en moyenne deux fois supérieurs aux chiffres recensés par l'étude réalisée en 2009. Les valeurs propres à chaque service rendu par les zones humides pourront servir de références et être intégrées dans des analyses coûts-bénéfices.*
- 19322 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
KATOSSKY (A), MARICAL (F)  
**Évaluation économique des services rendus par les zones humides - Complémentarité des méthodes de monétarisation.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-economique-des-services.24314.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-economique-des-services.24314.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 46 p., bibliogr., ann., tabl., cartes, graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 50*
- A la suite d'une étude sur la valeur économique des services rendus par les zones humides du Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin (Etudes et documents n° 49), le présent document approfondit la question de la complémentarité des méthodes de monétarisation.*
- Dans le cadre de l'étude, une enquête a été menée afin de mesurer le consentement à payer des ménages pour les marais du Cotentin et du Bessin. Cette enquête a la particularité d'avoir été construite dans le but de dégager des valeurs qui puissent être additionnées ou comparées avec celles obtenues avec d'autres méthodes de monétarisation appliquées aux mêmes services sur les mêmes sites.*
- 19385 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
ARNAUD (F), CALVET (L), DUBREUX (N), GAUBERT (H), HARDELIN (J), KATOSSKY (A), LAGARENNE (C), MARCUS (V), MARICAL (F), MORANDEAU (D), POUPARD (C)  
**Monétarisation des biens, services et impacts environnementaux. Actes du séminaire du 15 décembre 2010.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Monetarisation-des-biens-services.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Monetarisation-des-biens-services.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 94 p., ann., tabl., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 53*
- Précédé de la Revue du CGDD de décembre 2010 « Donner une valeur à l'environnement » (cote 19001), ce séminaire a notamment permis d'approfondir les points méthodologiques soulignés dans le rapport du Centre d'analyse stratégique « Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes » (2009) (cote 17692) : l'adéquation des méthodes, l'agrégation des valeurs, le transfert et la spatialisation de ces valeurs, le choix du taux d'actualisation et l'évolution des prix relatifs. Ces questions méthodologiques étant transversales à tous les domaines des politiques environnementales, elles ont été illustrées dans toutes les thématiques : eau, biodiversité, déchets, risques...*

- 19001 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BOMMELAER (O), CURRI LEMAITRE (H), GRANGEON (D), HARDELIN (J), KATOSKY (A), MARCUS (V), MARICAL (F), NICKLAUS (D), PAPPALARDO (M), POINT (P), TERREAUX (JP)  
**Donner une valeur à l'environnement : la monétarisation, un exercice délicat mais nécessaire. Fondamentaux et méthodologie. Cas d'application. Les limites, les manques, les approfondissements.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Donner-une-valeur-a-l.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Donner-une-valeur-a-l.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 84 p., graph., tabl., bibliogr.  
*Revue du CGDD – Décembre 2010*
- Nombre de biens et services environnementaux ne font pas l'objet d'échanges et n'ont donc pas de prix. L'environnement a pourtant une valeur : sa qualité est en effet une composante essentielle du bien-être des générations présentes et futures. La monétarisation est une technique d'analyse qui vise à révéler cette valeur, pour mieux prendre en compte les enjeux environnementaux dans les décisions publiques et les choix privés.*
- 18958 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Conservation et utilisation durable de la biodiversité et des services écosystémiques : analyse des outils économiques.**  
**Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Conservation-et-utilisation.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Conservation-et-utilisation.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 242 p., cartes, graph., tabl., ann., bibliogr.  
col. : *Références*
- Ce rapport présente, dans deux parties introductives, les défis posés par la conservation de la biodiversité, en France métropolitaine et d'Outre-mer. Il situe les outils économiques dans les politiques de protection de la biodiversité internationales, européennes et françaises. Il synthétise, dans une troisième partie, les travaux menés en France sur l'évaluation de la biodiversité et des services écosystémiques en présentant et en discutant les méthodes utilisées. Il analyse ensuite une trentaine d'outils économiques au service de la biodiversité, en faisant le point de leur utilisation en France et à l'étranger et en dégageant les principaux retours d'expérience. Enfin, il ouvre sur un ensemble de perspectives en débat pour une utilisation accrue de ces outils en France.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
AOUBID (S), GAUBERT (H)  
**L'évaluation économique des services rendus par les zones humides, un préalable à leur préservation.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/L-evaluation-economique-des.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-evaluation-economique-des.html)  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 62, p. 1-4, tabl., schémas  
01/09/2010
- 18780 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
AOUBID (S), GAUBERT (H)  
**Évaluation économique des services rendus par les zones humides.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-economique-des-services.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-economique-des-services.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 50 p., tabl., cartes, schémas, bibliogr., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 23*
- Cette étude montre que la politique de préservation de ces écosystèmes est justifiée au regard des bénéfices qu'elle procure à la société. Une étude bibliographique a analysé quinze études françaises et une néerlandaise. Les études françaises s'intéressent à des sites emblématiques, de taille importante, situés en métropole et représentant différents types de zones humides.*
- Un grand nombre de fonctions et services rendus, directs ou indirects, ont été pris en compte : approvisionnement en eau potable, exploitation des produits des zones humides (pêche, cultures), écrêtement des crues, soutien des étiages, services récréatifs et valeur de non-usage. Il a été montré qu'il est économiquement justifié d'acquiescer ces zones afin de les préserver.*

- 18860 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
FLEURET (A)  
**Les avantages liés à la restauration de milieux aquatiques voisins. La perception des ménages riverains.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-avantages-lies-a-la.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-avantages-lies-a-la.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 27 p., cartes, tabl., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 28*
- L'évaluation des bénéfices et des coûts de préservation des zones humides répond à un triple enjeu : évaluation économique des services rendus par les zones humides ; évaluation d'un patrimoine naturel indépendamment des services rendus (valeur d'existence) ; obligation légale d'évaluation des impacts des engagements Grenelle. La présente étude offre des éléments de réponse, notamment sur des questions de méthode. Son objectif est d'évaluer le consentement à payer des habitants pour la restauration de milieux aquatiques.*
- 17707 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CHEGRANI (P)  
**Restaurer les eaux souterraines : quels coûts ? Quels avantages ?  
Cas de la nappe de la craie de l'Artois et de la vallée de la Lys.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Restaurer-les-eaux-souterraines.5549.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Restaurer-les-eaux-souterraines.5549.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 98 p., schémas, tabl., ann., cartes  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 2*
- Cette étude propose une analyse coûts-avantages de la restauration d'une masse d'eau souterraine et s'inscrit dans le contexte de la Directive Cadre sur l'Eau.  
L'exemple retenu est jugé représentatif d'un bon nombre de masses d'eau souterraines qui n'atteindront pas le bon état écologique en 2015, de par sa morphologie et de par la dégradation de son état par les nitrates et les pesticides. Cela signifie que, malgré des efforts immédiats, la qualité des eaux souterraines ne pourra s'améliorer qu'à terme du fait de l'inertie du milieu et du temps de transfert des polluants.*

## ENVIRONNEMENT ET TRANSPORT

- 20315 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
REGNIER (A), TESSE (S)  
**Guide sur l'achat public de véhicules de transport routier.  
Comment prendre en compte leurs incidences énergétiques et environnementales conformément à la directive 2009/33/CE ?**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Guide-sur-l-achat-public-de.29031.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 38 p., tabl., ann.  
col. : *Références*
- Ce guide porte sur une catégorie d'achats, les véhicules de transport routier, pour lesquels l'Union européenne propose dans la directive 2009/33/CE une méthode de monétarisation des incidences énergétiques et environnementales. Cette directive européenne a été transposée en droit français, sous forme d'un article de loi, d'un décret et d'un arrêté, lors du premier semestre 2011. Ce guide vise à aider les acheteurs publics et les opérateurs économiques à mettre en œuvre cette réglementation.*
- 19332 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
LEGLISE (M)  
**Les émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules utilitaires légers.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-emissions-de-CO2-des-vehicules.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-emissions-de-CO2-des-vehicules.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 16 p., graph., tabl.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 51*
- Cette étude propose une évaluation des émissions en CO<sub>2</sub> des véhicules utilitaires légers (VUL) et compare leur évolution avec celle des voitures particulières et des poids lourds. L'évaluation est faite à partir des résultats de l'enquête 2006 sur les VUL (dernière enquête disponible) et à partir des comptes des transports de la Nation (CCTN) de 1990 à 2010. Elle montre que les émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules utilitaires légers ont représenté 17,7 millions de tonnes en 2005. La part des émissions liées aux VUL n'a cessé de croître au cours des vingt dernières années.*

## ENVIRONNEMENT MILIEU NATUREL

- 21654 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BEN MAID (A), DEVAUX (J), THAO KHAMSING (W)  
**Ressources en eau : perception et consommation des Français. Résultats d'enquête.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Ressources-en-eau-perception-et.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 78 p., graph., ann., tabl., cartes, schémas  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 106*
- Au cours des trente dernières années, la qualité des milieux aquatiques sur le territoire métropolitain s'est globalement améliorée. Pourtant, la consommation d'eau en bouteille a dans le même temps été multipliée par trois. Un tel décalage entre modes de consommation et état des ressources signifie-t-elle que les Français pensent que la qualité de l'eau se dégrade ? Quelles sont les raisons exactes qui les poussent à s'orienter de plus en plus vers l'eau en bouteille ?*
- Sur le plan quantitatif, plusieurs études tendent à montrer que la hausse de la demande en eau et le changement climatique aboutiront, à long terme, à une diminution de la quantité d'eau disponible. Face à cette tendance, les Français sont-ils prêts à accepter des changements dans leurs modes de consommation (réutilisation des eaux usées, des eaux de pluies) afin de diminuer la pression pesant sur la dimension quantitative de l'eau ?*
- Pour répondre, entre autres, à ces interrogations, le Commissariat Général au Développement Durable a lancé une enquête d'opinion auprès de la population française. La présente publication en restitue les résultats et en propose une lecture économique.*
- 19320 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
FONDATION POUR LA RECHERCHE SUR LA BIODIVERSITE  
AUBERTIE (S), MORANDEAU (D)  
**Pertinence et faisabilité de dispositifs d'accès et de partage des avantages en Outre-mer sur les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Pertinence-et-faisabilite-de.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pertinence-et-faisabilite-de.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 326 p., cartes, tabl., ann., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 48*
- Afin d'anticiper l'adoption d'un cadre international sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages issus de leur utilisation (APA) et de répondre au plan d'action outre-mer 2006-2010 de la première Stratégie nationale pour la biodiversité, le ministère du Développement durable avait lancé dès fin 2009 une étude sur la pertinence et la faisabilité d'un dispositif d'APA en outre-mer. La mise en œuvre de l'APA en France présente des enjeux majeurs, notamment dans les territoires d'outre-mer qui concentrent 80 % de notre biodiversité, à laquelle peuvent être associées des connaissances traditionnelles.*
- A partir de ces études de cas (Guyane, Nouvelle-Calédonie, Polynésie), des propositions ont été formulées par un panel d'experts sur :*
- le champ d'application d'un dispositif d'APA (types de ressources et d'utilisations visées) ;*
  - les acteurs concernés par l'APA (autorité compétente, correspondants, personnes publiques et privées pouvant agir comme fournisseurs) ;*
  - les procédures d'accès, de partage des avantages et leur contrôle.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
MEIGNIEN (P), MORANDEAU (D)  
**Vers des indicateurs de fonctions écologiques. Liens entre biodiversité, fonctions et services.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Vers-des-indicateurs-de-fonctions.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Vers-des-indicateurs-de-fonctions.html)  
Point sur - Economie et évaluation - Biodiversité n° 51, p. 1-4, schémas  
01/05/2010
- 18715 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE  
**Projet de caractérisation des fonctions écologiques des milieux en France.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Projet-de-caracterisation-des.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Projet-de-caracterisation-des.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 70 p., ann., tabl., cartes  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 20*

*La présente étude met en évidence la relation entre la biodiversité, les fonctions écologiques et les services rendus par les écosystèmes. La première phase de l'étude porte sur trois axes :*

- l'identification et la description de fonctions écologiques ;*
- l'élaboration d'une typologie des milieux en France, permettant d'appréhender les fonctions écologiques ;*
- l'élaboration de pistes pour des indicateurs de fonctions écologiques.*

## **ENVIRONNEMENT POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT**

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
HUBERT (Z)

### **Les conventions d'engagement volontaire, un partenariat Etat-Entreprises au service de la transition écologique.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-conventions-d-engagement.37394.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 182, p. 1-4  
01/01/2014

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BOSSAT (R), POUPARD (C)

### **La contribution de l'OCDE aux politiques environnementales.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-contribution-de-l-OCDE-aux.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 169, p. 1-4, cartes, tabl.  
01/07/2013

20667

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
POUPARD (C), BOSSAT (R)

### **Les engagements des pays membres de l'OCDE en matière de politiques environnementales.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-engagements-des-pays-membres.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 56 p., ann., bibliogr., web  
col. : *Références*

*L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a adopté de nombreuses recommandations pour une meilleure prise en compte de l'environnement dans les politiques publiques. Ces recommandations privilégient l'approche économique, qui constitue le principal savoir-faire de l'organisation. Après un rappel des principes de fonctionnement de l'OCDE, l'ensemble des recommandations et décisions est présenté sous la forme de fiches de synthèse thématiques, sur les politiques environnementales, les milieux, les pressions et nuisances, les secteurs d'activités, tourisme, énergie et transport.*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
LABELLE DEVILLE (C), PHELEP (M)

### **Le profil environnemental régional. Une référence pour les politiques publiques.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-profil-environnemental-regional.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-profil-environnemental-regional.html)

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 60, p. 1-4, cartes, schémas, tabl.  
01/07/2010

18809

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
CGDD Service de l'observation et des statistiques  
MUHLBERGER (S), NIRASCOU (F), PHELEP (M)

### **Profil environnemental régional. État des lieux et éléments de méthode.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Profil-environnemental-regional.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Profil-environnemental-regional.html)

Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 44, ann., cartes, bibliogr., schémas, tabl.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 25*

*Le profil est un document produit par les services déconcentrés du ministère chargé de l'Écologie. Il a pour objectif de mettre en valeur les enjeux environnementaux (biodiversité, eau, air, sols, paysage, énergie et aussi risques, déchets, bruit, santé...) de la région.*



*Permettant une lecture transversale et une mise en cohérence des politiques publiques, il peut servir de cadre pour l'évaluation environnementale des documents de programmation régionaux.*

*Le profil environnemental régional est un outil privilégié pour décliner les axes du Grenelle dans les territoires, faciliter le partage d'un diagnostic et d'un projet commun avec l'ensemble des acteurs dans une perspective de développement durable.*

18586

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Performances environnementales de la France.**

**Mise en œuvre 2005-2009 des recommandations de l'OCDE.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Performances-environnementales-de.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Performances-environnementales-de.html)

Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 82, graph., tabl.

col. : Références

*Ce rapport présente les résultats de l'examen à mi-parcours (2009) de la revue des performances environnementales de la France réalisées par l'OCDE en 2005. Il aborde les récentes avancées environnementales de la France et fait le point sur l'évolution des politiques nationales de l'environnement et du développement durable depuis l'examen de 2005. Il est axé sur les progrès réalisés par la France, recommandation par recommandation.*

## **ENVIRONNEMENT POLLUTIONS – NUISANCES**

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
DEVAUX (J)

**La crainte de pollution agricole et industrielle de l'eau du robinet coûte 300 millions d'euros par an aux ménages.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-crainte-de-pollution-agricole.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 187, p. 1-4, graph., schémas

01/06/2014

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
NICKLAUS (D), RAFENBERG (C)

**Pollution de l'air et santé : le coût pour la société.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pollution-de-l-air-et-sante-le.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 175, p. 1-4, graph.

01/10/2013

*Cet article est une synthèse de deux rapports :*

*– Santé et qualité de l'air extérieur. Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (cote 20336).*

*– Santé et qualité de l'air : bilan coûts-avantages des normes européennes d'émission de polluants pour les véhicules routiers. Les comptes des transports en 2011.- Tome 2.- Édition 2013 (cote 4011).*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
RAFENBERG (C)

**Pollution de l'air et santé : les maladies respiratoires et le coût pour le système de soin.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pollution-de-l-air-et-sante-les.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 176, p. 1-4, tabl.

01/10/2013

- 20708 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
MEURISSE (B)  
**Quelles valeurs monétaires pour les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique ? Enjeux, limites et perspectives.**  
**Document méthodologique.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quelles-valeurs-monetaires-pour.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 82 p., bibliogr., graph., tabl., lexique  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 81*
- Ce rapport expertise les valeurs monétaires de référence disponibles en France et dans l'Union Européenne pour chiffrer le coût des impacts sanitaires associés à la pollution de l'air. Comme le précise un récent rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (cote 20336), le coût de la pollution de l'air est, en effet, étroitement dépendant des valeurs monétaires de ces impacts sanitaires (mortalité, épisodes morbides), et en particulier, de la valeur statistique de la vie humaine. A partir d'une analyse approfondie de la construction des valeurs monétaires utilisées pour évaluer le coût de la pollution de l'air pour la santé, le rapport en précise les incertitudes et expose les précautions à prendre lors de leur utilisation. Il identifie également des pistes d'amélioration.*
- 20336 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
DEPOORTER (S), NIKLAUS (D), RAFENBERG (C)  
**Santé et qualité de l'air extérieur. Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Rapport-de-la-Commission-des.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 98 p., ann., bibliogr., graph., tabl.  
col. : *Références*
- Après une présentation des principales notions que recouvre la pollution de l'air, le rapport présente les différents liens qui ont pu être établis entre la qualité de l'air et différentes pathologies. Il s'attache ensuite à analyser quelques études qui ont permis d'établir un lien quantifié entre la pollution de l'air et la santé que ce soit en termes de mortalité ou en termes de morbidité. Ces impacts sanitaires se traduisent par des coûts pour la société : coûts des soins, perte de revenus liée à l'absentéisme, perte de bien être liée à l'inquiétude, à l'inconfort ou encore à la restriction des activités de loisir ou domestiques. D'importants travaux européens ont permis de proposer des valeurs pour un ensemble de ces coûts sanitaires. Sur la base de ces travaux, le rapport évalue entre 20 et 30 milliards d'euros (Mds €) par an le coût sanitaire lié à la qualité de l'air. Il s'agit pour l'essentiel de biens non marchands. La troisième partie du rapport est dédiée aux politiques d'amélioration de la qualité de l'air et à leurs instruments.*
- 19342 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BOMMELAER (O), DEVAUX (J)  
**Coût des principales pollutions agricoles de l'eau.**  
Assessing water pollution costs of farming in France.  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Couts-des-principales-pollutions.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Couts-des-principales-pollutions.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 26 p., cartes, tabl., ann., schémas  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 52*
- Cette étude analyse certaines dépenses entraînées par les pollutions agricoles diffuses dues aux apports excédentaires d'azote et de pesticides. Elle identifie :*
- des dépenses supplémentaires des ménages entraînées par les pollutions agricoles des captages d'eau potable qui ne concernent qu'une infime partie des ressources aquatiques polluées ;*
  - un premier inventaire partiel des autres impacts marchands de ces pollutions ;*
  - les coûts de dépollution de la ressource et des milieux aquatiques vis-à-vis des nitrates et pesticides agricoles transférés et accumulés dans ces milieux.*

## ENVIRONNEMENT RISQUES

- 21571 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
PEINTURIER (C)  
**Les déterminants du coût des catastrophes naturelles : le rôle du changement climatique en France.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-determinants-du-cout-des.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 32 p., ann., bibliogr., cartes, graph., tabl.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 103*
- Dans un contexte d'élévation rapide (à l'échelle géologique) de la température, des questionnements récurrents se posent sur l'impact du changement climatique sur les catastrophes naturelles et la nécessité d'anticiper les bouleversements à venir. Cette étude constitue une synthèse des réflexions et travaux menés au cours des dernières années par les experts économistes et techniques. Il s'agit d'abord d'expliquer, sur la base de ces travaux scientifiques, l'augmentation des coûts des risques naturels qui s'est produite au 21e siècle, et de discuter de l'influence du changement climatique dans cette augmentation. Il s'agit, ensuite, de déterminer quelles seront les conséquences possibles du changement climatique sur les aléas naturels en France au cours de ce siècle. La dernière partie examine les possibilités de quantifier sur le plan économique ces impacts futurs potentiels.*
- 21648 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
CGDD Service de l'observation et des statistiques, DIRECTION GENERALE DE LA PREVENTION DES RISQUES  
MAGNIER (C), CHRISTIN (N), PEINTURIER (C)  
**Analyse multicritères des projets de prévention des inondations.**  
**A - Guide méthodologique.-82 p.**  
**B - Annexes techniques.- 72 p.**  
**C - Fonctions de dommages submersions marines (tableur excel).**  
**D - Fonctions de dommages aux logements, cultures et établissements publics (tableur excel).**  
**E - DGPR.- Cahier des charges relatif à l'analyse multicritères.- 12 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Analyse-multicriteres-des-projets.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - ann., bibliogr., tabl., graph.  
col. : *Références*
- Ce guide méthodologique propose une méthode d'évaluation socioéconomique des mesures de prévention des inondations, basée sur une approche multicritères. Destiné aux porteurs des projets de gestion des inondations (collectivités, établissements publics territoriaux de bassins), aux DREAL et aux DDT ainsi qu'aux bureaux d'études qui travaillent avec eux, il fournit des recommandations et des outils pour évaluer le bien-fondé des mesures envisagées sur les territoires.*
- Ce guide synthétise les réflexions de deux groupes de travail sur les outils de l'évaluation monétaire et sur les indicateurs d'enjeux non monétaires. Il est accompagné par :*
- des annexes techniques qui apportent les outils méthodologiques (fiches indicateurs, courbes de dommages, exemples de cartes des enjeux),
  - deux tableurs excel sur les fonctions de dommages, l'un pour les submersions marines, l'autre pour les logements, cultures et établissements,
  - un cahier des charges relatif à l'analyse multicritères.
- 20911 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
GRISLAIN LETREMY (C), KATOSSKY (A)  
**Les risques industriels et le prix des logements.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-risques-industriels-et-le-prix.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 30 p., ann., tabl., cartes, bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 95*
- Le prix des logements peut diminuer du fait de la proximité d'installations industrielles. Cet effet dépend de la perception du risque par les riverains et est donc potentiellement modifié par des événements changeant la perception du risque, tels que les plans de prévention des risques technologiques. L'impact de ces plans est difficile à estimer, car les plans mis en œuvre en zones urbanisées sont récents. Cependant, l'analyse d'autres événements modifiant la perception du risque permet d'apporter des premiers éléments de réponse.*

*Les trois zones urbanisées étudiées sont situées à proximité d'installations industrielles des agglomérations de Bordeaux, Dunkerque et Rouen. La méthode des prix hédoniques permet d'estimer l'effet de la proximité des usines sur les prix des logements. Les résultats suggèrent que les écarts de prix ne sont modifiés ni par les incidents locaux, la catastrophe d'AZF, les dispositifs d'information, ni par la mise en place du régime d'assurance catastrophes technologiques.*

- 20910 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable NICKLAUS (D), CHAILLOU (D), CRESPIEN (N), PEINTURIER (C)  
**Les dépenses publiques et les bénéfices de la prévention des risques naturels.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-depenses-publiques-et-les.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 84 p., bibliogr., ann., tabl., graph., schémas  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 94*
- La France a engagé, depuis plusieurs années, une politique de prévention des risques naturels, qui se traduit notamment par des efforts financiers tant de l'État que des collectivités locales. Le présent rapport réalise une estimation des dépenses publiques de prévention des risques naturels en 2009. Il s'agit des dépenses liées aux mesures prises avant qu'un risque ne se produise dans le but de réduire les effets dommageables des phénomènes naturels que sont les inondations (y compris les submersions), les feux de forêts, les phénomènes liés à l'atmosphère (tempêtes/cyclones), les avalanches, les séismes, les éruptions volcaniques et les mouvements de terrain. Le rapport propose une méthodologie d'évaluation de ces dépenses publiques et une série de recommandations pour améliorer cette première estimation.*

- 21320 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable BEN MAID (A)  
**La sécurité liée à l'eau : gestion des risques et arbitrages.**  
 Water security : managing risks and trade-offs.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-securite-liee-a-l-eau-gestion.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 40 p., bibliogr., graph., cartes, tabl.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD n° 100*
- La sécurité liée à l'eau vise à prendre en compte deux enjeux liés à la gestion de l'eau : fournir un volume suffisant d'eau de qualité satisfaisante pour l'ensemble des usages (y compris pour les écosystèmes) et limiter les risques liés aux inondations et aux sécheresses. Après avoir dressé un état de la ressource en eau en France, le rapport montre que l'arbitrage des politiques publiques se fait entre les usages de l'eau, plus qu'entre les risques. Un arbitrage est également réalisé en faveur des actions préventives de gestion des risques plutôt que des actions dites curatives. Par ailleurs, un des points majeurs de la politique de l'eau est le recours systématique à la démocratie participative comme forme de gouvernance, via les Comités de bassin notamment. Le rapport montre que les politiques de gestion des risques, en France ou à l'étranger, jouent sur la complémentarité des instruments économiques et réglementaires, afin de répondre finement aux enjeux liés à une gestion intégrée de l'eau (gestion coordonnée des ressources et des milieux associés qui prend en compte les impacts non seulement environnementaux, mais également socio-économiques).*

## **ENVIRONNEMENT RISQUES – ASSURANCES**

- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable GRISLAIN LETREMY (C), PEINTURIER (C)  
**Le régime d'assurance des catastrophes naturelles en France métropolitaine entre 1995 et 2006.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-regime-d-assurance-des-16442.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-regime-d-assurance-des-16442.html)  
 Point sur - Economie et évaluation - Risques et assurance n° 54, p. 1-4, graph., cartes  
 01/05/2010

- 18740 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
GRISLAIN LETREMY (C), PEINTURIER (C)  
**Le régime d'assurance des catastrophes naturelles en France métropolitaine entre 1995 et 2006.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-regime-d-assurance-des.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-regime-d-assurance-des.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 60 p., graph., tabl., ann., cartes, bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 22*
- Après avoir défini les catastrophes naturelles et leur régime d'indemnisation en France, l'étude détaille les coûts selon les aléas concernés par le système, les biens (bâtiments/automobiles), les différents agents (particuliers/entreprises), ainsi que les départements touchés. Ces facteurs expliquent des différences importantes et mal connues entre les coûts des sinistres rassemblés sous la dénomination commune de CatNat. Par ailleurs, l'étude explique le financement du système CatNat et les raisons de la croissance des primes collectées par le régime entre 1995 et 2005. Tous ces éléments illustrent la solidarité qui joue entre les différents types de contrats, entre les agents et entre les aires géographiques. Plus largement, ces données permettent de chiffrer la soutenabilité du régime sur la période étudiée. L'étude souligne enfin les difficultés méthodologiques relatives à l'utilisation des données d'indemnisations des catastrophes naturelles pour mesurer l'efficacité des dispositifs de prévention des risques.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CALVET (L), GRISLAIN LETREMY (C)  
**La faible couverture des ménages des DOM contre les catastrophes naturelles. Analyse de la souscription à l'assurance habitation.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/La-faible-couverture-des-menages.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-faible-couverture-des-menages.html)  
Point sur - Economie et évaluation - Risques et assurance n° 46, p. 1-4, graph., tabl.  
01/03/2010
- 18781 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CALVET (L), GRISLAIN LETREMY (C)  
**L'assurance habitation dans les départements d'Outre Mer.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/L-assurance-habitation-dans-les.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-assurance-habitation-dans-les.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 30 p., graph., tabl., bibliogr., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 24*
- Les Départements d'Outre-mer (DOM) sont plus exposés aux risques que la métropole. Pourtant, les ménages y sont moins nombreux à être assurés contre les catastrophes naturelles. En France, l'assurance habitation inclut obligatoirement la garantie contre les catastrophes naturelles. En 2006, seuls 52 % des ménages des DOM ont souscrit une assurance habitation pour leur résidence principale. Ce faible taux de souscription d'assurance dans les DOM est certainement dû à une demande limitée de la part des ménages, mais aussi à une faiblesse de l'offre. Le taux de souscription dans les DOM s'explique essentiellement par le niveau de vie et par le statut d'occupation du logement, mais non par l'exposition aux risques naturels. En simulant les primes d'assurance des ménages non assurés dans les DOM, l'étude montre qu'une très large majorité de ces ménages gagnerait significativement à s'assurer contre les catastrophes naturelles, en raison notamment de la forte exposition des DOM aux risques naturels. L'étude ne trouve pas de différence significative entre le montant des primes d'assurance habitation payées dans les DOM et en métropole toutes choses égales par ailleurs.*
- CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
LETREMY (C)  
**Le rôle de l'assurance dans la prévention des catastrophes naturelles.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-role-de-l-assurance-dans-la.5535.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-role-de-l-assurance-dans-la.5535.html)  
Point sur - Economie et évaluation - Risques et assurance n° 9, p. 1-6, cartes, tabl., graph.  
01/03/2009

- 17706 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
GRISLAIN (N), LETREMY (C)  
**Assurance des risques naturels en France : sous quelles conditions les assureurs peuvent-ils inciter à la prévention des catastrophes naturelles ?**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Assurance-des-risques-naturels-en-5524.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Assurance-des-risques-naturels-en-5524.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 129 p., graph., cartes, tabl., bibliogr., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 1*
- Le régime de l'assurance des catastrophes naturelles est actuellement en équilibre. Une réforme est en cours d'élaboration pour garantir la soutenabilité du système. Cette étude apporte un éclairage économique sur l'articulation entre la prévention et l'assurance pour réduire le coût des dommages. Ce couplage existe déjà partiellement via une modulation des franchises dont l'efficacité a été améliorée. L'assurance pourrait elle-même être incitée par la réassurance à répercuter sur les assurés des incitations à l'installation dans des zones peu exposées via la modulation de prime.*

## SOCIETE AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL

- 21709 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BORTZMEYER (M), VERGEZ (A), SCARSI (F)  
**Affichage environnemental sur les produits de consommation : point d'étape sur les enjeux dans le secteur agro-alimentaire.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Affichage-environnemental-sur-les.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 46 p., ann., bibliogr., graph., lexique  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 113*
- L'affichage des impacts environnementaux des produits, appelé à se développer, a fait l'objet ces dernières années d'un intense travail des acteurs économiques et des services de l'État, afin de développer les méthodes et outils pour préciser les mentions qui pourraient le constituer. Ce travail est organisé par « familles de produits ».*  
*En réponse à un rapport général, présenté par le gouvernement au Parlement en novembre 2013, le présent document rend compte des enjeux propres aux produits agricoles et alimentaires, des étapes franchies et des acquis obtenus. Il expose les méthodes d'analyse en cycle de vie développées et leurs caractéristiques. Il pointe les acteurs engagés dans ces travaux et revient en détail sur des questions méthodologiques encore en débat. Il fait le tour des questions juridiques et réglementaires et précise les conditions de mise en place en France du projet d'affichage.*
- 21333 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE  
**Affichage environnemental des produits de grande consommation. Bilan au Parlement de l'expérimentation nationale.**  
**A - Rapport.- 162 p.**  
**B - Annexes.- 596 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Bilan-au-Parlement-de-l.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - graph., tabl., lexique
- L'expérimentation nationale sur l'affichage environnemental, qui s'est déroulée entre juillet 2011 et juillet 2012, a pris la forme d'une opération unique au monde, menée grâce au concours de 168 entreprises volontaires et de nombreuses fédérations et associations. Le fruit de cette expérimentation est présenté dans ce bilan, en application des dispositions de l'article 228 de la loi dite Grenelle II.*
- Rédigé en concertation avec les parties prenantes de la consommation et de la production durables, bénéficiant des apports des entreprises expérimentatrices, de représentants des consommateurs, d'organisations d'employeurs, d'associations environnementales et de fédérations professionnelles, il se veut un compte-rendu objectif de cette expérimentation et analyse en particulier :*
- la réalité de l'intérêt des consommateurs pour l'affichage environnemental, et leurs réactions face à cette information qui leur est apportée ;
  - la faisabilité technique et économique de l'affichage environnemental ;
  - les attentes de toutes les parties prenantes.

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BORTZMEYER (M)  
**Expérimentation de l'affichage environnemental sur les produits agro-alimentaires. Premier retour d'expériences.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Experimentation-de-l-affichage.27674.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 125, p. 1-6, graph.  
01/05/2012

20022 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
VERGEZ (A)  
**Vers un affichage environnemental sur les produits alimentaires.**  
Display of the environmental footprint of products : French developments in the food sector.  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Vers-un-affichage-environnemental.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Vers-un-affichage-environnemental.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 22 p., bibliogr., schémas, tabl.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 64*

*En France, le Grenelle Environnement comporte une mesure dont l'objectif est de fournir aux consommateurs une information sur les caractéristiques environnementales des produits de grande consommation, dont les produits alimentaires. L'objet de cet article est de présenter les initiatives actuellement développées dans le monde, les enjeux méthodologiques et l'état d'avancement du dispositif français. Unique, il s'appuie sur un pilier législatif, vise un affichage « cycle de vie » et multi-critères (incluant mais dépassant la seule empreinte carbone, avec par exemple une empreinte « eau ») et à l'avenir, il pourrait être généralisé en France. Cette étude conclut sur la double nécessité d'une harmonisation des dispositifs à l'échelle européenne et d'une réflexion sur la co-existence en France des systèmes d'informations aux consommateurs.*

20515 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CECI RENAUD (N), THAO KHAMSING (W)  
**Les consommateurs face à l'affichage environnemental. Revue de littérature.**  
Consumers faced with environmental labelling.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-consommateurs-face-a-l.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 34 p., bibliogr., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 74*

*Cette étude présente une revue de littérature statistique et économique sur les attentes et les comportements des consommateurs face à la mise en place de l'affichage environnemental.*

*Il en ressort quelques éléments majeurs :*

- les défaillances des marchés légitiment une action publique dans le sens d'un affichage généralisé,*
- les consommateurs français et européens sont demandeurs d'une information environnementale de meilleur qualité qu'aujourd'hui,*
- l'information sur les impacts environnementaux des produits est susceptible d'influencer les comportements d'achat et de production dans un sens favorable à l'environnement,*
- l'information environnementale doit être présentée dans un format de restitution synthétique et clair,*
- un affichage environnemental obligatoire favoriserait la démocratisation des démarches de consommation responsable.*

## TOURISME

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
DUBREU (N), THAO KHAMSING (W), ROUSSEL (P)  
**Le profil des déplacements touristiques les plus émetteurs de gaz à effet de serre.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-profil-des-deplacements.html>  
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 174, p. 1-4, graph., cartes, tabl.  
01/09/2013

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 CACHIA (F), QUINTRIE LAMOTHE (T)  
**Les conditions climatiques et météorologiques dans les projets de vacances en métropole.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-conditions-climatiques-et.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-conditions-climatiques-et.html)  
 Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 47, p. 1-4, graph., tabl.  
 01/03/2010

18671 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
 CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE  
 VIE, TEC CONSEIL  
 CERON (JP), DUBOIS (G), MARTIN (O), PICARD (R), VAN DE WALLE (I)  
**Météorologie, climat et déplacements touristiques : comportements et stratégies des touristes.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Meteorologie-climat-et.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Meteorologie-climat-et.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010-03-01 - 82 p., graph., tabl., cartes, ann., bibliogr.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 17

## TRANSPORT AUTOMOBILE

21653 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 BIOTTEAU (AL)  
**Le covoiturage pour les déplacements domicile-travail : quel potentiel ?**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-covoiturage-pour-les.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 48 p., bibliogr., ann., tabl., graph.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 107

*Les nouvelles formes de mobilité constituent une réponse possible à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation de carburants fossiles. Cette étude s'intéresse à l'une de ces nouvelles formes de mobilité, le covoiturage, qui repose sur la mutualisation des déplacements en véhicule particulier. Elle vise à en évaluer les potentialités de développement pour la mobilité régulière entre le domicile et le lieu de travail. À partir de l'analyse des déplacements existants, pour plusieurs types de territoires et cas de figure, elle apporte un éclairage sur la diminution possible du nombre de véhicules en circulation au quotidien et sur la réduction de la consommation de carburants et des émissions de dioxyde de carbone qui en découleraient.*

20744 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 BECKER (E)  
**Évaluation économique du dispositif d'écopastille sur la période 2008-2012.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evaluation-economique-du.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 32 p., graph., tabl., bibliogr., ann.  
 col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 84

*La France a mis en place en 2008 le bonus-malus et le super bonus écologiques. La combinaison de ces deux dispositifs, dont le principe est une incitation économique à l'acquisition et à la production de véhicules sobres en termes énergétiques, a sensiblement modifié la structure des ventes de voitures particulières. L'étude vise, d'une part, à quantifier le rôle de ces dispositifs incitatifs quant à l'évolution de la structure des immatriculations par émissions unitaires de CO<sub>2</sub>, d'autre part à en établir le bilan socio-économique.*

20786 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 FRIEZ (A), DERVIEUX (L), WONG (F), LEGLISE (M), BRETEAU (V), BILOT (H),  
 WEBER (S), DEPOORTER (S), BREDA (W), LEURENT (F), THEYS (J), SOUCHET (Y),  
 LEMAIRE (Y), ISOARD (V)  
**Vers une mobilité automobile durable ?**  
**Suivi des immatriculations et des parcs, analyses et évaluations, pistes pour une mobilité individuelle "durable".**



- FRIEZ (A), DERVIEUX (L).- Un répertoire statistique des véhicules routiers pour mieux connaître le parc roulant et ses usages.
- WONG (F).- Les immatriculations de véhicules équipés de motorisations alternatives : un développement soutenu par la prime à la casse et le bonus écologique.
- LEGLISE (M), BRETEAU (V).- La réduction des émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules utilitaires légers - analyse de l'enquête 2011.
- BILOT (H), BRETEAU (V), WEBER (S).- Quels effets d'un changement de taxation des carburants sur la diésélisation du parc et les émissions de polluants ?
- DEPOORTER (S), BREDI (W).- Voiture électrique ou hybride : quels coûts, quels bénéfices, à court et moyen termes ?
- LEURENT (F).- Les conditions économiques, matérielles et sociales de l'équipement des ménages en voiture électrique.
- THEYS (B).- Vers la diversification des modes de propulsion des véhicules : les apports de la recherche.
- SOUCHET (Y), LEMAIRE (Y), ISOARD (V).- Réglementation européenne en matière de réduction des émissions polluantes et des gaz à effet de serre des véhicules routiers.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Vers-une-mobilite-automobile.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 98 p., ann., bibliogr., graph., tabl.  
*Revue du CGDD - Juin 2013*

*Dans le contexte de préoccupations liées au changement climatique et à la pollution atmosphérique, ce numéro de la Revue, propose un point des évolutions récentes et des actions publiques pour favoriser l'émergence d'alternatives automobiles et d'automobilités plus économes, afin de transformer la structure du parc, en termes de motorisation, et d'usage, en termes de consommation d'énergie et d'émissions de CO<sub>2</sub>. Il fait un panorama des grandes tendances actuelles et des perspectives ouvertes par la recherche, il présente des évaluations à court et moyen termes.*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
ASSIMON (PM), DEPOORTER (S), TEISSIER (O)

**Une évaluation prospective des véhicules électriques.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Une-evaluation-prospective-des.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Une-evaluation-prospective-des.html)

Point sur - Economie et évaluation - Transport n° 86, p. 1-4, graph.  
01/05/2011

19162

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
ASSIMON (PM), DEPOORTER (S)

**Les véhicules électriques en perspective. Analyse coûts-avantages et demande potentielle.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-vehicules-electriques-en.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-vehicules-electriques-en.html)

Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 60 p., bibliogr., tabl., graph., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 41*

*La présente évaluation met en regard, en 2010 et à l'horizon 2020, l'ensemble des coûts et des avantages estimés du remplacement des véhicules « classiques » à motorisation thermique par des véhicules électriques. À l'horizon 2020, le bilan est proche de l'équilibre. Le coût de la batterie reste un enjeu majeur à court moyen terme pour la compétitivité du véhicule électrique. Le développement d'une dynamique de marché à moyen terme devrait permettre une réduction significative de ce coût. Un soutien public à l'achat de véhicules électriques paraît donc justifié jusqu'au décollage de la filière.*

*L'étude fournit également des éléments d'évaluation de la demande potentielle de véhicules électriques, par une analyse des résultats récents de l'Enquête Nationale Transports Déplacements (ENTD 2008), relative aux déplacements des Français. L'analyse montre que la grande majorité des déplacements quotidiens en véhicules particuliers pourraient être couverts par des véhicules tout électrique d'une centaine de kilomètres d'autonomie.*

19019

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
NATIONAL ECONOMIC RESEARCH ASSOCIATES  
BREJNHOLT (R), METCALFE (P), TRAIN (K), WEBB (H)

**Modèle économétrique sur le choix de véhicules des ménages.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Modele-econometrique-sur-le-choix.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Modele-econometrique-sur-le-choix.html)

Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 80 p., ann., tabl., graph., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 31*

*Cette étude vise à développer un modèle permettant de simuler les effets de différentes politiques telles que le « bonus écologique » octroyé aux véhicules à faibles émissions de CO<sub>2</sub>, sur le choix de véhicule des ménages et sur la demande globale de véhicules.*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
MEUNIER (L), TEISSIER (O)

**Une évaluation du bonus malus automobile écologique.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Une-evaluation-du-bonus-malus.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Une-evaluation-du-bonus-malus.html)

Point sur - Economie et évaluation - Transport n° 53, p. 1-4, tabl., graph.

01/05/2010

17988

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BLEUZE (C), CALVET (L), KLEINPETER (MA), LEMAITRE (E)

**Localisation des ménages et usage de l'automobile : résultats comparés de plusieurs enquêtes et apport de l'enquête nationale transports et déplacements.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Localisation-des-menages-et-usage.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Localisation-des-menages-et-usage.html)

Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 62 p., tabl., graph.

col. : *Etudes et documents du CGDD n° 14*

*Cette étude s'inscrit dans le prolongement d'une étude du CGDD sur les consommations de carburants des ménages en fonction de leur zone de résidence (cote 17446). Elle reprend ses deux principales thématiques : la relation entre zone de résidence et usage automobile et la question des "déplacements contraints" en automobile. Cette étude s'appuie sur l'Enquête nationale transports et déplacements de 2007-2008 qui fournit de nombreuses informations sur l'équipement des ménages, les distances parcourues, les différents modes et motifs de déplacements.*

## TRANSPORT DEUX ROUES

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
PACHOD (B), DUCHON (R)

**Mobilité durable : favoriser la pratique du vélo grâce aux démarches territoriales de développement durable.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Mobilite-durable-favoriser-la.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 178, p. 1-4, graph.

01/12/2013

20765

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable,  
MISSION NATIONALE VELOURUTES ET VOIES VERTES  
NATAF (L), PONS (JL)

**Pistes pour rendre efficiente l'obligation de créer des itinéraires cyclables en milieu urbain.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pistes-pour-rendre-efficiente-l.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 12 p.

col. : *Etudes et documents du CGDD n° 85*

*Adoptée en 1996, la loi sur l'air et sur l'utilisation rationnelle de l'énergie a été une réponse forte au sein d'un contexte national français marqué par des pics de pollutions atmosphériques. Son objectif était de diminuer ces pollutions, notamment celles émises par les automobiles, très gourmandes en énergie et dont les rejets étaient nocifs pour l'air. Ce document analyse l'article 20 de cette loi. Cet article promeut l'utilisation du vélo en imposant aux collectivités territoriales d'aménager des itinéraires cyclables lorsqu'elles effectuent des travaux de voirie, et de ce fait, de diminuer les pollutions atmosphériques.*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CABANNE (I)

**Les coûts et les avantages des vélos en libre service.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Les-couts-et-les-avantages-des.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-couts-et-les-avantages-des.html)

Point sur - Economie et évaluation - Transport n° 50, p. 1-4, tabl.

01/05/2010

- 18300 MISSION NATIONALE VELOROUTES ET VOIES VERTES, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Véloroutes et voies vertes.**  
**Fiche 9. Véloroutes et planification territoriale - juillet 2009.**  
[http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/9\\_Planification.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/9_Planification.pdf)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - pag. mult.

## TRANSPORT ECONOMIE DU TRANSPORT

- 4011 CGDD Service de l'observation et des statistiques, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, COMMISSION DES COMPTES DES TRANSPORTS DE LA NATION  
**Les comptes des transports. Rapport à la Commission des comptes des transports de la Nation.**
- Les comptes des transports en 2008 – 46<sup>e</sup> rapport**  
 - Tome 1 - Rapport.- 144 p.  
 - Annexes du tome 1.- non pag.  
 - Tome 2 - Les dossiers d'analyse économique des politiques publiques de transport.- 92 p.
- Les comptes des transports en 2009 – 47<sup>e</sup> rapport**  
 - Tome 1 - Rapport.- 154 p.  
 - Annexes du tome 1.- non pag.  
 - Tome 2 - Les dossiers d'analyse économique des politiques publiques de transport.- 82 p.
- Les comptes des transports en 2010 – 48<sup>e</sup> rapport**  
 - Tome 1 - Rapport.- 167 p.  
 - Tome 2 - Les dossiers d'analyse économique des politiques publiques de transport.- 94 p.
- Les comptes des transports en 2011 : 49<sup>e</sup> rapport**  
 - Tome 1 - Rapport.- 169 p.  
 - Tome 2 - Dossiers d'analyse économique des politiques publiques des transports.- 176 p.
- Les comptes des transports en 2012 : 50<sup>e</sup> rapport**  
 - Tome 1 - Rapport.- juillet 2013.- 169 p.
- Les comptes des transports en 2013.- Tome 1 - 51<sup>e</sup> rapport**  
 - Tome 1 - Rapport.- juillet 2014.- 172 p.
- <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-densemble/1924/874/ensemble-comptes-transport.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - graph., tabl., ann., lexique  
 col. : *Références*
- Ce document présente un panorama annuel des transports.*  
*Le tome 1, réalisé par le Service de l'observation et des statistiques, rassemble les données relatives aux transports de marchandises et de voyageurs, à la circulation routière, à l'accidentologie et aux impacts environnementaux liés aux transports. Il présente aussi les évolutions du secteur économique, des résultats comptables et financiers pour certains acteurs du secteur, la situation des entreprises et l'évolution de l'emploi et du marché du travail. Il récapitule les investissements en infrastructures de transport et l'ensemble des contributions publiques.*  
*Le tome 2 est réalisé par le Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable. Il regroupe des dossiers d'analyse économique.*
- Rapport 2008 - Les dossiers d'analyse économique :*  
 – l'évaluation du dispositif d'écopastille (bonus/malus et prime à la casse automobiles) ;  
 – l'évaluation des vélos en libre service ;  
 – l'évaluation du programme TGV-LGV.
- Rapport 2009 - Les dossiers d'analyse économique :*  
 – l'évaluation de la politique de développement de l'offre de transports express régionaux ;  
 – l'évaluation de la politique de contrôle-sanction automatisé de la vitesse.

Rapport 2010 - Les dossiers d'analyses économiques :

- les politiques de soutien aux carburants alternatifs ;
- la tarification "sociale" dans les transports collectifs de voyageurs terrestres.

Rapport 2011 - Les dossiers d'analyse économique :

- les externalités des différents modes de transports : identification et évaluation ;
- la santé et qualité de l'air : bilan coûts-avantages des normes européennes d'émission de polluants pour les véhicules routiers ;
- l'évaluation socio-économique rétrospective des dérogations au PTR maximum du transport routier de marchandises depuis 2002.

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
ROUCHAUD (D)

**Avantages et coûts des tarifications sociales dans les transports collectifs urbains et régionaux (hors Ile de France).**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Avantages-et-couts-des.html>

Point sur - Economie et évaluation - Transport n° 138, p. 1-4, tabl.

01/08/2012

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
ROUCHAUD (D)

**Le bilan positif d'une évaluation du programme TGV.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-bilan-positif-d-une-evaluation.html>

Point sur - Economie et évaluation - Transport n° 34, p. 1-4, tabl.

01/11/2009

17955

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BLARDONE (JD), CALVET (M), DEHORNOY (J), DEMEULENAERE (L), MEUNIER (D),  
MEUNIER (L), QUINET (E), SAUVANT (A)

**La tarification, un instrument économique pour des transports durables.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-tarification-un-instrument.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 106 p., cartes, bibliogr., tabl., schémas

Revue du CGDD – Novembre 2009

17746

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
KLEINPETER (MA), LEMAITRE (E)

**Dépenses de carburant automobile des ménages : relation avec la zone de résidence et impacts redistributifs potentiels d'une fiscalité incitative.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Depenses-de-carburant-automobile.5941.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - ann., graph., tabl.

col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 8

*Ce document s'inscrit dans le prolongement des analyses du rapport 2008 de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement, sur les aspects sociaux des politiques environnementales. Il vise à approfondir trois questions soulevées par le rapport :*

- *Le lieu de résidence d'un ménage a-t-il une incidence sur sa consommation totale de carburant automobile et si oui, dans quelle mesure ?*
- *Sur quelles catégories sociales pèserait une éventuelle fiscalité incitative sur les carburants automobiles ?*
- *Existe-t-il des dépenses contraintes de carburant automobile ? Quelles sont-elles et peut-on les évaluer ?*

## TRANSPORT INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

18862 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Schéma national des infrastructures de transport.**  
**Rapport d'évaluation globale de l'avant-projet consolidé.- mars 2011.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Rapport-d-evaluation-globale-de-l.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 60 p., cartes, graph., tabl.

*L'évaluation du Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT) se compose :*  
 – d'une évaluation globale couvrant les diverses dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale),  
 – d'une évaluation environnementale stratégique, encadrée par les textes communautaires transposés en droit français.  
 Ces évaluations portent sur l'ensemble des composantes du SNIT et l'ensemble des modes de transport.

*L'évaluation globale cherche à éclairer les grands enjeux du Schéma. Elle vise d'une part à estimer les impacts du SNIT au regard de ses objectifs et, d'autre part, à apporter des éléments utiles pour apprécier la pertinence du SNIT pour atteindre les objectifs définis. L'évaluation globale considère également le SNIT à l'horizon 2030 et émet des préconisations du point de vue du développement durable, sur sa mise en œuvre, son suivi et ses révisions ultérieures.*

*L'évaluation environnementale stratégique, élaborée par le CGDD, identifie, décrit et évalue les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du schéma sur l'environnement. Il présente les mesures pour réduire et compenser les incidences négatives, expose les autres solutions envisagées et les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet a été retenu.*

*La version de février 2011 de ce rapport a intégré les modifications demandées par l'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) dans son avis délibéré du 22 septembre 2010.*

*Voir l'Avant-projet consolidé du SNIT à la cote 18818*

## TRANSPORT POLITIQUE DES TRANSPORTS

14450 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, SERVICE D'ETUDES TECHNIQUES DES ROUTES ET DES AUTOROUTES, CETE Sud Ouest, CETE Ouest, PIERRE FAVIER CONSULTANT  
**Indicateurs de suivi des axes et pôles stratégiques de la politique de transport.**  
**Évolution 1996/2007 des indicateurs. Édition 2008 - mars 2009.- 207 p.**  
**Indicateurs de suivi de la politique de transport.**  
**Évolution 1999/2009 - octobre 2013.- 188 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Indicateurs-de-suivi-de-la.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - schémas, graph., tabl., cartes  
 col. : Références

*S'inscrivant dans les orientations du livre blanc sur la politique européenne des transports à l'horizon 2010, la politique française de transport de voyageurs et de marchandises définit des perspectives à un horizon de vingt ans, fondées sur des objectifs :*

– de rééquilibrage intermodal de l'offre de transport : priorité au fret ferroviaire et aux modes alternatifs à la route pour les transports interurbains ; priorité aux transports collectifs pour les déplacements urbains et suburbains ;  
 – de régulation générale des transports visant à modifier le comportement des usagers dans leurs choix de déplacements. Celle-ci passe par une harmonisation technique, tarifaire, fiscale et sociale au niveau communautaire.

*Dans l'édition 2008, ont été retenus les indicateurs permettant d'apprécier les évolutions constatées sur les principaux axes et pôles de transport de la France au regard d'objectifs tels que le développement de modes de transports moins consommateurs d'énergie fossile (fer, eau, mer), la fluidité des grands axes de transit, l'attractivité des ports maritimes, l'amélioration de la qualité de service à l'usager, l'amélioration de la desserte des territoires par des rapports adaptés contribuant à optimiser les déplacements et à éviter la congestion et les nuisances environnementales.*

*L'édition 2013 des Indicateurs de suivi de la politique de transport actualise, sur la période 1999/2009, les indicateurs de la précédente édition et l'enrichit de trois thématiques : les transports urbains, les infrastructures de transport, l'environnement (l'énergie, les émissions de gaz à effet de serre, les émissions de polluants et la qualité de l'air des principales agglomérations, l'artificialisation des sols, le bruit).*

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
ROUCHAUD (D)

**Le bilan équilibré de la politique de transports collectifs des régions.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-bilan-equilibre-de-la-politique.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-bilan-equilibre-de-la-politique.html)

Point sur - Economie et évaluation - Transport n° 81, p. 1-4, graph., tabl.  
01/04/2011

## TRANSPORT SECURITE DU TRANSPORT

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CALVET (M)

**Une évaluation du dispositif de contrôle-sanction automatisé de la vitesse.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Une-evaluation-du-dispositif-de.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Une-evaluation-du-dispositif-de.html)

Point sur - Economie et évaluation - Transport n° 92, p. 1-4, graph., tabl.  
01/07/2011

## TRANSPORT DE MARCHANDISES

20842 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
HARACHE (J)

**Fret ferroviaire : analyse des déterminants des trafics français et allemand.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Fret-ferroviaire-analyse-des.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 24 p., graph., tabl., bibliogr.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 87*

*Le transport de fret ferroviaire français connaît une décroissance structurelle depuis le début des années 2000 qui a été amplifiée par les effets de la crise économique de 2008. De son côté, le transport de fret ferroviaire allemand a connu un essor important sur la même période et a su s'adapter aux conditions économiques difficiles de la période 2008 – 2010. Dans cette étude, l'Allemagne, qui est souvent prise en exemple comme modèle de réussite de la logistique ferroviaire, est comparée à la France. À travers l'analyse de la structuration des trafics, de la productivité du secteur et de leur évolution au cours des récentes années, l'étude met en lumière les différences existantes entre le transport ferroviaire de marchandises des deux pays.*

20030 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BLARDONE (JD), CHAUVINEAU (J), DUONG (P), HARACHE (J), HARNAY (P),  
MARTINS (L), MIALOCQ (G), SAVY (M)

**Transports de marchandises : vers la durabilité ? Actes du réseau des économistes transport et aménagement. Journée d'échanges du 14 octobre 2011.**

[www.developpement-durable.gouv.fr/Transports-de-marchandises-vers-la.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Transports-de-marchandises-vers-la.html)

Paris, Ministère de l'écologie, 2012 – 72 p., graph., tabl., bibliogr., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 61*

*Les six exposés :*

- *Cinq scénarios pour le transport et la logistique en 2040.*
- *Optimisation de la localisation des terminaux de transport combiné à l'horizon 2030.*
- *Internalisation des coûts externes dans la tarification des modes de transport du corridor Paris-Amsterdam.*
- *Opérateurs ferroviaires de proximité : vers un nouveau modèle ferroviaire ?*
- *La fiscalité carbone en France. Le cas des transports routiers de marchandises.*
- *Nouvelles silhouettes de transport routier de marchandises.*

- 20207 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
LEGLISE (M)  
**Un essai de mesure de l'impact de la logistique sur le transport routier de marchandises.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Un-essai-de-mesure-de-l-impact-de.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 34 p., bibliogr., tabl., graph., ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 66*
- Le développement actuel de la logistique engendre deux phénomènes qui impactent l'évolution du transport routier de marchandises : un allongement des circuits et le transport en palettes et le regroupement des chargements. Pour analyser des deux effets, la présente étude compare l'évolution du transport routier de marchandises avec l'évolution du trafic des poids lourds français au cours de la période 1996-2008 pour les différentes catégories de produits. Il ressort de cette analyse une importance croissante des produits groupés. Cette évolution s'accompagne d'une forte augmentation du nombre de trajets, d'une stabilité de leur distance moyenne et d'une augmentation du chargement moyen.*
- 19087 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
ALLIGIER (L), BLARDONE (JD)  
**Optimisation de la localisation des terminaux de transport combiné.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Optimisation-de-la-localisation.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Optimisation-de-la-localisation.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 60 p., tabl., cartes, ann.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 38*
- Cette étude examine la problématique de la localisation des terminaux de transport combiné ferroviaire et identifie les sites les plus performants afin d'optimiser le flux total en 2030. Elle réalise au préalable des projections de trafic à cet horizon. Mais pour développer le transport combiné, la stratégie est-elle de concentrer le trafic sur un nombre limité de terminaux pour massifier les flux, ou au contraire, multiplier les terminaux pour créer une proximité entre offre et demande ? L'étude conclut qu'avec dix plateformes réparties sur le territoire national, il serait possible d'augmenter de 20 % les tonnages transportés. L'étude fournit également une estimation des flux de transport combiné fluvial à l'horizon 2030.*
- 19493 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
LEGLISE (M)  
**Le transport de produits chimiques en France de 1996 à 2009. Analyse comparée à l'évolution de la production.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Le-transport-des-produits.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-transport-des-produits.html)  
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 24 p., tabl., ann., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 60*
- Sur la décennie 1997-2007, la production de l'industrie chimique française, en incluant l'industrie pharmaceutique, a eu un taux de croissance annuel moyen de + 3,2 % en volume. Toutefois, le transport de ces produits décroît au cours de la période, alors qu'habituellement production et transport ont des évolutions similaires. L'objet de la présente étude est d'expliquer cet apparent paradoxe, à travers une analyse fine des composantes de la production et du transport de l'industrie chimique. L'étude propose également une analyse des volumes des produits transportés.*

## TRANSPORT DE VOYAGEURS

- 20843 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
CABANNE (I)  
**Projection de la mobilité courte distance à l'horizon 2030.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Projection-de-la-mobilite-courte.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 42 p., ann., tabl., graph.  
col. : *Etudes et documents du CGDD n° 88*
- Ce rapport présente des projections de mobilité courte distance des personnes à horizon 2030, en s'appuyant sur la photographie détaillée des déplacements fournie par l'enquête nationale transports - déplacements de 2008.*

## TRANSPORT MARITIME – PORT MARITIME

21790

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
BLARDONE (JD), ALLIGIER (L), RAIZER (C), MAGERAND (AL), RUEL (C)

### Hinterland des ports maritimes.

- Tome 1 : Modélisation des trafics des ports français.- 74 p.

- Tome 2 : Étude bibliographique européenne.- 74 p.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Hinterland-des-ports-maritimes.41729.html?onglet=themes>

Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - tabl., ann., graph., bibliogr., cartes  
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 108, 109

*Alors que les statistiques donnent une bonne connaissance des flux maritimes de marchandises transitant par les ports français, peu de données renseignent sur les hinterlands des ports, c'est-à-dire les arrières pays, territoires d'origine ou de destination des marchandises. La simulation réalisée permet de déterminer les volumes et les types de marchandises concernées ainsi que les modes de transport et la zone géographique de desserte terrestre. Elle concerne les 8 principaux ports maritimes français : Dunkerque, Le Havre, Rouen, Nantes, La Rochelle, Bordeaux, Sète et Marseille. Elle a été réalisée avec le modèle géographique multimodal de transport du CGDD, MODEV et utilise des données de 2007, année de référence du modèle.*

*Chaque port fait l'objet d'une fiche synthétique dans laquelle les résultats de la simulation sont présentés et comparés aux données disponibles.*

*Cette étude s'est appuyée sur une analyse bibliographique des principaux ports européens présentée dans le tome 2. Les 11 ports concernés, regroupés le cas échéant en « zones portuaires », sont : Rotterdam, Amsterdam, Anvers, Hambourg/Brême, Dunkerque, Calais, Le Havre, Rouen, Marseille, Nantes, St-Nazaire et Barcelone.*



Commissariat général au développement durable  
Sous-direction des affaires générales  
Bureau de la documentation

Tour Séquoia  
92055 La Défense cedex

Mél : [crdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:crdd@developpement-durable.gouv.fr)

Directeur de la publication  
Paul Delduc  
ISSN : 2102-474X

